RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CNIS 2006

Rapport général

N° 105

septembre 2007

Rédaction en chef : Carla SAGLIETTI

Secrétariat de rédaction : Catherine TRÉGOAT

Ont participé à l'élaboration du rapport d'activité:

Monique BOURBIGOT-POGNAT, Marie-Christine CHAMBET-ROSSET, Pascale CAUDRON, Maryse DUCOURNAU, Françoise DUSSERT, Laurence GERMOND, Ghislaine GRIMLER, Jean-Marie GROSBRAS, Diana GUICHARD, Michel ISNARD, Gérard LANG, Brigitte OUVRÉ, Christophe TERRIER.

CONSEIL NATIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE

septembre 2007

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

ORGANIGRAMME DU CNIS	6
2006 : SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS	7
. Les activités du Cnis	7
. La diffusion du Cnis.....	9
BUREAU : RELEVÉS DE CONCLUSIONS	11
. Bureau du 27 mars 2006.....	13
. Bureau du 26 juin 2006	30
. Bureau du 10 novembre 2006.....	49
PROGRAMMES STATISTIQUES 2007.....	67
. Programmes examinés par les formations	68
. Assemblée plénière du 18 décembre 2006.....	71
SYNTHESES DES TRAVAUX DES FORMATIONS ET GROUPES DE TRAVAIL DU CNIS.....	105
. Calendrier des réunions 2006	107
. Agriculture	109
. Commerce, services.....	113
. Démographie, conditions de vie	117
. Education, formation	121
. Emploi, revenus (2 réunions)	125
. Environnement	131
. Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie	135
. Monnaie, finance, balance des paiements.....	139
. Santé, protection sociale	143
. Statistiques régionales et locales	147
. Transports, tourisme	151
<i>Inventaire des besoins d'information sur les transports</i>	<i>154</i>
. Urbanisme, équipement, logement	155
. Interformation Statistiques sociales	159
<i>Niveaux de vie et inégalités sociales</i>	<i>162</i>
. Interformation Statistiques d'entreprise.....	163
<i>Statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes</i>	<i>167</i>

LA COMMISSION NATIONALE D'ÉVALUATION DU RECENSEMENT DE LA POPULATION	169
. Compte rendu de la réunion du 25 avril 2006	171
. Compte rendu de la réunion du 5 octobre 2006.....	178
 LA COMMISSION NATIONALE DES NOMENCLATURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.....	187
. Compte rendu de la réunion du 15 juin 2006	189
 LE COMITÉ DU LABEL.....	217
. Travaux du Comité du label : Bilan d'activité 2006	219
. Membres du Comité du label	222
. Calendrier des réunions	224
. Avis donnés sur les projets d'enquêtes ¹	225
<i>Enquêtes nationales</i>	
Enquêtes auprès des entreprises	227
Enquêtes auprès des exploitations agricoles	271
Enquêtes auprès des ménages	283
<i>Enquêtes régionales</i>	
Enquêtes auprès des entreprises	355
Enquêtes auprès des ménages	375
 LE COMITÉ DU CONTENTIEUX.....	379
. Travaux du Comité du contentieux : Bilan d'activité 2006	381
. Membres du Comité du contentieux	385
 LE COMITÉ DU SECRET	387
. Travaux du Comité du secret : Bilan d'activité 2006	389
. Membres du Comité du secret statistique	397
 TEXTES LÉGISLATIFS	399
. Loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques	401
. Décret n° 2005-333 du 7 avril 2005 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique	407
. Arrêté du 27 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation et au fonctionnement du Comité du label des enquêtes statistiques	417
. Arrêté du 27 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	421
. Arrêté du 27 avril 2005 relatif aux modalités d'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	423
 LISTE DES ENQUÊTES STATISTIQUES DES SERVICES PUBLICS	425
. Arrêtés publiés au Journal Officiel : Programme 2006	427

¹ Avis d'opportunité délivrés par les formations du Cnis pour les enquêtes nationales et par l'instance régionale de concertation pour les enquêtes régionales, avis de conformité délivrés par le Comité du label

ANNEXES	457
. Membres du Bureau du Cnis.....	459
. Membres du Conseil	461
. Membres du Secrétariat du Cnis.....	469
. Liste rétrospective des Chroniques du Cnis.....	470
. Liste rétrospective des rapports publiés par le Cnis	471
. Sigles et acronymes	475

Remarque

Dans la mesure où certains éléments de l'activité du Cnis ont fait l'objet de publications spécifiques dans la collection des Rapports, ils ne sont pas repris ici :

- Avis sur les programmes statistiques 2007 adopté par le Conseil lors de l'assemblée plénière du 18 décembre 2006 - Rapport n° 101, Février 2007

2006 : SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

Les activités du Cnis

Le Cnis a organisé en 2006 la concertation entre les producteurs et les utilisateurs des statistiques publiques au travers de ses formations sectorielles. Il a examiné pour opportunité les projets d'enquêtes statistiques avant leur passage devant le comité du label et rendu un avis sur l'ensemble des programmes statistiques lors de l'Assemblée plénière de fin d'année.

Pour répondre à la demande sociale, des groupes de travail ont approfondi des sujets sur lesquels les statistiques disponibles devaient être améliorées : « La mesure des niveaux de vie et des inégalités sociales » pour les statistiques démographiques et sociales, « L'inventaire des besoins d'information sur les transports » et les « Statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes » pour les statistiques d'entreprises.

Le Conseil

Le bureau du Cnis s'est réuni trois fois, en mars, juin et novembre 2006 et l'Assemblée plénière a approuvé les programmes statistiques de l'année 2007 le 18 décembre 2006. A cette réunion le directeur général d'Eurostat a présenté les perspectives des statistiques européennes.

Les formations du Cnis

Les treize formations du Cnis se sont toutes réunies au moins une fois au cours de l'année 2006 ; la formation Emploi-revenus s'est réunie deux fois.

Les inter-formations sur les statistiques d'entreprise d'une part et les statistiques sociales d'autre part ont été organisées au deuxième semestre pour traiter de thèmes transversaux aux diverses formations du domaine.

Les groupes de travail

Le travail d'expertise du Cnis se déroule principalement dans le cadre de groupes de travail.

Le groupe « Inventaire des besoins d'information sur les transports » a terminé ses travaux en juin 2006. Son rapport a été adopté par l'Assemblée plénière, le 18 décembre 2006. (*Rapport du Cnis n° 102 - mars 2007*)

Le groupe « Statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes » a poursuivi ses travaux entamés en 2005 à travers le groupe plénier et ses cinq sous-groupes : le premier sous-groupe a travaillé sur les groupes d'entreprises et leur taille, le deuxième sur les groupes et la mondialisation, le troisième sur les normes comptables et l'information économique, le quatrième sur les groupes et les sociétés dans l'analyse économique sectorielle et macroéconomique et enfin le dernier sur les réseaux..

Le groupe « Niveaux de vie et inégalités sociales » s'est réuni 11 fois en 2006. Il a terminé ses travaux en octobre 2006. Son rapport a été adopté par l'Assemblée plénière, le 18 décembre 2006 également. (*Rapport du Cnis n° 103 - mars 2007*). Il propose l'architecture d'ensemble d'un système d'information qui rende compte de la mesure des niveaux de vie et des inégalités sociales et détermine des priorités pour son élaboration. Le suivi des préconisations de ce groupe sera fait chaque année dans les formations concernées.

La Commission nationale d'évaluation du recensement de la population

La Commission nationale d'évaluation du recensement de la population, prévue à l'article 22 du décret n°2005-333 du 7 avril 2005 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique s'est réunie deux fois en 2006 pour examiner les conditions dans lesquelles se déroulent la collecte de l'information et les relations avec les mairies.

La Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales

La Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales a été instituée par l'article 21 du même décret. Elle est chargée de tenir à jour les nomenclatures économiques et sociales officielles, doit être consultée sur tout projet de modification des nomenclatures européennes et internationales et donne son avis sur tout projet d'acte réglementaire portant approbation des nomenclatures économiques et sociales officielles. L'arrêté du 27 avril 2005 du Ministre de l'Economie, des finances et de l'industrie a précisé les modalités d'organisation et le fonctionnement de la Commission.

Elle s'est réunie le 15 juin 2006. A l'ordre du jour, la révision 2008 des nomenclatures internationales et européennes d'activités et de produits, l'élaboration de la nomenclature française d'activités révisée (NAF rév. 2) et le format du futur code NAF.

Le Comité du label

Le comité du label des enquêtes statistiques procède à l'examen approfondi des projets d'enquête du système statistique public. Il veille à ce que les moyens mis en œuvre répondent aux objectifs d'utilité publique énoncés dans les avis d'opportunité relatifs à ces projets. Sont soumis à examen la méthodologie (plan de sondage, méthodes de traitement), protocoles de collecte (lettres avis, questionnaires) et plans de diffusion.

En 2006, le comité du label a examiné 77 dossiers en 22 séances. Il a délivré 68 labels d'intérêt général et de qualité statistique dont 31 assortis de proposition de rendre la réponse obligatoire. Les dossiers examinés n'ayant pas donné lieu à la délivrance d'un label sont pour l'essentiel des points d'information intermédiaires faits sur des enquêtes ayant connu des évolutions depuis l'attribution du label. Le comité a refusé d'attribuer le label d'intérêt général et de qualité statistique à un projet d'enquête. Répartition par secteurs :

- Formation « ménages » : 10 séances, 42 dossiers, 35 labels dont 7 avec obligation de réponse
- Formation « entreprises » : 10 séances, 29 dossiers, 27 labels dont 18 avec obligation de réponse
- Formation « agriculture » : 2 séances, 6 dossiers, 6 labels dont 6 avec obligation de réponse

Le Comité du contentieux

Le **Comité du contentieux** s'est réuni deux fois en 2006. Au total, le Comité a examiné 7 684 cas de non-réponse à des enquêtes obligatoires auprès des entreprises et proposé au ministre d'infliger 2 286 amendes avec recouvrement immédiat (contre 7 250 et 2 261, respectivement en 2005). Depuis plusieurs années, le contentieux s'accompagne d'un important effort de dialogue avec les entreprises qui négligent de répondre aux enquêtes obligatoires, afin de les convaincre de l'utilité de la statistique publique.

Le Comité du secret statistique

Le **Comité du secret statistique** a tenu quatre réunions en 2006. Il a étudié 93 demandes d'accès à des données individuelles statistiques, et selon une (nouvelle) procédure administrative (dont 60 présentées par des universités et organismes de recherche). 347 habilitations ont été autorisées (dont 15 pour des données sur les collectivités territoriales ou pour des données issues de source administrative). La majorité d'entre elles concernent les enquêtes produites par l'INSEE, le SESSI et le SCEES. 10 demandeurs n'ont pas reçu d'habilitation, soit parce que les données demandées n'étaient pas du ressort du Comité, soit parce que les garanties de confidentialité n'étaient pas réunies, soit parce que l'organisme demandeur n'était pas représenté lors de la réunion ou encore parce que le dossier se révélait incomplet et nécessitait un report.

La diffusion du Cnis

Le site

Le **site** est un lieu d'information sur les activités du Cnis, sur les références juridiques et sur les enquêtes inscrites au programme de l'année en cours. Il comporte des liens vers de nombreux autres sites, notamment ceux des services producteurs du système statistique public. La plupart des publications du Cnis (compte rendus de réunions, rapports ...) sont disponibles dans leur intégralité sur le site au format PDF permettant de les télécharger facilement. Les publications papier peuvent toutefois être demandées directement au Secrétariat du Cnis : en 2006, 279 demandes de publications ont été enregistrées.

La fréquentation du site est en constante progression. En 2006, le nombre moyen mensuel d'utilisateurs a été de 32 000 contre 26 000 en 2005. Il a doublé depuis 2004.

La **lettre électronique d'informations** permet à ses abonnés d'être informés régulièrement de l'actualité du Cnis. En décembre 2006, elle compte 800 abonnés.

Le 4 pages « Chroniques du Cnis »

Le « 4 pages » du Cnis, baptisé « **Chroniques du Cnis** », a été créé en avril 2004. Cette publication a pour vocation de faire le point sur des sujets de fond dans lesquels le Cnis est intervenu.

Numéros parus en 2006

- **Enquêtes statistiques et sources administratives : une complémentarité à exploiter (Chroniques N° 5 - décembre 2006)**

Dès leur origine, les statistiques publiques se sont abreuvées à deux types de sources. Les enquêtes, exhaustives telles que le recensement de population, ou par sondage comme l'enquête sur l'emploi, sont complémentaires des sources administratives telles que les registres de l'état civil, les fichiers de l'ANPE, etc. Les premières fournissent directement les informations jugées utiles et pertinentes, grâce aux techniques spécifiques du métier de statisticien, notamment celle de l'échantillonnage. Les secondes présentent l'avantage d'être déjà disponibles. Elles sont donc *a priori* susceptibles d'être moins coûteuses et elles allègent la charge pesant sur les répondants. De plus, à la différence des enquêtes par sondage, elles sont souvent quasi exhaustives, ce qui permet de les mobiliser pour fournir des informations régionales et locales. Mais elles présentent un inconvénient : les données qu'elles contiennent sont recueillies dans un objectif de gestion, c'est-à-dire avec des finalités et selon des procédures différentes de celles que nécessite une information statistique pertinente. Tels sont les principaux termes d'un débat récurrent, qui parcourt toute l'histoire de la statistique publique.

- **De la perception à la mesure du pouvoir d'achat (Chroniques N° 4 - mars 2006)**

Au cours des dernières années, de nombreux ménages ont eu le sentiment que leur niveau de vie baissait. Pourtant, la croissance du pouvoir d'achat, au sens de la comptabilité nationale, a seulement ralenti. Apparemment incompatibles, ces deux visions traduisent en réalité deux points de vue différents. Ils peuvent être conciliés pour peu que l'on replace les évolutions macroéconomiques du pouvoir d'achat dans une perspective plus individuelle en prenant en compte, par exemple, la taille et la catégorie sociale des ménages, leur mode de consommation et la manière dont ils ont vécu le passage à l'euro.

Liste rétrospective des Chroniques du Cnis : voir liste en annexe page 470

Les rapports

Les rapports sont tirés entre 800 et 2 000 exemplaires et diffusés gratuitement et le plus largement possible (aux membres du Cnis mais aussi aux centres de documentation, bibliothèques, médias et organismes ou particuliers qui en font la demande). En 2006, le Cnis a publié trois rapports.

Numéros parus en 2006

- **Mesure des échanges internationaux de services - (Rapport du Cnis N° 100 - février 2006)**

Une bonne conduite des négociations relatives au développement des marchés mondiaux de services requiert une connaissance précise des flux d'échanges internationaux, mesurés à partir d'un cadre statistique commun. Ce cadre, élaboré par l'ensemble des institutions internationales concernées (Eurostat, CNUCED, FMI, OCDE, OMC et ONU), figure dans le Manuel des statistiques du commerce international des services (MSCIS).

Pour répondre aux demandes d'informations du MSCIS, le groupe de travail s'est vu assigner deux objectifs : comparer et harmoniser les données issues des diverses sources existantes en France ; proposer des recommandations pour faire évoluer les procédures de recueil d'informations, dans la perspective d'améliorer l'analyse de notre compétitivité et d'aider à la conduite des négociations à venir.

Le groupe s'est intéressé à la fois aux conditions de la préservation du système actuel de collecte et à sa modification pour se conformer aux demandes du MSCIS : nomenclature plus fine (85 rubriques au lieu de 11) ; ventilation par zones géographiques.

Le maintien du dispositif existant est menacé par la nouvelle réglementation européenne qui fixerait le seuil de déclaration obligatoire des banques à 50 000 euros par transaction contre 12 500 actuellement. Pour garder la même qualité d'informations, le groupe propose de lancer une enquête annuelle auprès d'entreprises dont les transactions sont réduites.

Pour rapprocher le dispositif statistique national des exigences du MSCIS, le groupe propose la mise en place d'une enquête, à périodicité quinquennale, sur les échanges internationaux de services réalisés par les entreprises de tous les secteurs.

Une analyse fine du rapport coûts/avantages devra être réalisée pour chacune des deux enquêtes proposées.

- **Rapport d'activité 2005 - rapport général (Rapport du Cnis N° 99 - septembre 2006)**

L'année 2005 a été marquée par la publication d'un décret en Conseil d'État réorganisant le Cnis et mettant en place de nouvelles commissions : Commission nationale d'évaluation du recensement de la population, Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales.

Le rapport d'activité du Conseil pour l'année 2005 fait état des travaux réalisés dans les différentes instances du Cnis et des publications de l'année. Il retrace les différentes étapes de l'élaboration du programme statistique public pour 2005.

- **Avis sur les programmes statistiques 2006 (Rapport du Cnis N° 97 - février 2006)**

Le Conseil national de l'information statistique s'est réuni en Assemblée plénière le 29 novembre 2005 pour délibérer sur les programmes statistiques 2006. L'ensemble de l'avis a été adopté à l'unanimité moins 5 voix contre.

Liste rétrospective des Rapports du Cnis : voir liste en annexe page 471

BUREAU : RELEVÉS DE CONCLUSIONS

. Bureau du 27 mars 2006.....	13
. Bureau du 26 juin 2006	30
. Bureau du 10 novembre 2006.....	49

BUREAU DU 27 MARS 2006

PARTICIPANTSMembres du Bureau

	<u>Organisme représenté ou titre de présence</u>
M. BOMPARD Jean-Pierre	CFDT
M. BENTOGGIO Guilhem	Centre d'analyse stratégique
M. CHARPIN Jean-Michel	Insee
M. DESCOLONGES Pierre-Marie	Membre élu, CESR Ile-de-France
M. DUPORT Jean-Pierre	Président du Bureau, vice-président du Cnis
M. DURAND Denis	CGT
M. EL-NOUTY Charles	CGPME
M. LAROSE André	CFTC
M; PAILLARD Francis	APCM
M. RENARD Yvonick	MEDEF
M. ROBIN Benoît	CGT-FO
M. SAINT-SAUVEUR Hervé	ACFCI
M. VINCENT François	CFE-CGC

Autres participants

M. AUDIBERT Pierre	Insee
M. BÉGUIN Jean-Marc	Insee
M. GARAGNON Jacques	Insee, Président du Comité du label
M. LE GLÉAU Jean-Pierre	Insee
M. LOLLIVIER Stéfan	Insee
M. PUIG Jean-Pierre	Secrétaire général du Cnis
M ^{me} SAGLIETTI Carla	Secrétaire générale adjointe du Cnis

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

1. Introduction de Jean-Pierre Duport, président du Bureau
2. Actualités (Jean-Michel Charpin)
3. Point sur le recensement de population (Stéfan Lollivier / Pierre Audibert)
4. Point sur l'avancement des groupes de travail :
 - a. Groupe « Niveaux de vie et inégalités » (Jacques Freyssinet)
 - b. Groupe « Statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes » (Jean-Marc Béguin)
5. Point sur la préparation de la Rencontre du Cnis sur la diffusion (Pierre Audibert)
6. Points divers

I. Introduction

Le Président ouvre la séance et présente les excuses de Messieurs Didier Marteau et Laurent Barthélémy qui ne pourront assister, au titre de la FNSEA, à la présente réunion. Il excuse également l'absence de Monsieur Jean-Baptiste de Foucauld.

Il propose que les présidents des formations participent à la prochaine réunion, si du moins aucun des membres du Bureau ne s'y oppose.

M. Puig précise que la réunion du Bureau aura lieu le lundi 26 juin au matin, dans sa configuration habituelle. Les présidents des formations et des groupes de travail seront ensuite conviés à participer au déjeuner puis se réuniront en début d'après-midi.

Le Président donne la parole à M. Jean-Michel Charpin pour la présentation des actualités.

II. Actualités

1. Actualités européennes

Décès du Directeur général d'Eurostat

M. Jean-Michel Charpin fait part du décès, survenu en février 2006, de M. Günther Hanreich, Directeur général d'Eurostat depuis décembre 2004. Cette disparition prolonge une situation de crise au sein d'Eurostat, quasi-ininterrompue depuis trois ans.

M. Jean-Michel Charpin indique que la procédure de désignation du successeur de M. Günther Hanreich n'est pas encore arrêtée. La perspective d'une vacance de pouvoir prolongée à la tête d'Eurostat serait problématique.

Réforme du CEIES et création de l'advisory body

M. Jean-Michel Charpin indique que les discussions se poursuivent sur la réforme du CEIES et sur la création de l'*advisory body*, future instance de gouvernance statistique. Aucun projet de texte n'a encore été proposé à ce jour.

Les discussions en cours ont trait à la fois au support juridique qui sera utilisé, ainsi qu'à l'effectif et au mandat de ces deux institutions. A ce jour, Eurostat envisage de faire du CEIES une instance d'environ 25 membres, soit un effectif relativement réduit pour une institution de ce type. En outre, M. Jean-Michel Charpin fait état de la volonté affichée de réduire la représentation des producteurs dans les deux institutions.

Polémique juridique sur la statistique européenne

M. Jean-Michel Charpin évoque la polémique juridique déclenchée par Eurostat à l'occasion du dernier Comité du programme statistique. En effet, il a été mentionné sur un projet de règlement que la statistique européenne constituait une compétence exclusive de la Communauté alors que la statistique a toujours été considérée comme une compétence partagée. En cas de maintien de cette position, Eurostat déclencherait une véritable crise juridique avec les pays membres. Ainsi, par exemple, il paraît difficile d'envisager qu'un prochain règlement puisse faire du recensement de population une statistique dont toutes les modalités seraient déterminées uniquement par les instances européennes.

L'application du code de bonnes pratiques

M. Jean-Michel Charpin indique que le code de bonnes pratiques est entré dans sa phase d'application. Un questionnaire détaillé a été adressé par Eurostat à tous les instituts statistiques nationaux. Un premier rapport sur l'exploitation globale (et non individuelle) de ces questionnaires sera présenté au Comité économique et financier en mai 2006 et une réflexion est en cours dans chaque pays sur l'application du code. En France, elle porte également sur les services statistiques ministériels.

2. Information sur l'arrêté relatif à la transmission de données statistiques dans le cadre du plan de lutte contre la grippe aviaire

M. Jean-Michel Charpin informe le Bureau du Cnis que le gouvernement a pris un arrêté, signé par le ministre de l'Agriculture et le ministre de l'Economie et des Finances, levant le secret statistique sur les répertoires d'exploitations avicoles. Il s'est avéré que seuls les statisticiens disposaient de fichiers contenant à la fois les adresses de toutes les exploitations avicoles et les renseignements permettant une action gouvernementale ciblée vis-à-vis de ces exploitations.

M. Jean-Michel Charpin souligne que la Direction générale de l'Insee a considéré que les circonstances permettaient la levée du secret statistique et autorisaient la transmission de ces données aux services vétérinaires et à la Direction générale de l'alimentation au titre de la lutte contre l'épidémie.

Il précise enfin que cette décision a été prise non pas sur le fondement de la loi de 1951, mais sur la base d'un article du Code de l'environnement qui permet au gouvernement de lever le secret statistique dans des circonstances de ce type. Il souligne le caractère exceptionnel de cette levée du secret statistique et l'importance que revêt à ses yeux la transmission d'une telle information au Bureau du Cnis. Le texte de l'arrêté figure au dossier transmis aux participants du Bureau.

3. Le débat public sur les statistiques d'emploi

M. Jean-Michel Charpin expose les circonstances du débat, largement médiatisé, qui s'est engagé à la fin de l'année 2005 sur les statistiques liées à l'emploi. En effet, les chiffres relatifs à la population active, à l'emploi et au chômage accusaient certaines incohérences. Dans la note de conjoncture diffusée en novembre 2005, l'Insee a même dû indiquer que le constat d'une baisse rapide du chômage ne concordait pas avec les autres informations statistiques. La presse s'est emparée de ce débat et les services du Premier ministre et du Ministère de l'Emploi se sont tournés naturellement vers les statisticiens pour leur demander d'élucider ce qui apparaissait comme une anomalie.

De surcroît, ce débat central a été alimenté par des débats connexes.

Ponctuellement, les organisations syndicales ont critiqué la lenteur des visas aux publications délivrés par le jeune directeur nouvellement nommé à la Dares.

Un autre sujet de débat recouvre les statistiques trimestrielles d'emploi traditionnellement publiées par l'Insee et l'Unedic sur des champs différents. Contrairement à l'Unedic, l'Insee ne prend pas en compte certains services sociaux, qui ont représenté récemment des augmentations nettes d'emploi. C'est pourquoi, il a été décidé que l'Insee adopterait désormais le champ le plus large possible à partir de septembre 2006.

La question de la mesure de l'emploi dans les établissements comptant moins de 10 salariés a également connu une nouvelle actualité, dans la mesure où le CNE concerne les entreprises dont l'effectif est inférieur à 20 salariés. Or, l'Insee publie sa première estimation d'emploi à 45 jours, à partir de la source Acemo qui ne porte pas sur les établissements de moins de 10 salariés. Pour l'estimation à 70 jours, trois sources sont utilisées : Acemo, Unedic et Acooss. Cette dernière est la seule à être exhaustive et donc à prendre en compte les établissements de moins de 10 salariés : l'Insee est désormais amené à lui donner un rôle croissant.

Enfin, M. Jean-Michel Charpin a expliqué que l'importance croissante des publications de l'Acoss ont mis en lumière des divergences dans l'exploitation de la source statistique par l'institution Acoss elle-même d'une part, et par l'Insee d'autre part. En particulier, l'Acoss a fait état récemment, pour 2005, de 50 000 créations d'emplois supplémentaires par rapport à l'Insee. L'estimation de l'Acoss ayant été reprise par le gouvernement, il est apparu nécessaire d'éclaircir les méthodes de traitement des deux institutions.

M. Jean-Michel Charpin souligne que la question de l'emploi dans les services aux personnes est devenu très importante dans les discussions de politique d'emploi mais pose des problèmes de définition et de mesure. Quant aux différents débats évoqués, ils ne posent à son sens aucun problème de nature déontologique. Les politiques ont, certes, posé des questions aux statisticiens, mais les débats ont lieu entre statisticiens sans pression politique et un important travail méthodologique est en cours sur les questions d'emploi.

4. Les statistiques relatives aux origines

M. Jean-Michel Charpin tient à informer le Bureau du Cnis de deux éléments d'actualité ayant trait aux statistiques relatives aux origines.

En premier lieu, lors de la discussion consacrée au projet de loi sur l'égalité des chances au Sénat sont apparus plusieurs amendements d'origine parlementaire visant à élaborer une nomenclature ethnique - certains de ces amendements en confiant la responsabilité à l'Insee. M. Jean-Michel Charpin indique que le gouvernement, en accord avec les autorités statistiques, s'est opposé à ces amendements, auxquels aucune suite n'a finalement été donnée. Il attire toutefois l'attention sur la nécessité de se montrer attentif quant à l'évolution de ce dossier du fait de la convergence de plusieurs demandes. M. Jean-Michel Charpin évoque notamment ses échanges avec M. Begag, ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances sur la politique de lutte contre les discriminations. L'approche traditionnelle des statisticiens en la matière est fondée sur deux variables objectives, la nationalité et le lieu de naissance des personnes et de leurs ascendants. Ces données permettent des analyses déjà fort riches mais, à moins de remonter fort loin dans l'ascendance des personnes, le lieu de naissance ne permet pas, par exemple, de rendre compte de discriminations liées au faciès ou au nom.

En second lieu, M. Jean-Michel Charpin évoque son audition par la commission d'enquête sénatoriale au sujet de l'immigration clandestine. Il a indiqué à cette commission que l'Insee n'avait jamais cherché à mesurer la population immigrée clandestine, ni, *a fortiori*, à étudier ses caractéristiques. En revanche, il a fait état des efforts entrepris pour que cette population soit intégrée aux enquêtes générales de l'Insee. En effet, à maints égards, la population clandestine immigrée est une population comme une autre : elle vit en France, se loge, se nourrit, envoie ses enfants à l'école ou se fait soigner en toute légalité... Il s'agit donc d'une population qui peut faire l'objet de politiques publiques.

C'est pourquoi M. Jean-Michel Charpin, lors de cette audition, a exposé les méthodes qui permettraient de recenser cette population, dans l'éventualité où une telle demande serait adressée à l'Insee par une autorité légitime – le Cnis ou le gouvernement. Il a présenté à ses interlocuteurs les deux méthodes principales qui ont cours dans des instituts statistiques étrangers. L'une est une méthode par soustraction, consistant à retirer du recensement de la population immigrée la part de cette population immigrée régulièrement, repérable en fonction de certaines caractéristiques. Par différence, on pourrait ainsi mesurer la population immigrée de façon non régulière. C'est là la méthode qui a été appliquée par le *Census* américain. L'autre méthode consiste à s'appuyer sur les résultats d'enquêtes en population générale, mais son application poserait à l'évidence des problèmes de confidentialité – d'autant que la loi de 1951 n'impose pas le secret statistique contre les réquisitions judiciaires. Si l'on optait pour cette méthode, il faudrait donc protéger la confidentialité des informations, soit par des méthodes statistiques extrêmement sophistiquées, soit, plus probablement, par l'instauration d'une loi particulière protégeant le secret statistique dans ce cas.

5. Débat

Le Président remercie M. Jean-Michel Charpin pour sa présentation des points d'actualité et ouvre le débat.

M. Jean-Pierre Bompard fait part de son inquiétude au sujet de la polémique déclenchée par Eurostat sur les statistiques définies comme une compétence exclusive de la Communauté. Selon lui, ce problème risque de prendre une ampleur considérable et porte en filigrane des visions irréconciliables en termes de construction européenne. Il demande que le Bureau soit informé de l'évolution de cette polémique.

Concernant le débat public sur les statistiques d'emploi, M. Jean-Pierre Bompard met l'accent sur la nécessité de trouver des lieux d'arbitrage afin d'éviter que ne se prolongent les situations d'incertitude. Il fait état d'un autre débat ayant trait à la durée d'insertion des jeunes en CDI : différents chiffres circulent sans qu'il n'existe de référentiel précis. Or l'usage de ces chiffres a notamment permis au gouvernement de donner un fondement statistique au CPE. M. Jean-Pierre Bompard estime que l'Insee doit adopter une attitude plus offensive dans ces débats.

M. Denis Durand, qui a participé à la dernière réunion du CEIES consacrée à la réforme de cette institution, a exprimé à cette occasion la volonté de voir les utilisateurs mieux représentés dans la future configuration de cette instance. Il indique qu'une telle demande a été relayée par des membres d'autres délégations, notamment ceux de la délégation espagnole.

Il constate que les réactions des organisations syndicales à l'occasion des débats sur les statistiques d'emploi ont révélé une inquiétude croissante quant aux conditions de production des statistiques dans certains ministères. Il estime que l'expérimentation par les services statistiques ministériels du code de bonnes pratiques pourrait constituer un élément de réponse à ces interrogations.

Faisant écho à M. Jean-Pierre Bompard, M. Denis Durand fait état à son tour du besoin de clarification dans la mesure de l'emploi et du chômage. Il s'agit en effet de proposer au public des données fiables et compréhensibles. M. Denis Durand suggère que le Cnis mette en place une structure de réflexion, éventuellement sous la forme d'un groupe de travail, pour traiter cette question de manière approfondie. Ce groupe travaillerait à l'amélioration des sources et des méthodes. Il s'agirait également de réfléchir à la catégorisation des situations intermédiaires entre le chômage et l'emploi ou encore d'établir des instruments de suivi des parcours professionnels, tous éléments que l'appareil statistique existant ne permet pas de bien mesurer.

Pour mettre en lumière la nature des enjeux sous-jacents à cette question, M. Denis Durand évoque l'exemple de l'enquête commandée par le Ministère de l'Emploi sur le CNE. La méthodologie de cette enquête a d'abord fait l'objet d'un examen par la formation compétente du Cnis : en dépit des nombreuses critiques émises par les organisations syndicales, mais aussi par des associations et des chercheurs, l'avis d'opportunité a été donné - certes assorti de réserves et recommandations -.

En outre, M. Denis Durand indique que l'examen de cette enquête par le Comité du label, lors d'une séance extraordinaire consacrée à ce dossier, ne s'est pas déroulée de façon satisfaisante. En particulier, le dossier remis aux participants avant la réunion était très incomplet. Les représentants des administrations en charge de l'enquête ont certes donné des explications de bonne qualité témoignant du sérieux des méthodes employées, mais certains points restaient discutables. M. Denis Durand émet des doutes sur la mise en œuvre des recommandations du Comité par les administrations chargées de l'enquête, soulignant par exemple que la lettre d'avis aux chefs d'entreprise avait déjà été imprimée au moment de la réunion et n'a donc pu être modifiée.

M. Denis Durand exprime son inquiétude quant à l'attitude des représentants de l'administration publique dans cette affaire : il ne faudrait pas que l'examen de l'enquête par le Cnis ou le Comité du label soit considéré comme une simple formalité. La qualité du système statistique passe par une meilleure prise de conscience de l'utilité de ces procédures.

M. Benoît Robin indique qu'il suivra avec attention les évolutions des débats européens sur la répartition des rôles et des compétences entre les différentes structures. Il insiste également sur la nécessité pour l'Insee de disposer d'un outil d'analyse performant en termes de statistiques d'emploi. Il suggère qu'une réflexion soit engagée à ce sujet, afin que des chiffres pertinents puissent être définis.

M. Benoît Robin annonce qu'un courrier sera rédigé par son organisation syndicale faisant état de divers dysfonctionnements intervenus récemment à l'occasion de certaines procédures de concertation. Il insiste notamment sur le contenu étonnamment elliptique de certains relevés de décisions : une partie importante des discussions, notamment des réserves et critiques émises par les organisations syndicales, n'y est pas reportée. Un tel manquement est inquiétant lorsque sont débattus des sujets aussi sensibles que l'enquête sur le CNE.

M. Yvonick Renard souhaite que la Commission européenne revienne sur son interprétation relative à la « compétence exclusive » en matière de statistiques. Celle-ci serait en contradiction non seulement avec le règlement de 1997 mais aussi avec le code de bonnes pratiques qui vient d'être adopté. En ce qui concerne l'enquête d'évaluation du CNE, M. Yvonick Renard tient à souligner qu'on a pu regretter une nouvelle fois que l'adoption d'une mesure politique, économique et sociale n'ait pas été assortie d'un dialogue avec les statisticiens pour la mise au point des indicateurs de suivi associés.

Il s'étonne que le Directeur général n'ait pas évoqué ce point et signale au Bureau la décision du Conseil constitutionnel relative au problème de la discrimination par sexe. Il suggère que les statisticiens montent rapidement un argumentaire pour éviter qu'on ne retire la catégorisation par genre dans les enquêtes.

M. Charles El-Nouty, en tant que membre du Comité du label, souhaite rendre compte à son tour de la réunion extraordinaire convoquée à l'occasion de l'examen de l'enquête d'évaluation du CNE. Il met l'accent sur le délai trop bref accordé à l'examen de cette enquête, en raison de la situation d'urgence dans laquelle ont dû travailler les services producteurs. Divers problèmes de fonctionnement sont également intervenus. Malgré le nombre considérable de réserves émises par les différents partenaires sociaux, il a eu le sentiment que l'enquête en l'état était « à prendre ou à laisser ». M. Charles El-Nouty déplore qu'en cette circonstance, le Comité ait joué le rôle d'une simple chambre d'enregistrement.

M. Jean-Pierre Duport demande au Directeur général s'il lui paraît opportun, au regard de la polémique soulevée par Eurostat, qu'intervienne une déclaration du Cnis et de son Bureau pour soutenir la position qu'il a défendue – position qui semble être celle de l'ensemble des membres du Cnis -.

Il demande à M. Stéfan Lollivier quels sont les délais nécessaires pour effectuer le rapprochement des données que l'Insee et l'Acoss élaborent à partir de la source de gestion. Il insiste sur la nécessité de sortir rapidement d'une telle situation.

Au sujet des dysfonctionnements liés aux conditions d'examen de l'enquête d'évaluation du CNE, M. Jean-Pierre Duport propose que le Secrétariat général et le Comité du label proposent un avis à soumettre à l'Assemblée plénière. En effet, s'il n'est pas anormal que le gouvernement puisse faire

appel, même parfois dans des délais relativement brefs, aux institutions compétentes en matière de statistiques, il doit respecter un certain nombre de règles et de formes – notamment pour que la procédure obtienne l’aval des différents comités du Cnis. Il s’agit là d’un processus démocratique qui doit correctement fonctionner.

M. Jean-Pierre Duport souligne l’importance des propos de M. Jean-Michel Charpin sur les statistiques « ethniques ». Il insiste notamment sur l’enjeu fondamental que constitue la discrimination positive. Dans les années à venir, la demande adressée aux statisticiens en la matière sera sans doute importante ; le fait qu’elle ait été relayée par le ministre délégué à la Promotion de l’égalité des chances est à cet égard un signe particulièrement fort. Il s’agit donc d’une question dont il faudra se saisir avec la prudence qui s’impose et à laquelle il convient de réfléchir dès à présent.

M. Jean-Pierre Duport indique enfin que, contrairement à M. Yvonick Renard, il n’a pas interprété la récente décision du Conseil constitutionnel comme une menace sur les statistiques sexuées. Il affirme être un grand défenseur de ces statistiques qui constituent souvent un élément d’éclairage essentiel.

M. Jean-Michel Charpin a pris bonne note de l’ensemble de ces remarques et questions.

Sur la question des compétences en matières de statistiques, il souligne qu’Eurostat a fait valoir la compétence exclusive de la Communauté, non de la Commission : ce sont les règlements du Parlement et du Conseil qui sont visés, et non les décisions de la Commission.

Toujours est-il que, si Eurostat persistait, M. Jean-Michel Charpin jugerait alors opportun, suivant la proposition de M. Jean-Pierre Duport, que le Cnis prenne position. Il suggère toutefois de laisser quelque temps aux agents d’Eurostat pour adopter une position raisonnable et rappelle, à décharge, que l’institution fonctionne à ce jour sans directeur général.

M. Jean-Michel Charpin admet l’idée selon laquelle les statistiques d’emploi devraient converger vers un chiffre unique. Il souligne qu’une telle convergence doit s’obtenir sur la base d’éléments méthodologiques après une expertise menée en collaboration avec les différents services producteurs. Il fait état de l’hypothèse à ce jour retenue par l’Insee, selon laquelle des doubles comptes pourraient expliquer les différences dans les traitements de l’Acos. Mais on ne doit exclure que l’Insee puisse améliorer de son côté certaines de ses méthodes de traitement.

M. Jean-Pierre Duport prend acte de la nécessaire rigueur devant présider à ce travail, mais insiste sur la question des délais. Il semblerait raisonnable que des éléments d’explication soient proposés dans les six mois.

Au sujet de l’enquête spécifique sur le CNE, M. Jean-Michel Charpin estime qu’il n’y a pas eu de problème de fond quant au rôle du Comité du label, même si l’on peut déplorer les conditions d’urgence dans lesquelles l’examen de cette enquête a été effectué. En revanche, il pose la question de la nécessité d’un examen en opportunité par la formation compétente du Cnis dans le cadre de statistiques élaborées à la demande expresse et explicite du gouvernement. Le Cnis a octroyé un avis d’opportunité, certes assortis de réserves, tout en sachant que cette décision était contrainte, dans la mesure où il eût été difficile de déclarer inopportune une enquête réalisée à la demande du gouvernement. M. Jean-Michel Charpin estime donc qu’une réflexion devrait être engagée en termes de procédure sur le positionnement du Cnis par rapport à de telles demandes gouvernementales.

M. Jean-Pierre Duport reconnaît que les règles du jeu doivent être précisées dans ce cas, mais souligne que les membres de la formation et ceux du Comité du label doivent pouvoir se prononcer sur ce type de questions.

Le Président donne la parole au directeur des statistiques démographiques et sociales ainsi qu’au directeur de la diffusion et de l’action régionale sur le recensement de population.

III. Point sur le recensement de population

1. L'enquête de recensement 2006

M. Stéfán Lollivier présente le déroulement de la troisième phase de collecte du nouveau recensement de population.

Malgré la lourdeur de la logistique et des problèmes locaux de recrutement des agents recenseurs, la collecte s'est bien passée grâce à des processus désormais bien rodés. En particulier, les documents de communication ont été livrés à temps cette année.

En termes de communication, la publication du bilan démographique et le résultat des enquêtes de recensement ont été présentés simultanément lors de la conférence de presse. La communication a porté sur deux thèmes principaux : le logement et l'extension des espaces urbains. La conférence de presse nationale a été largement suivie, une soixantaine de journalistes étaient présents. La demande d'information des médias était forte également au niveau régional.

M. Stéfán Lollivier souligne les difficultés de compréhension d'une partie du public quant aux chiffres issus d'une part des enquêtes de recensement, d'autre part des sources administratives. Un effort de communication sera fait sur ce thème.

La collecte elle-même s'est déroulée de façon satisfaisante. Sept communes seulement ont demandé un report de fin de collecte ; elles étaient quinze l'année précédente. Les conditions de collecte à La Réunion ont été difficiles du fait de tempêtes tropicales particulièrement sévères cette année mais finalement trois communes seulement ont demandé un report de fin de collecte.

Monsieur Jean-Pierre Duport considère que de telles difficultés doivent pouvoir être anticipées en adaptant la période d'enquête aux cycles climatiques de l'hémisphère sud.

Monsieur Stéfán Lollivier fait état d'une spécificité de l'enquête 2006 : les personnes sans abri ou logées en habitations mobiles terrestres ont été recensées dans les communes de plus de 10 000 habitants, avec un protocole de collecte particulier donnant un rôle important aux associations. Ce recensement s'est déroulé sans difficulté même si le concept de « sans-abri » mérite d'être mieux défini dans le cadre du recensement.

Pour conclure cette présentation, M. Stéfán Lollivier met l'accent sur la poursuite du travail d'amélioration des processus de collecte, dans un esprit de dialogue avec les communes. Certaines évolutions seront proposées à la Commission nationale d'évaluation du recensement de population.

Par ailleurs, une démarche qualité est actuellement mise en œuvre. Elle ira de pair avec un effort de pédagogie en direction des interlocuteurs étrangers en particulier onusiens.

Enfin, M. Stéfán Lollivier indique que les expériences étrangères, comme la collecte par internet, sont suivies avec attention. De même, la réflexion sur les enquêtes associées au recensement se poursuit, en coopération avec la Commission nationale d'évaluation du recensement.

2. La diffusion des résultats de recensement

M. Pierre Audibert rappelle que la diffusion du recensement repose sur deux principes. En premier lieu, l'importance des résultats diffusés croît avec le nombre d'enquêtes menées. En second lieu, tous les résultats seront diffusés sur internet.

En janvier 2005, ont été publiés sur internet un certain nombre d'informations relatives à la population totale des communes de moins de 10 000 habitants qui avaient donné lieu à un recensement en 2004. Ces informations étaient accompagnées de résultats nationaux et régionaux donnant certaines informations sur la structure de la population.

En juillet 2005, une publication sur internet proposait des chiffres plus détaillés portant à la fois sur les communes de moins de 10 000 habitants ayant fait l'objet d'un recensement et les quelques grandes villes pour lesquelles ces résultats avaient un sens. De même, ont été publiés des indicateurs concernant la population et le logement au niveau national et régional.

En 2006, la communication se fera en deux temps : en janvier, à l'occasion de la conférence de presse de lancement de l'enquête 2006, des résultats ont été diffusés à partir des enquêtes de 2004 et 2005. Trois publications d'*Insee Première* consacrées au bilan démographique, aux caractéristiques du logement et aux données territoriales sont également disponibles sur le site internet de l'Insee. Avant le 30 juin seront publiées des informations complémentaires comme le confort des logements.

M. Pierre Audibert indique que le « régime de croisière » du recensement sera atteint en 2009, au bout du cycle de cinq ans. C'est en effet à partir de cette date que l'on disposera d'une information complète à tous les niveaux géographiques jusqu'aux quartiers Iris (2000 habitants).

Une réflexion est actuellement engagée afin de fournir également des informations sur d'autres types de zonage infra-communaux. Il s'agit de répondre aux besoins des utilisateurs et en particulier des aménageurs qui avaient disposé, lors du recensement de 1999, de données par îlot. Cette préoccupation soulève toutefois des questions techniques car l'accès à des informations sur un zonage déterminé par l'utilisateur est complexe. Des problèmes juridiques se posent également, en termes de confidentialité : la CNIL sera consultée à ce sujet.

Pour la période de transition, les travaux portent en priorité sur la possibilité de parvenir, avant la fin du premier semestre 2007, à proposer un système d'informations permettant de restituer des informations sur des « zones mixtes », composées de communes de plus ou moins 10 000 habitants.

M. Jean-Pierre Duport, en l'absence de questions ou remarques de la part des membres du Bureau, remercie les intervenants. Il souligne que l'absence de polémiques concernant à la fois la collecte et la diffusion des données du recensement peut être interprétée comme un signe positif.

M. Jean-Michel Charpin indique toutefois qu'une contestation a été émise par M. Jean-Pierre Brard sur le nombre de personnes sans-abri dans sa commune qui serait, selon lui, sous-évaluée. En 1999, M. Brard avait déjà saisi le tribunal administratif sur cette question.

M. Jean-Pierre Duport propose d'en venir au point suivant de l'ordre du jour et donne la parole à M. Jacques Freyssinet, président du groupe de travail sur les niveaux de vie et les inégalités.

IV. Point sur l'avancement des groupes de travail

1. Groupe « niveaux de vie et inégalités »

La note sur l'avancement des travaux ayant été communiquée aux membres du Bureau, M. Jacques Freyssinet indique qu'il présentera uniquement certains éléments sur l'organisation du travail et les orientations générales définies jusqu'à présent.

Le groupe de travail a décidé de se réunir sur une base mensuelle jusqu'au mois de juin. Trois réunions auront lieu en septembre et octobre afin d'examiner le projet de rapport qui sera présenté en novembre à l'interformation « Statistiques sociales ».

La première séance a permis de valider et de compléter le mandat du groupe et d'arrêter les orientations d'ensemble. Elles ont été suivies de réunions thématiques. C'est pourquoi les avancées à ce jour sont relativement modestes et non définitives. Un certain nombre de difficultés ont toutefois pu être levées.

Certains membres du groupe, représentant la communauté scientifique, se sont inquiétés du risque que le groupe de travail puisse imposer aux chercheurs une « normalisation » des concepts et indicateurs néfaste à la recherche. Il est apparu que les auteurs du rapport initial ne poursuivaient

manifestement pas un tel objectif mais que la demande faite au groupe de travail était double. Il s'agit, d'une part, de produire un système d'informations cohérent sur les inégalités en vérifiant la pertinence et la fiabilité des indicateurs mais qui ait vocation à être le plus large possible pour répondre aux besoins des chercheurs. D'autre part, on vise à établir un système synthétique d'indicateurs en direction du public, qui ait une vocation pédagogique et de communication : ces indicateurs devront être peu nombreux afin de fournir un message intelligible pour le plus grand nombre.

Le groupe a donc exclu toutes limitations ou contraintes en termes de références mais M. Jacques Freyssinet souligne que les deux communautés, statistique et scientifique, devront en retour accepter d'utiliser le système d'indicateurs synthétiques dans la production de leurs résultats dans un souci de comparabilité. Comme cela a été évoqué au regard des statistiques d'emploi, le débat ne saurait être transparent que si les résultats sont exprimés dans un langage commun.

Une autre question a fait naître une certaine inquiétude, rapidement dissipée, lorsque le terme de « pauvreté » est apparu dans le mandat du groupe de travail « niveaux de vie et inégalités ». Pour mémoire, ce groupe a été créé à partir d'une demande de l'Assemblée plénière du Cnis. Certains participants ont vu là une tentative de restreindre le champ de compétences de l'étude. Là encore, la discussion a été fort consensuelle. Il a été souligné que, si le mandat porte bien sur les inégalités, le thème de la pauvreté revêt une importance considérable comme conséquence de ces inégalités. Ce thème sera donc traité comme tel. M. Jacques Freyssinet rappelle qu'une demande forte émane du milieu associatif quant à l'examen de ce thème.

M. Jacques Freyssinet aborde alors une question fort sensible, à savoir la hiérarchisation des diverses demandes adressées au groupe de travail. Si les demandes provenant des différents utilisateurs seront bien répertoriées, il sera ensuite nécessaire de les hiérarchiser afin d'élaborer au maximum une dizaine de recommandations prioritaires.

M. Jacques Freyssinet cite ensuite quelques thèmes qui ont fait débat au sein du groupe. En matière d'inégalités monétaires, le problème central réside à l'évidence dans les insuffisances des informations existantes sur le patrimoine et ses revenus. Il cite également la question de la « monétarisation des aspects non monétaires ». Le groupe de travail réfléchit à l'opportunité de produire un concept de revenu élargi à des éléments non marchands traduits en termes monétaires.

Concrètement, trois sources de revenus non monétaires seraient principalement concernées : les loyers fictifs – dans la mesure où les propriétaires ne s'acquittent pas d'un loyer mensuel -, les services individualisables rendus par les administrations (comme l'éducation ou la santé), la production domestique. Reste à savoir s'il serait opportun d'intégrer ces éléments dans une mesure élargie des revenus ou si les hypothèses adoptées sont à ce point audacieuses que le résultat en serait tout à fait incertain. Dans cette dernière éventualité, il conviendrait de proposer, à partir du socle solide que constitue le revenu monétaire au sens classique, des simulations de l'impact de ce type d'éléments.

M. Jacques Freyssinet évoque également le problème soulevé par la prise en compte des niveaux infranationaux des inégalités. A cet égard, une demande protéiforme émane des niveaux départementaux et régionaux, mais aussi des communes, des agglomérations urbaines et des bassins d'emploi. Des initiatives ont été lancées à ces différents niveaux. Il ne s'agit pas, à l'évidence, d'imposer des normes aux collectivités territoriales mais de définir un socle de références rendant possible la comparaison au niveau national, élément essentiel au regard du pacte républicain.

Enfin, une question prégnante est celle des désagréments de ménages pertinentes pour les analyses. La richesse la plus grande est souhaitable en termes de niveaux de désagrément, mais il s'agit de définir des priorités afin de mettre en évidence des inégalités pertinentes entre catégories de ménage. Les catégories sociales identifiées sont-elles toujours valides ou convient-il de procéder à certaines subdivisions en raison de l'amplification des inégalités au sein des catégories sociales (par exemple, parmi les employés) ? De même, les catégories socioprofessionnelles ont-elles gardé leur pertinence ou faudrait-il ajouter un niveau de détail supplémentaire dans la nomenclature des PCS ? Faut-il utiliser des typologies de ménages mettant l'accent sur leur composition pour mieux cerner leur rapport avec le marché du travail (nombre d'emplois à l'intérieur d'un ménage, importance de l'inactivité...) ? Cette question des désagréments pertinentes des ménages mérite d'y consacrer des analyses approfondies.

M. Jacques Freyssinet annonce que les prochaines réunions du groupe de travail seront consacrées aux comparaisons internationales et aux conditions de mise à disposition des sources statistiques.

Le Président, frappé de l'ampleur de la tâche, s'enquiert des délais qui seront nécessaires pour mener à bien un tel programme.

M. Jacques Freyssinet rappelle que le groupe de travail doit présenter en décembre un rapport devant l'Assemblée plénière du Cnis, dont le projet aura été exposé en octobre à l'interformation « statistiques sociales ». Il insiste sur la volonté du groupe d'examiner ces problèmes dans toutes leurs dimensions, l'objectif étant de procéder selon une logique de hiérarchisation progressive des questions. Dans la mesure où des tensions se feront sans doute jour au cours de la phase d'arbitrage des priorités, il est important que ce travail s'appuie sur un inventaire aussi exhaustif et rigoureux que possible.

Le Président ouvre le débat.

M. Jean-Pierre Bompard fait part de ses doutes quant à l'utilisation que feront les chercheurs des indicateurs d'inégalités ainsi élaborés. Il estime qu'en l'absence d'une organisation fédérant les chercheurs, il semble illusoire que l'accord de certains puisse apparaître comme une garantie de leur assentiment général. Sans doute une bonne partie d'entre eux continueront-ils à utiliser leurs propres indicateurs et outils, quelle que soit la qualité du rapport produit par le groupe de travail. Il suggère de limiter les indicateurs pertinents à une cinquantaine et souligne l'importance d'établir *in fine* un portail de statistiques publiques d'un contenu lisible.

M. Denis Durand souhaite témoigner de l'ampleur de la matière de travail traitée par le groupe. Les participants, assure-t-il, sont conscients de leur charge de travail ainsi que de la discipline qu'il conviendra d'observer pour remettre en temps voulu un rapport opérationnel.

M. Benoît Robin fait part à l'assemblée de l'intérêt qu'il porte à ce groupe de travail. Il renchérit sur la nécessité d'établir un inventaire exhaustif. Néanmoins, il reconnaît que des difficultés d'appréciation se présenteront inévitablement sur certains sujets – notamment la prise en compte monétaire des revenus non monétaires. Il souligne que les choix ne seront pas neutres : à titre d'exemple, il évoque l'éventualité d'une prise en compte de l'économie souterraine ou du travail au noir. Celle-ci pourrait conduire, craint-il, à un accroissement mécanique des revenus les plus bas.

M. Pierre-Marie Descolanges suggère de donner toute leur importance aux problématiques qui ont été soulevées et qui reflètent l'état de la réflexion d'une société donnée sur ce sujet. Il suggère que le groupe de travail s'interroge en premier lieu sur le paradigme implicite qui sous-tend ces questionnements. Se référant à l'intervention de M. Jean-Pierre Bompard, il considère qu'aboutir à un référentiel unique et consensuel tiendrait du rêve.

M. Jean-Pierre Duport souligne que le groupe de travail devra identifier les questions susceptibles de trouver une solution à court terme. Certains problèmes ne sont pas nouveaux ; ainsi, il ne s'agit pas de résoudre dans un temps aussi court le problème de l'évaluation monétaire des composantes du niveau de vie qui ne résultent pas d'échanges marchands. Il s'agit d'avancer en priorité sur des éléments, même très partiels, permettant un progrès immédiat. Le Président incite donc le groupe de travail à proposer un rapport le plus opérationnel possible, quitte à ce que de nouvelles perspectives de réflexion soient proposées pour la suite.

2. Groupe « statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes »

M. Jean-Marc Béguin rappelle que le bureau du Cnis a décidé, lors de sa réunion de novembre 2004, la mise en place du groupe de travail « statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises et leurs sous-groupes » dont il a confié la présidence à M. Edouard Salustro. Cette décision faisait notamment suite à la recommandation de conduire une réflexion sur les groupes d'entreprises dans l'avis général sur le moyen terme 2004-2008. Ce groupe de travail est rattaché à l'interformation "statistiques d'entreprise" qui en avait demandé la création dès sa réunion de novembre 2002.

M. Claude Ménard, professeur d'université (Paris 1 Panthéon – Sorbonne), directeur du centre Atom (analyse théorique des organisations et des marchés), a accepté d'en être le vice-président.

Le groupe de travail a tenu sa première réunion le 15 avril 2005 ; il "fonctionne" donc depuis près d'un an. Plus d'une vingtaine de personnes participent aux travaux ; en dehors du monde de la statistique publique, dont la participation a été délibérément limitée, sont notamment représentés le monde universitaire, la Banque de France, le Commissariat général au Plan, l'OCDE, la CGPME, la CGT-FO, le Medef, le Cepii, Oseo (BDPME) ; l'administration est également présente : DGTPE, ministères de l'agriculture, de l'équipement, direction générale des douanes, etc..

La première réunion du groupe de travail a permis de fixer une méthode de travail et de préciser le mandat du groupe. Le président Salustro a organisé les travaux du groupe au travers de cinq sous-groupes. Ont été inclus dans les réflexions du groupe de travail l'étude des réseaux d'entreprises qui constituent, de fait, une structuration de l'activité économique assez proche de celle des groupes.

La stratégie de travail retenue consiste à confronter les approches de trois grandes catégories d'acteurs : producteurs statistiques, utilisateurs de celles-ci et les entreprises elles-mêmes en tant que fournisseurs des données servant à élaborer ces statistiques, l'objectif étant naturellement de converger vers un cadre cohérent.

Les cinq sous-groupes de travail ont été fixés comme suit, chacun ayant défini plus précisément son mandat lors de sa première réunion :

Sous-groupe 1 (président : Y. Renard - Medef, rapporteur : D. Bonnans - Insee) :

Caractérisation de la taille des acteurs économiques et des catégories usuelles (PME ou similaires) prenant en compte la structuration des entreprises en groupes.

Sous-groupe 2 (président : L. Fontagné - Cepii, rapporteur : D. Francoz - Insee) :

Besoins d'information en matière de mondialisation et rôle des groupes dans l'analyse de la mondialisation.

Sous-groupe 3 (président : J-P. Milot - Direction du Budget, rapporteur : R. Depoutot - Insee) :

Normalisation comptable et enjeux pour la connaissance des entreprises et des groupes.

Sous-groupe 4 (président : J.-L. Biacabe - Directeur du COE à la CCIP, rapporteur : R. Depoutot - Insee) :

Pertinence des analyses économiques et des statistiques selon l'unité statistique retenue (entreprise, groupe d'entreprise ou sous-groupe).

Sous-groupe 5 (président : S. Saussier – Université Paris XI, rapporteur : B. Camus – Insee) :

Réseaux comme autre forme d'organisation des entreprises.

Ces différents sous-groupes se sont déjà réunis 4 ou 5 fois, exception faite du sous-groupe 3, dont la mise en place a été plus tardive, et qui tiendra sa 3^{ème} réunion le 30 mars prochain.

Le groupe plénier, qui, sous la présidence de M. Edouard Salustro, fait un point régulier de l'avancement des travaux, tiendra sa 5^{ème} réunion le 31 mars prochain. Une réunion exceptionnelle, début avril, réunira les présidents des différents sous-groupes avec MM. Salustro et Ménard ; son objet est de fixer la structure du rapport final, et notamment l'articulation entre la synthèse générale et les rapports des différents sous-groupes. De même seront débattus la place, le rôle et la forme que revêtiront dans le rapport final les différents entretiens ou auditions de "grands témoins" que plusieurs sous-groupes ont décidé de conduire. En effet, pour élargir encore la réflexion, et surtout pour mieux recueillir les points de vue ou les besoins d'acteurs importants du débat économique, comme ceux des groupes eux-mêmes, la conduite de tels entretiens est apparue judicieuse. Plusieurs entretiens ont déjà eu lieu.

S'agissant du contenu même de la réflexion engagée, un premier et large compte rendu des travaux a été fait lors de la réunion annuelle de l'interformation "statistiques d'entreprises" du Cnis (novembre

2005) à l'occasion d'une table ronde animée par M. Claude Ménard, vice-président du groupe de travail. Celle-ci réunissait les présidents ou rapporteurs des différents sous-groupes.

Les travaux se sont prolongés depuis, dans le sens d'un approfondissement des points évoqués alors ; on peut ainsi souligner les principaux éléments qui ressortent aujourd'hui de cette réflexion, tout en notant qu'il est encore trop tôt pour mettre en évidence l'accord qui sur tel ou tel point aurait d'ores et déjà été dégagé.

S'agissant de la mondialisation de l'économie (sous-groupe 2), il y a un large consensus pour souligner l'importance de disposer dans les prochaines années d'un système d'information de qualité et à moindre coût, permettant de connaître régulièrement le développement économique (salariés, valeur ajoutée, EBE, investissements, échanges internationaux, etc.) des groupes français ou dits français au-delà du seul territoire national. Cette information viendrait alors s'ajouter à celle qui est aujourd'hui disponible sur le territoire national. Pour ce faire, la prise en compte du groupe comme unité d'observation est fondamentale ; un tel souhait est totalement en phase avec la volonté de l'Union européenne de mieux suivre ces activités internationales, notamment au travers du futur règlement « Fats » sur les filiales étrangères des groupes. Un tel système d'information permettrait notamment de distinguer à l'avenir, au sein des échanges extérieurs, ce qui relève du commerce intra-groupe de ce qui relève d'échanges entre acteurs économiques indépendants, les logiques économiques à l'œuvre en étant assez différentes.

S'agissant du cœur du débat du groupe de travail, à savoir "quelle est l'unité statistique la mieux à même de rendre compte, au travers de son observation, de la réalité de l'activité économique et de son développement ?", la réflexion menée au sein du sous-groupe 4 a progressé sensiblement depuis un an. S'il y a un large accord aujourd'hui pour souligner que dans le cas d'une structuration de l'activité en groupe d'entreprises, l'observation des filiales - unités légales (sociétés juridiques) - peut conduire à brouiller fortement le message économique, il est mentionné simultanément que le passage de l'observation desdites filiales à celle du groupe tout entier pourrait affaiblir sensiblement la pertinence sectorielle des statistiques produites, dans le cas de groupes fortement diversifiés. Ainsi, un bon compromis pourrait consister à redéfinir au sein de ces groupes fortement diversifiés des entités « entreprises » au sens européen du terme, agrégeant plusieurs unités légales, pour l'essentiel grâce à des actions de profilage. Ces entités « entreprises » devraient correspondre peu ou prou aux notions de branches opérationnelles de groupes, qui jouissent en général au sein des groupes d'une relative autonomie. C'est donc la notion d'acteur économique qui serait redéfinie par rapport à aujourd'hui (une société juridique n'étant plus systématiquement considérée comme un véritable acteur économique). La pertinence des statistiques en serait améliorée notamment parce que les flux entre les sociétés des entreprises ainsi redéfinies seraient éliminés (sous-consolidation) et parce que les différents facteurs de production qui concourent à une production donnée seraient réunis au sein d'une même entité « entreprise ».

S'il y a une bonne convergence du groupe de travail vers le compromis précédent, il faut signaler que certains craignent parfois une relative perte d'information qui résulterait des sous-consolidations évoquées précédemment, en ce qu'elles feraient disparaître les échanges qui se déroulent en dehors du marché. Il s'agit donc d'examiner attentivement, dans la suite des travaux, le contenu de ces pertes d'informations et de voir quelle compensation pourrait en être trouvée. Un examen assez proche reste à faire quant aux évolutions qu'une telle nouvelle stratégie d'observation impliquerait pour l'élaboration des comptes nationaux.

Le sous-groupe 5 sur les réseaux est sans doute celui qui est le plus proche de la conclusion de ses travaux ; pour l'essentiel, il devrait recommander un suivi plus important des formes les plus structurées de réseaux (franchise, commerce associé, etc.) au travers d'un enregistrement de ces structures, et de leur mise à jour régulière ; il serait alors possible de produire régulièrement une information économique prenant en compte cette structuration particulière de l'activité économique. Il faut souligner la grande implication de professionnels du domaine dans ce sous-groupe de travail.

Les travaux du sous-groupe 3 sur les aspects juridiques et les normes comptables (consolidation, sous-consolidation, IFRS, etc.) sont évidemment plus techniques.

- Un premier axe important des travaux de ce sous-groupe est l'analyse précise de l'accessibilité des informations comptables sur les groupes ou les sous-groupes dès lors que l'on s'éloigne des obligations qui s'imposent aux sociétés juridiques. Les aspects de normalisation des états financiers, dont le CNC a commencé à se saisir, ou les possibilités

offertes par les normes internationales de transmission XBRL, dont une déclinaison européenne est favorisée par la Commission européenne, font, de ce point de vue, l'objet d'un examen attentif par le groupe. Des décideurs du CNC, du Trésor ou de XBRL France ont d'ores et déjà été invités à faire part de leur vision prospective en ce domaine. Le CSOEC (conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables) et l'AMF (autorité des marchés financiers) seront également sollicités.

- Un second aspect important examiné par ce groupe est l'impact qu'une évolution des déclarations comptables des sociétés juridiques, conséquemment à celle des groupes, pourrait avoir sur les déclarations fiscales. On se souvient qu'actuellement en France, seuls les comptes consolidés de groupes faisant appel à l'épargne publique sont tenus de respecter les normes IAS / IFRS : le très grand parallélisme qui prévaut aujourd'hui entre données comptables et données fiscales sera-t-il maintenu demain ? La Direction de la législation fiscale (DLF) est ainsi sollicitée pour éclairer cet aspect important.
- De même, ce groupe devra s'intéresser aux réflexions en cours au plan européen sur une possible consolidation des déclarations fiscales au niveau de l'Union européenne.

L'accessibilité des statisticiens aux données comptables des entreprises ou des groupes est fortement conditionnée aux plus ou moins grandes évolutions mentionnées ci-dessus. De cette accessibilité dépend la définition même du système d'information qui pourra être mis en place.

Enfin, ce sont les travaux du sous-groupe 1 (quelle mesure de la taille des acteurs économiques faut-il retenir ?) qui font l'objet des débats les plus nourris, un certain mode de prise en compte de la dimension groupe pouvant conduire à redéfinir fortement le champ des PME ; au demeurant, une telle prise en compte se situerait dans la droite ligne d'une recommandation de la Commission européenne selon laquelle une société contrôlée par un groupe d'une taille supérieure à celle retenue pour définir une PME ne peut pas être considérée elle-même comme une PME. Par ailleurs, pour certains, la notion de PME pourrait devenir seconde par rapport à une autre partition de la population des entreprises qui se fonderait, elle, sur le caractère patrimonial ou non de l'entreprise. Il faut souligner que ces deux approches (taille et patrimoine) pourraient se compléter l'une l'autre.

Au total, environ 25 réunions de travail (sous-groupes et groupe plénier) se sont tenues entre le 15 avril 2005 et la fin mars 2006 ; l'importance et la complexité du sujet, la volonté des principaux acteurs de s'y impliquer expliquent sans doute ce rythme important des réunions.

De nombreux travaux de simulations accompagnent les réflexions conduites dans ces groupes, qui permettent de mesurer précisément les conséquences qu'aurait le choix de telle unité statistique ou de telle définition sur les statistiques structurelles elles-mêmes ; ces simulations illustreront alors de façon très concrète les différentes propositions qui devraient être faites dans le rapport final.

L'objectif initial était que le groupe de travail remette son rapport définitif pour fin 2006, une information assez précise (la structure et les grandes lignes du rapport) devant être faite à la réunion annuelle (novembre 2006) de l'interformation entreprises du Cnis. Une telle information sera faite ; en revanche, un retard de quelques mois pourrait être constaté pour la remise du rapport final, qui sera nécessairement calé sur le dernier sous-groupe et qui pourrait alors être reportée en fin de 1^{er} trimestre 2007.

Le Président engage ce groupe, comme le précédent, à hiérarchiser ses recommandations, à avancer sur les points les plus consensuels et à revenir ultérieurement aux sujets difficiles et délicats. Le Président remercie M. Jean-Marc Béguin et ouvre le débat sur la présentation que celui-ci a proposée.

M. François Vincent met en avant l'importance de la localisation des entreprises, dans la mesure où la localisation des sièges sociaux ne coïncide que rarement avec celle des activités industrielles. Citant les Pays-Bas comme un pays particulièrement attractif pour l'implantation de sièges sociaux d'entreprises, il souligne qu'il serait souhaitable de trouver le moyen de rendre le territoire français plus attractif pour les activités financières et industrielles.

M. Yvonick Renard rappelle les débats qui ont eu lieu lors de la création de ce groupe de travail et les réserves qu'il avait alors émises. Celles-ci étaient liées à la crainte d'une polarisation sur la comptabilité et la consolidation. Au bout d'un an de travaux, cette crainte persiste. Toutefois, de manière générale, les travaux progressent de manière satisfaisante, grâce à l'acquis de 25 ans

d'enquêtes LIFI et à l'opération RESANE. M. Yvonick Renard souhaite que des comparaisons internationales soient faites et que l'on n'oublie pas les PME et l'artisanat.

M. Charles El-Nouty affirme à son tour que la question centrale posée dans ces travaux est celle de la définition des PME. La CGPME a exprimé au dernier Bureau du Cnis, ainsi que dans le cadre des réunions du sous-groupe présidé par M. Yvonick Renard, sa forte sensibilité à la nature patrimoniale de l'entreprise. M. Raoul Depoutot a lancé des travaux pour pallier l'insuffisance d'information en la matière. La perception de l'économie à travers la catégorie que représente le groupe n'est en effet pas pertinente dans tous les domaines. C'est pourquoi il est nécessaire de définir le concept de PME-PMI, en dépit des difficultés techniques. M. Charles El-Nouty précise que cette question déborde le cadre du Cnis ; d'autres instances demandent qu'on parvienne à une définition consensuelle des contours de ces entités.

M. Jean-Marc Béguin indique qu'une mission a été confiée par M. Renaud Dutreil à deux chargés de mission du Contrôle général économique et financier afin de définir une nouvelle structuration des PME-PMI.

M. Jean-Pierre Duport suggère, si cela paraît opportun, que les chargés de mission du CGEfi soient conviés à présenter leurs recherches au Bureau du Cnis. Il remarque que le terme de PME mérite d'être défini mais que le terme de PMI est à ses yeux particulièrement vague.

M. Jean Cordier témoigne, à l'appui de la présentation de M. Jean-Marc Béguin, de la bonne avancée des travaux du groupe, notamment du sous-groupe « mondialisation » auquel il participe. Il souligne que, loin de se limiter à des discussions méthodologiques, les travaux permettent progressivement de mieux cerner la structuration en groupe de façon empirique. Parallèlement, ce groupe de travail prépare l'adaptation des éventuelles réglementations européennes complémentaires relatives aux FATS.

M. Francis Paillard souhaite que le groupe de travail se préoccupe également de l'identification du secteur particulier de l'artisanat. Les repères et informations relatifs au secteur de l'artisanat font en effet cruellement défaut. Il suggère que l'Insee travaille à partir des répertoires professionnels des artisans, qui fournissent de précieuses informations.

M. Jean-Pierre Bompard s'enquiert de la prise en compte des aspects juridiques, notamment ceux liés au droit du travail, dans l'approche du sous-groupe qui intervient sur les groupes d'entreprises.

M. Jean-Pierre Duport rappelle que l'objectif principal assigné à ce groupe consiste à proposer un éclairage sur les statistiques structurelles fondées sur les groupes d'entreprises. Il souhaite que des sujets annexes comme la définition des PME et PMI ou du secteur de l'artisanat, qui ont été identifiés à l'occasion des travaux du groupe, soient traités dans un autre cadre.

M. Jean-Marc Béguin attire l'attention de M. Francis Paillard sur l'existence d'un rapport récent consacré aux définitions de l'artisanat. Ce rapport s'articule autour de trois thèmes : les seuils, l'inscription au répertoire de manière générale et l'inscription au répertoire au titre de l'activité principale ou secondaire.

M. Jean-Marc Béguin indique à M. Jean-Pierre Bompard que les questions juridiques qui se posent à court terme ont trait au droit de la statistique. En effet, on constate un certain nombre de difficultés liées à l'absence de support juridique concernant les groupes d'entreprises - la loi de 1951 s'appliquant au cas des sociétés personnes morales. Il conviendra donc de contourner cette difficulté, soit par une modification de la matière législative, soit en appliquant la loi existante aux groupes. En revanche, il existe d'ores et déjà certains éléments de droit du travail relatifs aux groupes d'entreprises. Ces éléments peuvent même constituer un argument permettant de motiver la prise en compte des groupes comme unité statistique alors qu'ils ne sont pas des personnes morales.

M. Yvonick Renard confirme que les aspects juridiques les plus prégnants concernent le droit de la statistique, mais informe M. Jean-Pierre Bompard que le sous-groupe n°1 a envisagé d'auditionner la direction des relations du travail.

Le Président clôt le débat et donne la parole à M. Pierre Audibert pour sa présentation.

V. Point sur la préparation de la Rencontre du Cnis sur la diffusion

La préparation de la Rencontre du Cnis sur la diffusion étant encore à l'état d'ébauche, M. Pierre Audibert propose quelques orientations et souhaite recueillir les remarques et réactions des membres du bureau.

Evoquant les évolutions considérables en matière de diffusion de l'information statistique depuis les deux Rencontres du Cnis du 13 mars 1997 (L'information statistique et son public) et du 28 septembre 1998 (L'avenir de la diffusion de l'information statistique), il suggère que ces changements soient présentés lors de la prochaine Rencontre du Cnis sur la diffusion. Cette présentation pourrait inclure les évolutions des services statistiques ministériels. Un deuxième volet de cette Rencontre pourrait porter sur les niveaux européen et international.

Le troisième volet serait consacré aux besoins des utilisateurs. Ceux-ci sont extrêmement divers : ils sont issus du monde de l'entreprise, de la recherche, du tissu associatif ou local ou peuvent être les partenaires sociaux eux-mêmes. Il serait sans doute pertinent de leur donner la parole, afin qu'ils expriment leurs besoins et éventuellement leurs appréciations sur les évolutions.

Enfin, la prospective peut occuper une place importante dans cette journée, à savoir l'évolution à cinq ans des besoins et de l'environnement (notamment juridique). A cet égard, la Cnil pourrait être invitée à donner son avis sur cette évolution. Les questions relatives à l'accès aux données ne devraient pas être occultées.

M. Jean-Pierre Duport souhaiterait que le volet consacré au bilan soit traité par écrit. A ses yeux, il convient de donner toute sa place à la demande des utilisateurs et à une vision prospective.

M. Yvonick Renard salue les progrès liés à la diffusion gratuite des données sur internet. Il indique que le monde de l'entreprise se réjouit de cette profusion d'informations, mais signale à M. Pierre Audibert que la restitution de la dernière EAE accuse une régression surprenante sur deux plans. D'une part, les résultats par branche ne sont plus diffusés. D'autre part, une notion de secret plus floue qu'auparavant apparaît, fondée sur la fiabilité des réponses ou des estimations. Il souligne que les entreprises revendiquent une diffusion optimale pour répondre à leur besoin fondamental de connaissance des marchés.

M. Jean-Pierre Bompard soulève deux interrogations. Il se demande quel sera le champ de la Rencontre en matière de statistiques publiques, citant par exemple l'INVS. Par ailleurs, il souligne l'aspect essentiel des comparaisons internationales.

M. Denis Durand exprime sa satisfaction quant à la préparation de cette Rencontre. Il demande si ces journées sont susceptibles d'avoir une influence sur les évolutions en cours en matière de diffusion de statistiques publiques.

M. Benoît Robin fait part de l'intérêt qu'il porte au thème de cette Rencontre. Il souhaite que la diversité des utilisateurs et de leurs besoins puisse être appréhendée au cours des débats.

M. François Vincent demande si une traduction des informations est prévue afin que la diffusion par internet puisse toucher l'étranger.

M. Pierre Audibert prend acte des différentes remarques et interrogations. Il assure M. Jean-Pierre Duport que la Rencontre sera centrée sur la demande et les besoins des utilisateurs. Le bilan de la politique de diffusion sera fait par écrit. Les questions de M. Yvonick Renard seront instruites et une réponse lui sera adressée.

Il prend également acte du souhait de consacrer une partie de la journée à des comparaisons internationales, y compris concernant des pays extérieurs à l'Union européenne.

M. Pierre Audibert se dit certain que la préparation de cette Rencontre aura des interactions positives sur la politique de diffusion de la statistique publique et les évolutions en cours. Il rappelle que les rencontres de 1997 et 1998 ont contribué à faire évoluer l'organisation et la politique de la diffusion, à l'Insee et, dans une moindre mesure, au sein des services statistiques ministériels.

Il rappelle qu'une partie du site internet de l'Insee est d'ores et déjà disponible en anglais, et que les articles économiques y sont systématiquement traduits. Il admet que des efforts supplémentaires doivent être fournis pour atteindre des publics non francophones.

M. Jean-Pierre Duport estime qu'il faudrait également envisager des traductions vers d'autres langues étrangères, notamment l'espagnol ou le chinois. M. Pierre Audibert remarque que la plupart des sites non anglophones ne proposent à ce jour de traduction qu'en anglais.

M. Jean-Pierre Duport le remercie et clôt le débat.

VI. Points divers

M. Pierre-Marie Descolonges s'enquiert de l'état d'avancement du projet CLAP (Connaissance locale de l'appareil productif), impatientement attendu par les régions.

M. Pierre Audibert annonce que CLAP système fonctionne à ce jour et que, dans un délai de deux à trois mois, toutes les directions régionales de l'Insee pourront afficher sur internet les quatre pages réalisés à partir de CLAP sur la situation dans leur région. Il admet un certain retard par rapport au calendrier initial. L'analyse porte à ce jour sur l'emploi et la masse salariale ; des projets d'extension du champ de CLAP sont en cours.

En l'absence d'autres remarques, le Président remercie les participants et clôt la séance.

La prochaine séance aura lieu le 26 juin 2006 à Bercy, le matin. Les présidents des formations seront conviés, comme convenu, au déjeuner et à une réunion l'après-midi sous la présidence de M. Jean-Pierre Duport.

BUREAU DU 26 JUIN 2006

PARTICIPANTSMembres du Bureau

M. BIACABE Jean-Luc
 M. BOMPARD Jean-Pierre
 M. CHARPIN Jean-Michel
 M. CORDIER Jean
 M. DESCOLONGES Pierre-Marie
 M. DUPORT Jean-Pierre
 M. DURAND Denis
 M. LE CLERCQ DE LANNOY Eric
 M. PASSET Olivier
 M. RENARD Yvonick
 M. ROBIN Benoît
 M. VINCENT François

Organisme représenté ou titre de présence

ACFCI
 CFDT
 Insee
 Banque de France
 Membre élu, CESR Ile-de-France
 Président du Bureau, vice-président du Cnis
 CGT
 APCM
 Centre d'analyse stratégique
 MEDEF
 CGT-FO
 CFE-CGC

Autres participants

M. AUDIBERT Pierre
 M. BÉGUIN Jean-Marc
 M. LE GLÉAU Jean-Pierre
 M. LOLLIVIER Stéfan
 M. MOREL Bernard
 M. PUIG Jean-Pierre
 M^{me} SAGLIETTI Carla

Insee
 Insee
 Insee
 Insee
 Insee
 Secrétaire général du Cnis
 Secrétaire générale adjointe du Cnis

Excusés :

M. BARTHELEMY Laurent
 M. de KERVASDOUE Jean
 M. EL-NOUTY Charles
 M. FREYSSINET Jacques

 M. GARAGNON Jacques
 M. MARTEAU Didier
 M. MAURICE Joël
 M. SAINT-SAUVEUR Hervé

FNSEA
 Président de la formation Santé, protection sociale
 CGPME
 Président du groupe de travail "niveaux de vie et inégalités sociales"
 Insee, Président du Comité du label
 FNSEA
 Président de la formation Emploi, revenus
 ACFCI

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

1. Introduction de Jean-Pierre Duport, président du Bureau
2. Actualités statistiques (Jean-Michel Charpin)
3. Point sur les nomenclatures socio-économiques européennes (Stéfan Lollivier)
4. Suivi de l'avis général 2006 et première ébauche du projet d'avis général 2007 (Jean-Marc Béguin, Stéfan Lollivier, Bernard Morel, Jean-Pierre Puig)
5. Points divers

I. Introduction

Le Président ouvre la séance. Elle sera l'occasion d'élaborer une première ébauche de l'avis général 2007 et de faire le suivi de l'avis général 2006. Cette séance sera suivie d'un déjeuner avec les présidents de formation. Le Président réunira ensuite les présidents de formation selon une tradition initiée l'année dernière, afin de favoriser le lien entre les formations du Cnis et son Bureau. Enfin, le Président informe les participants que M. Hervé Carré, le nouveau Directeur général d'Eurostat, devrait être l'invité d'honneur de la prochaine Assemblée plénière, le 18 décembre 2006.

II. Actualités statistiques

1. Polémique juridique sur la statistique européenne

M. Jean-Michel Charpin rappelle l'offensive juridique lancée par Eurostat lors du CPS de février 2006, visant à faire considérer la statistique comme une compétence exclusive de l'Union, avec pour conséquence, la non-application du principe de subsidiarité.

Il ajoute que, lors d'une réunion du groupe dit « de partenariat », le 24 mars, ce problème a fait l'objet d'un long débat entre les délégués des instituts statistiques nationaux et Eurostat. Il en a résulté deux orientations. Premièrement, à titre provisoire, l'ancienne formulation serait reprise dans tous les projets de règlement afin d'éviter de bloquer l'approbation des textes par le Conseil. Deuxièmement, jusqu'à la résolution du problème, une réserve serait faite par la Commission lors de chaque discussion au Conseil de ces projets de règlement.

Ainsi, dès le 27 mars et jusqu'à présent, l'ancienne formulation a été appliquée et le principe de subsidiarité préservé. Cette mesure explique que les travaux du Conseil aient pu continuer.

Alors que la situation semblait s'être apaisée, la formulation contestée est réapparue à l'occasion du CPS du 18 mai, présidé pour la première fois par M. Hervé Carré. La raison de ce retournement n'a pas été élucidée.

M. Jean-Michel Charpin a donc informé M. Jean-Pierre Duport de cette situation afin que celui-ci puisse intervenir auprès d'Eurostat, conformément aux conclusions du Bureau du Cnis du 27 mars.

Le Président donne donc lecture d'un extrait de la lettre qu'il a adressée à M. Hervé Carré le 8 juin.

« C'est pourquoi le Bureau du Cnis et moi-même nous sommes émus de divers échos laissant à penser que la statistique communautaire pourrait être considérée comme une compétence exclusive de l'Union en étant exclue des domaines de compétence où s'exerce la subsidiarité. Un tel

changement d'orientation, en érigeant une frontière artificielle entre statistique communautaire et statistique nationale, rendrait très difficile l'exercice de la mission confiée au Cnis, pourtant fondamentale pour une acceptabilité et une reconnaissance de la qualité de la statistique publique par les diverses composantes de la société française. Je souhaiterais que vous me confirmiez que tel n'est pas le point de vue d'Eurostat et que vous considérez que la production de statistiques communautaires relève toujours bien des domaines où s'applique le principe de subsidiarité ainsi que le laisse entendre le service juridique du Conseil dans sa note du 28 avril dernier ».

Le Président déclare qu'il n'a pas encore reçu de réponse à ce courrier. Néanmoins, M. Hervé Carré a accepté de se rendre à l'Assemblée plénière du Cnis.

M. Jean-Michel Charpin signale qu'il doit rencontrer M. Hervé Carré le 10 juillet. Cette affaire, qui bloque depuis quatre mois l'activité du CPS, sera abordée. Si cette formulation controversée était maintenue, le système statistique et le Cnis seraient confrontés à un changement de contexte considérable. En effet, dans ce cadre, la décision du caractère national ou communautaire d'une statistique deviendrait primordiale alors que, jusqu'à présent, l'extension du champ de la statistique communautaire ne posait aucun problème. En effet, tant qu'elle relevait d'une compétence partagée, la statistique communautaire demeurait soumise à un pouvoir national. Ainsi, il importait peu que le recensement devienne une statistique communautaire puisque la France gardait la main sur les définitions. Or, si le recensement devenait une compétence exclusive de l'Union, la France ne pourrait plus intervenir sur ses caractéristiques que lors du vote au Conseil, par une voix sur 25. Par conséquent, le choix de la frontière entre statistique communautaire et statistique nationale deviendrait absolument vital et conduirait sans doute à demander le retour de certaines statistiques dans le champ national.

M. Jean-Pierre Bompard souhaiterait connaître la position des autorités de tutelle, en particulier celle du Président du Cnis.

Le Président demande si M. Jean-Michel Charpin a eu des contacts sur cette affaire avec les directeurs des instituts nationaux de statistiques des autres Etats membres.

En réponse aux deux questions, M. Jean-Michel Charpin explique qu'il a saisi le Secrétariat général aux affaires européennes (SGAE), dont la réponse demeure, en raison de la complexité juridique de la question, incomplète à ce jour. Néanmoins, une première réaction a été de confirmer l'application du principe de subsidiarité à la statistique, celui-ci étant inscrit dans le règlement de 1997. La position d'Eurostat constitue donc un revirement considérable par rapport à la tradition des Etats membres.

Le Cabinet du Ministre a été informé mais l'affaire n'a pas été portée, pour l'instant, au niveau du Conseil. Les directeurs des instituts statistiques nationaux des Etats membres ont exprimé leur volonté de trouver une issue à cette crise, en revenant à la solution antérieure, qui demeure la plus simple et la plus adaptée.

Pour M. Yvonick Renard, cette situation pourrait signifier la résurgence de la volonté de créer une agence autonome des statistiques au niveau européen.

M. Jean-Michel Charpin répond que cette hypothèse lui semble improbable. En effet, en tant que Direction générale de la Commission, Eurostat dispose, par délégation, d'un certain nombre de pouvoirs que la création d'une agence supprimerait.

M. Benoît Robin tient à manifester son adhésion au courrier qui vient d'être adressé à Eurostat. Il se dit néanmoins préoccupé par une éventualité de compromis, qui serait de toute façon défavorable par rapport à la situation actuelle.

M. Jean-Michel Charpin signale que la France a refusé d'examiner tout texte contenant la formulation controversée.

En conclusion, le Président propose de suivre avec vigilance cette affaire afin de prendre, le moment venu, les initiatives pertinentes auprès du Ministre et du SGAE.

2. Actualité internationale

Comité statistique de l'OCDE

M. Jean-Michel Charpin indique que le comité statistique de l'OCDE s'est réuni récemment, notamment pour aborder la préparation du nouveau système de comptabilité nationale. Ce système doit être approuvé par le comité statistique de l'ONU au printemps 2008. Aux yeux de M. Jean-Michel Charpin, le rôle joué par l'OCDE dans cette procédure est légitime dans la mesure où cette institution constitue le lieu naturel de la discussion transatlantique. Les changements liés à ce nouveau système de comptabilité nationale portent principalement sur deux points.

Premièrement, les dépenses de recherche et développement apparaîtront désormais comme une production de capital immatériel, entraînant ainsi des conséquences non négligeables sur le niveau du PIB. En effet, actuellement, les chercheurs employés par les entreprises sont uniquement pris en compte au titre de la masse salariale. Malgré un consensus assez large, la plupart des intervenants ont souligné la nécessité de rester vigilant quant aux modalités d'application de ce nouveau système. En effet, largement approuvée dans son principe, l'introduction des dépenses de logiciels lors de la précédente base de comptabilité nationale a engendré des difficultés d'application considérables. Ainsi, à l'époque où il était en charge de la comptabilité nationale à l'Insee, M. François Lequiller avait souligné que ce principe, n'étant pas mis en œuvre de la même façon des deux côtés de l'Atlantique, constituait une cause majeure de non-comparabilité des statistiques de PIB entre l'Europe et les Etats-Unis.

Le deuxième sujet, moins consensuel, concerne les modalités d'intégration des engagements de retraite. Il s'agit d'un dossier extrêmement complexe qui a suscité des désaccords majeurs. Dans l'optique des défenseurs de cette intégration, c'est-à-dire le FMI, soutenu notamment par le Canada et l'Australie, il convient de s'inspirer des principes de la comptabilité d'entreprise. Or, si la distinction entre régimes de retraite employeurs et régimes mutualisés est fondamentale en comptabilité d'entreprise, les Européens ne comprennent pas l'intérêt de l'application de cette théorie au régime employeur de l'Etat. En effet, la perspective que celui-ci fasse faillite demeure relativement abstraite, et le fondement du raisonnement ayant conduit à l'adoption de la norme IAS 19 a peu de consistance pour le régime employeur public.

En outre, étant donné l'importance de ces régimes dans les pays européens, l'intégration de ces engagements au cœur de la comptabilité nationale risquerait de fausser considérablement le calcul de la dette publique dans la mesure où la véritable part de la dette apparaîtrait alors dérisoire. C'est d'ailleurs ce qui explique l'opposition farouche de la BCE contre cette mesure puisque, dès lors, son discours sur la maîtrise de la dette publique ne serait plus pris au sérieux par l'opinion publique.

Aucune solution définitive n'a encore été adoptée et des compromis semblent possibles, en particulier grâce à une position ouverte de la représentante des Etats-Unis.

Conférence des statisticiens européens

M. Jean-Michel Charpin souligne l'intérêt de cette conférence, qui portait sur les recensements. M. Jean-Claude Milleron et lui-même ont respectivement animé et présidé une session tandis que M. Olivier Lefebvre, en tant que responsable du recensement, est intervenu pour exposer les enseignements tirés de la nouvelle technique de recensement française. Il indique que deux types de questions étaient au centre des préoccupations :

- le dosage pertinent à adopter entre les techniques de registre et les techniques d'enquête
- les rôles respectifs de l'unité logement et de l'unité individu.

Ces questions font en effet l'objet de réponses différentes selon les pays. Un débat très ouvert a eu lieu avec une visibilité importante de la France.

3. Rapport d'activité externe de l'Insee

M. Jean-Michel Charpin rappelle que le Rapport d'activité externe de l'Insee a été créé à la suite d'une remarque de la mission de l'Inspection générale des finances faisant valoir que l'Insee demeurait le seul institut statistique important à ne pas produire un tel rapport.

Cette remarque a été prise en compte, notamment pour des raisons de transparence et de bonne gouvernance. Un rapport d'activité externe a donc été rédigé parallèlement à la production des rapports internes, afin d'en limiter le coût. Principalement diffusé sur internet, une version papier du rapport, destinée aux publics prioritaires, a néanmoins été adressée aux membres du Bureau du Cnis, ainsi qu'à l'état-major de Bercy et aux directeurs des instituts nationaux de statistique.

Le Président remercie M. Jean-Michel Charpin et invite les participants à poser leurs questions.

Concernant le statut du comité statistique de l'OCDE, M. Benoît Robin souhaiterait savoir si celui-ci prévoit des concertations avec les représentants syndicaux.

M. Jean-Michel Charpin craint de ne pas être suffisamment compétent sur cette question. Néanmoins, à sa connaissance, aucune concertation n'est prévue avec les partenaires sociaux.

M. Jean-Pierre Puig précise qu'au moment de sa création ce comité avait pour objectif premier d'articuler le travail des statisticiens avec celui des autres directions de l'OCDE.

M. Jean-Luc Biacabe se dit très satisfait de la création du rapport d'activité, qui lui semble être une initiative très positive. En effet, dans cadre de la LOLF, il est essentiel que l'Insee puisse non seulement acquérir une meilleure visibilité mais également justifier et rendre compte des moyens publics mis à sa disposition.

Le Président s'associe aux félicitations de M. Jean-Luc Biacabe. Il considère notamment que ce rapport est parfaitement rédigé et qu'il accorde au Cnis la place qu'il mérite. Par ailleurs, le Président estime qu'en dehors des notes de conjoncture, des indices et du recensement, il est fondamental que l'opinion publique ait connaissance des autres activités de l'Insee. A ce titre, il sera intéressant de vérifier la popularité du rapport à l'aune du nombre de consultations sur le site internet. Enfin, le Président demande à M. Jean-Michel Charpin si une traduction en anglais du rapport a déjà été envisagée.

M. Jean-Michel Charpin répond que la traduction est en cours et qu'elle sera diffusée aux collègues étrangers au mois de juillet.

III. Point sur les nomenclatures socio-économiques européennes

M. Stéfan Lollivier précise tout d'abord que ce dossier est toujours en cours d'instruction. Il rappelle que le projet a été lancé par Eurostat fin 1999, dans le cadre d'un large programme d'harmonisation des statistiques sociales européennes. Un rapport a été commandé à l'Office national de statistiques britannique afin de définir les besoins et les éventuelles utilisations d'une telle nomenclature. Ce rapport a été sous-traité à d'éminents universitaires, les professeurs David Rose et Peter Elias. Parallèlement, l'ONS a consulté des experts internationaux, issus tant du monde de la recherche que des instituts nationaux de statistiques.

Ce rapport fournit un cadre conceptuel à la future nomenclature sociale européenne, baptisée ESeC, et sert de fondement à un projet plus vaste en cours de finalisation, auquel l'Insee ainsi que des équipes de recherche italiennes, allemandes, suédoises, néerlandaises et irlandaises participent. L'Insee a fortement contribué aux travaux empiriques effectués sur les données françaises afin de tester la pertinence de la nomenclature proposée par l'équipe anglaise.

Cette nomenclature, dont seul le premier niveau a été pour l'instant évoqué, fait l'objet d'une division en neuf groupes, inspirée des travaux du sociologue John Goldthorpe, considéré comme une référence internationale en matière de stratification sociale.

Selon ce projet de nomenclature sociale européenne, les catégories socio-économiques regroupent les individus en fonction des caractéristiques des emplois qu'ils occupent. L'hypothèse sous-jacente est que les comportements sociaux s'expliquent en grande partie par la position des individus sur le marché du travail, plus précisément par les types de relations qui lient l'employé à son employeur. Le critère fondamental de classification est donc celui de « relation d'emploi », qui apparaît fréquemment dans le projet.

M. Stéfan Lollivier souligne que la nomenclature en neuf groupes s'est construite à partir de la classification internationale des professions, appelée CIP en français et ISCO en anglais, qui prend en compte les informations suivantes :

- le statut (indépendant ou salarié) ;
- la taille de l'entreprise (aucun salarié, moins de dix salariés, dix salariés ou plus) ;
- la position de manager, de superviseur, d'employé de base, sachant que les deux premiers termes sont des anglicismes, qui demeurent difficiles à traduire en français.

L'Insee, qui a testé la nomenclature, a fait part de ses attentes l'an dernier en réclamant :

- un cadre théorique plus précis, mais cette demande apparaît désormais moins importante ;
- une validation statistique plus complète reposant sur les grandes enquêtes européennes ;
- une meilleure prise en compte des spécificités nationales.

En termes de calendrier, M. Stéfan Lollivier annonce qu'une discussion s'engagera entre les différents partenaires en juin 2006 sur la base d'une première version du rapport qui sera finalisé et remis à la Commission en septembre. Le rapport sera ensuite présenté à la réunion des Directeurs des statistiques sociales, qui se tiendra les 16 et 17 septembre 2006. Une présentation en sera faite lors de l'interformation statistiques sociales du 6 octobre.

Par ailleurs, des travaux sont en cours à l'Insee, avec la formation d'un groupe de travail qui regroupe la division Emploi, la division Etudes sociales et le laboratoire de sociologie quantitative du CREST. L'Institut souhaite en effet mettre en place une table de passage entre la PCS et la version actuelle de l'ESeC.

Parallèlement, des entretiens bilatéraux seront menés avec des chercheurs, des représentants des statistiques d'administration publique et des représentants des partenaires sociaux afin de les informer du projet et de recueillir leurs remarques.

De manière informelle, M. Stéfan Lollivier se dit globalement favorable à une nomenclature sociale européenne même si, en vertu des compromis qu'elle implique, toute nomenclature de stratification sociale est par nature insatisfaisante. Selon lui, l'ESeC n'échappe pas à cette critique. Néanmoins, il met en doute la capacité de la France à être entendue sur ce sujet au niveau communautaire dans la mesure où il est souvent reproché à la nomenclature de catégories sociales française d'être difficile à exporter. Il rappelle à ce sujet que la nomenclature de catégories sociales (CS), à deux chiffres, est une nomenclature de stratification sociale conçue dans les années 80 alors que la nomenclature de professions et catégories socio-professionnelles (PCS) est une nomenclature de métiers qui repose en grande partie sur les conventions collectives. La PCS est articulée sur les CS et permet d'effectuer des projections d'emplois.

En conclusion, M. Stéfan Lollivier souhaite que la codification de la nomenclature sociale européenne se fonde davantage sur les nomenclatures « indigènes » que sur la CIP et qu'elle ne soit pas imposée par un règlement. Il souligne l'importance d'une bonne traduction des rubriques. Il souhaite enfin conserver une PCS pour les besoins intérieurs, étant entendue que celle-ci devra être rénovée dès lors que la nomenclature européenne aura été définie.

M. Denis Durand apprécie que ce sujet fasse l'objet d'une réflexion au sein du Bureau du Cnis à ce stade. Il ne remet pas en cause la légitimité des travaux engagés mais souhaite qu'aucune piste de travail ne soit éliminée de façon prématurée. Par ailleurs, M. Denis Durand relève que, derrière les problèmes de traduction précédemment évoqués, se cachent souvent des différences culturelles plus profondes, notamment en termes de marché du travail. Enfin, il considère qu'il s'agit d'un sujet au cœur de l'actualité dans la mesure où, dans un grand nombre de domaines, cette approche par les

catégories sociales, en déclin depuis quelques années, semble être de nouveau très utilisée pour appréhender un certain nombre de phénomènes sociaux.

M. Yvonick Renard estime également opportun d'aborder ce sujet. Il rappelle la nécessité, maintes fois soulignée par la formation « emploi, revenus », de prendre en compte la dimension fonctionnelle au delà de la relation hiérarchique. M. Yvonick Renard dénonce le retard de la France dans ce domaine, comparé notamment à l'Allemagne. L'absence d'une analyse fonctionnelle de l'entreprise explique en effet que certaines mutations de l'entreprise demeurent incomprises.

Concernant la nomenclature internationale, M. François Vincent indique qu'il ne saisit pas très bien la relation entre le projet et la classification de l'ISCO. Par ailleurs, il souligne que si des métiers transversaux existent dans le système britannique, le système français est beaucoup plus matriciel dans la mesure où l'on raisonne surtout en termes de métiers par secteur industriel.

M. Pierre-Marie Descolonges s'interroge sur le bien-fondé de l'approche des phénomènes sociaux par la relation à l'emploi, inspirée de Goldthorpe. Il mentionne à ce titre un livre d'Alain Touraine qui prévoit un changement de paradigme, se centrant désormais davantage sur l'individu que sur le social. M. Pierre-Marie Descolonges préconise donc de s'intéresser également aux travaux d'autres sociologues.

M. François Vincent fait remarquer que la notion de travail indépendant varie considérablement d'un pays européen à l'autre et qu'il s'agit d'un sujet sur lequel la Commission tente actuellement de trouver une définition commune.

Bien que n'étant pas statisticien, le Président juge intuitivement que les questions soulevées par M. Stéfan Lollivier sont essentielles dans la mesure où le système français demeure fondé sur une logique de métier. Par conséquent, un changement de définition des catégories socio-économiques risquerait sans doute de provoquer des conséquences en chaîne extrêmement importantes, dont il espère qu'elles seront prises en compte lors de l'élaboration du nouveau système de nomenclatures.

M. Stéfan Lollivier fait savoir que les sociologues avec lesquels il s'est entretenu semblent s'accorder sur la faisabilité de ce nouveau système au niveau communautaire. Les Allemands ont d'ailleurs déclaré leur intention de l'utiliser.

Par ailleurs, en réponse à M. François Vincent, il explique que la nomenclature est construite à partir de la classification de l'ISCO. L'Insee considère d'ailleurs cette construction trop restrictive et souhaiterait que des compléments y soient apportés. S'agissant de Goldthorpe, la plupart des sociologues français et internationaux estime que cette nomenclature est malgré tout empreinte de pragmatisme et constitue un progrès pour le traitement des employés.

Les neuf positions retenues sont les suivantes :

- chefs de grandes entreprises, cadres dirigeants et membres de professions libérales de niveau supérieur ;
- cadres non dirigeants et membres de professions libérales de niveau inférieur, encadrant les techniciens de niveau supérieur ;
- professions intermédiaires et employés (« cols blancs » de niveau supérieur) ;
- chefs de petites et moyennes entreprises, hors agriculture ;
- chefs de petites et moyennes entreprises dans l'agriculture ;
- encadrement de niveau inférieur et professions techniques de niveau inférieur (« cols bleus » de niveau supérieur) ;
- profession de niveau inférieur dans le commerce et les services ;
- profession de niveau inférieur dans le domaine technique (ouvriers qualifiés) ;
- profession routinière (ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés).

Enfin, une dixième catégorie est réservée aux personnes n'ayant jamais travaillé ou aux chômeurs de longue durée. M. Stéfan Lollivier précise que ces intitulés sont provisoires dans la mesure où une traduction pertinente reste à effectuer. Par ailleurs, cette nomenclature n'a pas été davantage déclinée, malgré les requêtes dans ce sens de l'Insee, qui aurait souhaité que le statut soit une dimension de premier niveau. Or, si la France est traditionnellement très attachée à cette distinction

entre le secteur public et le secteur privé, celle-ci s'avère inutile pour la plupart des pays européens. Mais l'Insee l'exigera au deuxième niveau.

IV. Suivi de l'avis général 2006 et première ébauche du projet d'avis général 2007

Le Président propose d'examiner conjointement le suivi de l'avis général 2006 et le projet d'avis général 2007 afin de mieux articuler la discussion.

- **Les thèmes transversaux**

M. Jean-Pierre Puig rappelle aux participants qu'une note résumant le suivi de l'avis général 2006 leur a été transmise. S'agissant de l'avis général 2007, la note qui leur a été distribuée se contente pour l'instant de proposer des thèmes, en précisant l'angle sous lequel ils peuvent être abordés. M. Jean-Pierre Puig invite donc les participants à formuler leurs commentaires en vue de la rédaction définitive de l'avis qui sera adoptée, au mois de novembre, lors de la réunion du Bureau.

Code de bonnes pratiques

En ce qui concerne le suivi des principes du code, un mécanisme d'auto-évaluation a été mis en place à l'aide d'un questionnaire d'Eurostat, pour l'instant circonscrit aux seuls instituts statistiques nationaux. Par ailleurs, des « évaluations par les pairs » doivent être mise en œuvre. En France, cette opération est prévue pour le mois de janvier 2007. Néanmoins, la France est confrontée à un problème, non résolu à ce jour, concernant l'inscription dans la loi de l'indépendance statistique. Il convient de noter des avancées sur deux points. Premièrement, concernant la qualité des opérations statistiques, l'Insee met actuellement en place un programme de travail sur des actions de qualité. Ce point sera d'ailleurs abordé lors du Comité de Direction de l'Insee du 6 juillet.

Deuxièmement, l'Insee essaye d'étendre la démarche aux services statistiques ministériels. Quatre d'entre eux, représentatifs, constitueront un groupe de travail visant à rédiger un questionnaire « allégé » dont les réponses devront être cohérentes avec celles de l'Insee.

Par conséquent, pour 2007, il a été proposé de formuler un avis qui reprenne ces deux axes.

La refonte du CEIES

Sur ce point, M. Jean-Pierre Puig rappelle que la fusion entre le CEIES et le *high-level body* en un ensemble comprenant une demi-douzaine de personnalités a été évitée. Par ailleurs, lors du dernier Bureau, M. Jean-Michel Charpin avait abordé la question de la taille du futur CEIES. Or, malgré l'offensive lancée par l'Allemagne et soutenue par la France, la majorité des Etats membres se rangent à la position d'Eurostat, qui demande la création d'un CEIES resserré et dont la légitimité serait européenne et non nationale.

Les priorités négatives

S'agissant du risque que ces priorités négatives ne se limitent à répondre aux besoins de la BCE, M. Jean-Pierre Puig signale des progrès en termes de méthodologie. Ainsi, l'analyse en termes de coûts-bénéfices prend désormais en compte les avantages pour les différentes catégories d'utilisateurs ainsi que les coûts budgétaires et la charge des répondants. Néanmoins, cette nouvelle méthode demeure difficile à mettre en œuvre et, partant, une tension tend à s'installer entre Eurostat et certains Etats membres qui souhaitent une mise en place rapide.

Gouvernance statistique européenne

Pour M. Jean-Pierre Puig, l'avis général sur la gouvernance statistique, proposé pour 2007, ne porte pas tant sur les aspects institutionnels du CEIES, dont les modalités ont déjà été largement décidées, mais sur sa façon de fonctionner, qui doit permettre de représenter la diversité sociale et de fixer la frontière avec les activités de l'organe de haut niveau.

L'exemple relatif au contenu du programme en matière de registres agricoles harmonisés signifie que, si le Cnis est conscient de la difficulté de revenir sur des opérations qui ont été adoptées, il convient de rester vigilant quant aux opérations nouvelles. Ainsi, l'existence de SIRENE peut permettre d'éviter la création de registres spécifiques ; il en est de même dans d'autres Etats membres.

Construction d'indicateurs

M. Jean-Pierre Puig témoigne des avancées effectuées dans ce domaine, tant en matière de santé publique que s'agissant des indicateurs de développement durable, sur lesquels un rapport au Parlement est en cours de finalisation. En revanche, il insiste sur les problèmes d'organisation du système statistique public et mentionne à ce titre un avis de la formation « environnement » qui encourage une mobilisation accrue du SSP. La difficulté tient au fait que, malgré sa nature transversale, la composante environnementale du développement durable demeure la plus visible ; de fait, l'IFEN est souvent saisi sur des questions comportant des aspects que cet institut ne peut, à lui seul, couvrir de manière équilibrée.

Accès aux fichiers administratifs et mesures de simplifications administratives

A ce sujet, M. Jean-Pierre Puig note que l'avis 2006 invitait à mieux utiliser les possibilités ouvertes par la modification de la loi de 1951. S'agissant de l'introduction de l'article 7 bis, cette proposition a largement été suivie d'effets puisque, dans le projet d'avis 2007, un certain nombre de formations ont émis des avis relatifs à une extension des sources administratives à des fins statistiques.

En revanche, la mise en œuvre de l'article 7 ter, qui préconisait un accès aux données administratives utilisées à des fins de recherche, s'est avérée plus difficile, notamment en termes juridiques. Ainsi, les demandes d'accès aux données à caractère fiscal se sont heurtées à un refus de la DGI malgré un avis positif du Comité du secret. Néanmoins, des échanges ont actuellement lieu entre la DGI et l'Insee afin de lever les difficultés liées au Livre des procédures fiscales.

Le projet d'avis 2007, propose donc de poursuivre l'utilisation de l'article 7 bis et de lever les obstacles à l'application du 7 ter.

Concernant la mise en place de mesures de simplifications administratives, l'avis 2006 explique que celles-ci ne doivent pas se traduire par un alourdissement de la charge statistique. M. Jean-Pierre Puig annonce que cette menace est à peu près contenue sans toutefois disparaître complètement. Il ne considère pas opportun de reprendre cet avis en 2007 dans la mesure où celui-ci s'inscrit plutôt dans le moyen terme.

Labellisation des enquêtes statistiques

En revanche, le projet d'avis 2007 concerne la labellisation des enquêtes statistiques évoquée lors d'une récente réunion de formation et portant sur une enquête de suivi du CNE. Il apparaît que l'intégration des enquêtes d'évaluation des politiques publiques dans les procédures Cnis peut donner lieu à des difficultés.

• **Commission nationale des nomenclatures économique et sociales**

M. Jean-Pierre Puig rappelle que la CNNES, qui émet désormais des avis repris par le Cnis, a recommandé l'an dernier que la NAF soit définie à l'issue d'une concertation. Deux points ont été abordés au cours de la réunion de la CNNES qui s'est tenue le 15 juin. Le premier, assez technique, a porté sur le problème de la codification et notamment la nécessité de faire apparaître de manière satisfaisante l'articulation entre la NAF française et la NACE européenne. Pour ce faire, la CNNES a retenu la proposition d'une codification à cinq positions, dont les quatre premières seraient celles de la NACE tandis que la cinquième représenterait une lettre propre à la NAF. Le choix d'une lettre évite la confusion avec la nomenclature par produits.

Le deuxième avis de la CNNES constitue une approbation d'ensemble de la structure de la nomenclature. En effet, malgré l'adoption de la structure générale de la NAF, quelques points font encore l'objet de discussions. Par conséquent, il était souhaitable de donner un avis global sur la structure tout en sachant que l'avis définitif ne pourra être arrêté qu'en 2007.

Le Président explique qu'il a estimé inutile de reprendre systématiquement tous les thèmes de l'avis 2006. Il lui semblait en effet préférable de donner éclairages sur les points les plus sensibles. Par ailleurs, en fonction de l'évolution du dossier, la question de la subsidiarité pourra faire l'objet d'un point dans l'avis du Cnis. Néanmoins, le Président s'avoue optimiste quant à la conclusion de ce conflit, ce qui explique qu'il ne l'ait pas mentionné à ce stade. En revanche, il lui est apparu important d'insister sur la question de l'accès aux fichiers administratifs qui a fait l'objet d'un avis dans de nombreuses formations.

M. Denis Durand souhaiterait tout d'abord connaître l'état d'avancement du travail d'évaluation de la mise en œuvre du code de bonnes pratiques dans les SSM, qui lui semble être une excellente initiative.

Par ailleurs, concernant les indicateurs de développement durable, M. Denis Durand rappelle que ce thème avait été abordé l'année dernière, de manière improvisée, à l'Assemblée plénière. Il souhaiterait savoir si cette question sera traitée plus explicitement cette année.

S'agissant du code de bonnes pratiques M. Yvonick Renard recommande de distinguer clairement ce qui relève de la statistique de ce qui relève de la comptabilité nationale, notamment dans le cadre des évaluations et pour comprendre les rôles respectifs de l'organe de haut niveau et d'autres instances consultatives. Il insiste sur l'importance de cette distinction dans la mesure où la présentation de certaines orientations de comptabilité nationale, par M. Jean-Michel Charpin, ne lui semble pas s'inscrire totalement dans l'axe central du Cnis.

Par ailleurs, si l'intitulé « gouvernance statistique européenne » lui convient, M. Yvonick Renard met en doute l'insertion du thème relatif au programme quinquennal d'Eurostat dans le projet d'avis 2007. En effet, l'adhésion à ce programme lui paraît encore prématuré avant un certain nombre d'échanges avec les membres du Cnis.

Le Président informe M. Yvonick Renard qu'en fonction de la date de l'Assemblée plénière, ce thème risquait d'être traité trop tôt ou trop tard. Il a donc été jugé préférable d'intervenir en amont sur ce sujet.

M. Yvonick Renard souscrit aux propos de M. Jean-Pierre Puig concernant l'accès aux fichiers administratifs. A ce titre, il explique que, lors du dernier Comité du Secret statistique, un débat a eu lieu au sujet de la procédure de traitement d'un certain nombre de demandes et un document écrit, qui pourrait représenter une avancée dans ce domaine, a été proposé. Néanmoins, ce document a été transmis trop peu de temps avant la séance. M. Yvonick Renard appelle donc de ses vœux la reprise de ces travaux, qui méritent d'être instruits sereinement.

M. Benoît Robin exprime son adhésion à la démarche qui consiste à présenter simultanément le suivi de l'avis général 2006 et le projet d'avis 2007. Il apprécie la qualité des orientations, notamment concernant le code de bonnes pratiques. A ce sujet, il estime néanmoins qu'il conviendrait de préciser si celui-ci constitue plus un moyen ou une finalité. M. Benoît Robin serait en effet d'avis de mettre davantage en avant la question de la qualité des opérations statistiques.

Par ailleurs, M. Benoît Robin prend acte des efforts réalisés, notamment en termes d'investissements, sur la question des nouvelles nomenclatures par activités et produits, sur lesquelles la CGT-FO était intervenue sur l'avis 2006. Il en profite pour signaler au Bureau du Cnis qu'un grand nombre de représentations syndicales s'interrogent sur les transformations à venir. A ce titre, les préoccupations des fédérations professionnelles portent sur la question du champ et des périmètres et sur les questions relatives aux conventions collectives.

Concernant l'état d'avancement du code de bonnes pratiques dans les SSM, M. Jean-Pierre Puig précise qu'un projet de questionnaire a été envoyé au groupe de travail réunissant quatre SSM (Douanes, DARES, Directions des Médias et de l'Équipement) afin de le tester durant l'été. Sur la base de leurs résultats, transmis à la rentrée, il sera procédé à un ajustement définitif du questionnaire qui sera ensuite renvoyé à l'ensemble des SSM, dans la perspective d'un retour à la fin de l'année 2006.

S'agissant des indicateurs de développement durable, M. Jean-Pierre Puig indique que, dès son lancement, M. Dominique Bureau était venu présenter l'opération aux membres du Bureau du Cnis. La version du Rapport destiné au Parlement étant en cours de finalisation, M. Jean-Pierre Puig jugerait utile qu'au moment de sa publication un responsable de l'opération vienne le présenter aux membres du Bureau afin d'examiner les avis qu'il conviendra de retenir. Cette réunion pourrait avoir lieu soit à l'automne soit au début de l'année 2007.

En réponse à M. Yvonick Renard, M. Jean-Pierre Puig considère que le code de bonnes pratiques porte surtout sur la statistique dans la mesure où, en matière de comptabilité nationale, les normes sont fixées au niveau international par d'autres instances. Par ailleurs, il rappelle que le système de concertation est très clairement scindé en deux parties, la statistique étant prise en charge par le Cnis tandis que les sujets liés à la comptabilité nationale relèvent des commissions des comptes tant nationales que sectorielles. En revanche, en termes de diffusion, certaines questions sont communes aux deux types de produits.

S'agissant du programme quinquennal, M. Jean-Pierre Puig signale qu'un document a été diffusé à l'ensemble des membres du Bureau. Ce document devrait en outre faire l'objet d'une discussion en Assemblée plénière, au cours de laquelle M. Hervé Carré sera invité à répondre sur deux points importants, c'est-à-dire :

- les problèmes de gouvernance du système européen,
- les orientations du moyen terme.

En ce qui concerne l'accès aux fichiers administratifs, M. Jean-Pierre Puig reconnaît que le document adressé aux membres du Comité du Secret statistique a été transmis trop tard pour un débat approfondi en séance. Les décisions devront être prises après une période de réflexion.

Enfin, M. Jean-Pierre Puig se dit conscient de l'intérêt suscité par la question des nomenclatures économiques et sociales et du besoin d'information qui en découle. Ainsi, lors de la CNNES, il a été décidé de la mise en place d'un plan de communication par l'Insee, afin d'informer tous les acteurs sur le projet de nomenclature et sa mise en œuvre. Il est tout à fait envisageable d'en exposer les grandes lignes au cours de la réunion de l'interinformation « statistiques économiques », qui se tiendra le 24 octobre.

Le Président informe les participants que la question du programme quinquennal d'Eurostat sera abordée lors de la réunion du Bureau de novembre.

M. Jean Cordier conçoit les raisons pour lesquelles le point relatif aux simplifications administratives n'est pas repris dans le projet d'avis 2007. Néanmoins, il souhaite attirer l'attention des membres du Bureau sur le problème des sources bancaires. A cet égard, il effectue une distinction entre les statistiques de sources bancaires pour compte propre, qui constituent le suivi des opérations bancaires *stricto sensu* et qui, en tant que sources administratives, ne font pas l'objet de préoccupations particulières, et les déclarations pour compte de tiers qui représentent en revanche un champ beaucoup moins cerné. Bien qu'il ne s'agisse pas véritablement de sources administratives, ces déclarations constituent une source d'information, gérée, collectée et traitée par les banques, sur lesquelles les statisticiens ont tendance à se reposer.

M. Jean Cordier tient à distinguer parmi les déclarations pour compte de tiers, celles qui concernent le contenu de celles qui concernent le vecteur de l'information. S'agissant du contenu, il indique que les banques européennes ont de plus en plus tendance à considérer les déclarations pour compte de tiers comme un coût additionnel qu'elles refusent de prendre en charge. Cette démarche engendre une véritable difficulté puisque, par exemple en matière de statistiques de balance des paiements, il devient alors nécessaire de s'adresser directement aux entreprises.

Par ailleurs, toujours pour des raisons économiques, les banques fournissent avec réticence l'information économique prévue dans les messages qui accompagnent les virements malgré la mise en place d'une norme dite « swift ».

D'une manière générale, M. Jean Cordier jugerait utile de mentionner ce point relatif aux sources bancaires, en dépit de sa complexité et de son caractère non transversal.

Le Président précise que ce point n'a pas été repris dans la mesure où la formation « monnaie et finances » ne s'est pas prononcée à ce sujet.

Concernant l'avis de la formation « éducation, formation » relatif à l'actualisation de la nomenclature des spécialités de formation, M. Pierre-Marie Descolonges s'interroge sur son articulation avec la logique de certification, qui remet considérablement en cause cette nomenclature. Il en est de même en matière de maintenance, dans la mesure où, à terme, la certification prendra la place des logiques actuelles de formation.

Par ailleurs, en tant qu'élu du CESR, M. Pierre-Marie Descolonges signale que deux types de travaux ont été menés dans ce cadre sur les nomenclatures. A l'occasion du premier, qui concernait l'industrie, il a été très difficile de s'entendre sur le terme même d'industrie. Il était d'ailleurs intéressant d'observer que les représentants syndicaux raisonnaient en termes de stratification par rapport aux conventions collectives. Or les contours de l'industrie francilienne demeurent très difficiles à définir, à moins de s'appuyer sur des logiques sectorielles qui ne sont pas tout à fait appropriées.

Par ailleurs, M. Pierre-Marie Descolonges indique que le CESR réalise un rapport sur la transmission-reprise qui est également difficile à appréhender. Or, bien que relativement ponctuelle, cette question se pose dans l'ensemble des régions. M. Pierre-Marie Descolonges se demande comment l'appareil statistique pourrait aider à y répondre.

M. Jean-Pierre Puig indique que la NAF devrait apporter des précisions pour les contours de l'industrie. Il souligne d'ailleurs les efforts de compression de la nomenclature au bénéfice des services.

Concernant les demandes des CESR, M. Jean-Pierre Puig suggère de les relayer lors de la réunion d'automne de la formation « statistiques régionales et locales ».

En réponse à M. Pierre-Marie Descolonges, M. Jean-Marc Béguin rappelle que la question des contours de l'industrie se pose au niveau de la nomenclature européenne.

En ce qui concerne la transmission reprise, M. Jean-Marc Béguin tient à signaler que, dans le cadre de la refonte du répertoire SIRENE, la statistique de démographie d'entreprises, qui comptabilise habituellement les reprises, sera modifiée. Ainsi, les reprises qui impliqueront une continuité de l'activité économique ne seront plus considérées comme des créations d'entreprises.

- **Commission nationale d'évaluation du recensement**

M. Stéfan Lollivier précise que la Commission travaille actuellement sur les disparités de coût du recensement pour les communes. Le projet d'avis fait état de la publication d'enquêtes de recensement et attire l'attention sur la mise à disposition des fichiers détails pour les utilisateurs externes.

- **Statistiques sociales**

Suivi longitudinal, analyse des trajectoires

Concernant le suivi longitudinal, M. Stéfan Lollivier évoque les avancées réalisées sur un certain nombre de thèmes, notamment sur la constitution de la cohorte d'enfants ELFE. Il a donc prévu d'aborder ce sujet à l'occasion de l'interformation. M. Stéfan Lollivier mentionne également l'existence de suivis longitudinaux de trajectoires d'élèves.

Bouclage des évolutions conjoncturelles du marché du travail

Dans ce domaine, M. Stéfan Lollivier indique qu'un travail est actuellement mené en collaboration avec l'ACOSS afin de clarifier l'utilisation des sources, les divergences ayant d'ailleurs déjà diminué. A ce titre, la publicité autour du dispositif statistique peut également constituer un enjeu en soi. Il conviendra donc sans doute d'aborder ce sujet à l'occasion de l'interformation.

Migrations

La question des migrations a fait l'objet d'un débat intense à l'occasion de la réunion de la formation « démographie, conditions de vie » du mois d'avril. Cette discussion a porté principalement sur deux dimensions : d'une part, conjoncturelle, en matière d'amélioration de la connaissance des flux migratoires et d'autre part, structurelle, concernant l'enquête trajectoire et origines qui vise à mieux appréhender la situation des populations immigrées et de leurs enfants, y compris en posant des questions sensibles sur les phénomènes de discrimination liés à l'origine des personnes, dans le respect des dispositions légales.

Insécurité et délinquance

M. Stéfan Lollivier rappelle que la présentation des travaux effectuée par l'Observatoire national de la délinquance a été très appréciée par la formation « démographie, conditions de vie ». Un certain nombre de préconisations ont notamment porté sur les futures enquêtes de victimation et sur la nécessité d'une utilisation exhaustive des fichiers administratifs.

• **Questions**

Concernant les suivis longitudinaux relatifs aux trajectoires des élèves et des étudiants, M. Pierre-Marie Descolonges souhaiterait savoir comment l'Insee compte articuler ses travaux par rapport à ceux du CEREQ.

M. Stéfan Lollivier répond que ces travaux sont complémentaires : l'enquête longitudinale du CEREQ consiste en une rétrospective du parcours scolaire tandis que le panel d'enfants suit ces derniers depuis la toute petite enfance. Par ailleurs, le CEREQ, n'effectuant pas un suivi purement administratif, a la possibilité de poser des questions plus ouvertes. Enfin, les études du CEREQ portent sur l'insertion sur une dizaine d'années alors que le panel éducation s'intéresse plutôt à la formation.

Aux yeux de M. Pierre-Marie Descolonges, il sera intéressant d'observer les modalités de rapprochement de ces deux études, qui peuvent s'alimenter mutuellement.

Le Président insiste sur l'importance du travail mené en collaboration avec l'ACOSS. Par ailleurs, il indique qu'un rapport du Conseil économique et social en cours d'élaboration, portant sur l'évaluation de la loi Girardin, souligne la nécessité d'améliorer le dispositif statistique pour les départements et territoires d'Outre-mer.

Enfin, il précise qu'il a été jugé inutile de revenir dans le projet d'avis sur le thème de la variation des prix et de la perception du pouvoir d'achat dans la mesure où ce sujet a déjà été largement abordé.

• **Statistiques économiques**

Refonte des statistiques annuelles d'entreprises

M. Jean-Marc Béguin revient sur la refonte des statistiques annuelles d'entreprises qu'il propose de reprendre au titre des avis 2007. Il en rappelle les deux grandes phases. La première concerne la réingénierie interne du système statistique qui devrait aboutir à échéance de 2009 et permettre des gains de productivité. Des travaux informatiques seront donc nécessaires au sein de l'Insee et la réflexion porte actuellement sur l'adéquation entre les moyens et les objectifs. A ce titre, une étape importante devrait être franchie lors de l'élaboration du tableau de bord de l'Insee début juillet. Compte tenu des moyens nécessaires, l'échéance du 1^{er} janvier 2009 apparaît relativement proche.

Le deuxième aspect, innovant, réside dans l'introduction éventuelle des groupes dans la statistique française. A cet égard, un groupe de travail du Cnis a été mis en place. L'état d'avancement de ses travaux sera présenté au cours de l'interformation du 24 octobre, sous la forme d'un plan détaillé du rapport. Par ailleurs, un point pourrait porter sur les orientations prises hors Insee, c'est-à-dire essentiellement dans le cadre du SESSI, notamment sur la fusion entre les enquêtes annuelles d'entreprises et les enquêtes de branche.

Règlement déchets

A ce sujet, M. Jean-Marc Béguin évoque l'obligation de répondre en 2006 sur la situation de la France en 2004. Cette obligation a été confiée à l'IFEN, qui s'appuiera pour ce faire sur des enquêtes qui ont été sous-traitées par l'ADEME. Par ailleurs, dans la perspective de l'obligation de réponse à l'horizon 2008 sur l'année de constat 2006, de nouvelles enquêtes seront mises en place en 2007 :

- une « enquête déchets », menée par le Ministère de l'Industrie et le SESSI, auprès des entreprises industrielles ;
- une enquête légère sur les déchets non dangereux, menée par l'Insee, qui couvrira essentiellement le domaine du commerce.

Il est apparu, suite à des études, que ces deux enquêtes suffiraient pour répondre aux demandes du règlement en s'appuyant sur des déclarations administratives et en utilisant des coefficients techniques. Ceci permettra de limiter la charge statistique qui pèse sur les entreprises.

Connaissance des prix

Dans ce domaine, M. Jean-Marc Béguin signale que l'aspect le plus novateur réside dans la transmission à Eurostat, dès la fin du mois en cours et pour la première fois, des indices de prix sur un champ non négligeable des services. La France est l'un des premiers pays à pouvoir fournir ces indices à Eurostat.

M. Jean-Marc Béguin souligne que ces indices ne seront publiés en France qu'à la fin de l'année, à la suite de négociations avec les fédérations. Il va donc de soi qu'Eurostat ne rendra pas public ces indices avant la France.

Enfin, dans la mesure où ces indices seront transmis en ancienne nomenclature, M. Jean-Marc Béguin estime que l'avis 2007 pourrait demander un changement de nomenclature pour ces indices.

Enquêtes de conjoncture

M. Jean-Marc Béguin indique que ce point fait suite aux questions posées par M. Yvonick Renard dans certaines formations sur le rôle de l'indicateur des directeurs d'achats. Il précise que des contacts bilatéraux ont été engagés qui permettront de finaliser ce point avant le Bureau de novembre.

• Questions

Le Président remercie les intervenants et regrette l'absence fréquente des représentants de la FNSEA aux réunions ce qui nuit à l'équilibre du Bureau. Le Président se propose donc de leur écrire à ce sujet.

Pour M. Yvonick Renard, la refonte des statistiques annuelles d'entreprises est un chantier considérable. Par conséquent, le caractère resserré de ces statistiques devra être développé lors de l'interinformation en octobre.

Par ailleurs, il tient à insister pour que le devenir des enquêtes de branches, qui demeurent utiles en termes de connaissance des marchés, y soit également évoqué. Le Ministre de l'Industrie a d'ailleurs été saisi pour qu'une mission soit mise en place sur ce sujet.

Enfin, il note l'absence, dans l'avis relatif à la connaissance des prix, d'une mention relative à l'énergie. Or, dans la phase actuelle, qui va s'amplifier au 1^{er} juillet 2007, les opérateurs devront impérativement disposer de bons indices de prix pour le secteur, ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Le Président souscrit aux propos de M. Yvonick Renard concernant la mention des prix de l'énergie.

Concernant les enquêtes de branche, M. Jean-Marc Béguin précise que M. Yves Robin interviendra sur ce sujet lors de l'interinformation d'automne.

S'agissant des indices de prix de l'énergie, il explique que le problème ne porte pas tant sur leur existence mais sur la difficulté croissante de les publier depuis que les grands producteurs d'énergie ne sont plus en situation de monopole. D'une part, les règles du secret statistique rendent toute publication difficile, d'autre part, les producteurs sont désormais très réticents à communiquer l'information. M. Jean-Marc Béguin indique toutefois que des négociations viennent de reprendre entre l'Observatoire de l'énergie et EDF afin de clarifier la situation.

Le Président trouve surprenant que l'ouverture à la concurrence mène en réalité à une opacité des systèmes statistiques. Cette question mériterait donc d'être mentionnée dans un avis.

- **Statistiques régionales et locales**

M. Bernard Morel indique que, dans la mesure où la formation « statistiques régionales et locales » ne se réunit pas avant le 22 septembre, il ne dispose pas de l'ensemble des observations concernant le suivi des avis 2006 et le projet d'avis 2007.

S'agissant de la connaissance de l'appareil productif au niveau local et de la base permanente des équipements, il rappelle que la phase de diffusion de ces informations commencera au cours du second semestre 2006.

M. Bernard Morel signale également que la mise en place du site sur les statistiques locales, prévue par l'avis 2006, a rencontré des difficultés techniques et que son ouverture n'interviendra qu'à l'automne.

En ce qui concerne la base permanente des équipements, il signale qu'une étude sera lancée au cours du second semestre afin d'examiner l'opportunité d'une enquête, notamment auprès des collectivités, qui compléterait les informations disponibles afin que la base puisse remplir des fonctions similaires à celles de l'inventaire communal qui a existé jusqu'en 1998.

S'agissant des indicateurs infra-communaux pour le suivi des politiques de la ville, M. Bernard Morel atteste du soutien technique fourni par l'Insee aux préfetures à l'occasion du récent exercice de révision du périmètre de la politique de la ville.

Enfin, M. Bernard Morel estime nécessaire que le point relatif à la connaissance des dépenses de l'Etat au niveau régional soit maintenu dans les orientations 2007 dans la mesure où, comme il a pu le constater à l'occasion de sa participation au Conseil d'orientation de l'Observatoire des territoires, il s'agit d'un sujet dont l'importance risque de s'accroître, notamment dans le cadre de la LOLF.

Par ailleurs, concernant le rapport du CES, le Président demande à M. Bernard Morel de faire part des remarques de l'Insee avant le vote de l'avis en section. Il considère d'ailleurs qu'il serait intéressant d'évoquer le sujet de l'Outre-mer dans l'avis du Cnis.

Enfin, le Président approuve totalement la nécessité de mentionner dans l'avis le suivi des dépenses de l'Etat dans les régions.

- **La bibliothèque de l'Insee**

M. Pierre Audibert présente les deux volets de cette opération. Premièrement, dans la mesure où l'Insee s'engage à garantir la conservation du patrimoine de la statistique publique française, il convient de garantir l'accès des utilisateurs extérieurs à cette information. A ce titre, un catalogue est en cours d'élaboration et devrait être terminé en septembre. Il sera diffusé sur internet et les informations les plus demandées seront mises en ligne.

Deuxièmement, l'Insee est actuellement en contact avec la BNF pour mettre à sa disposition la partie de son patrimoine qui ne concerne pas la statistique publique française, lui garantissant ainsi de meilleures conditions de conservation.

V. Points divers

Le Président informe les participants que M. Philippe Delleur a démissionné de sa fonction de co-rapporteur de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population : il a été remplacé par M. Pierre Bertinotti. Elu local, âgé de 54 ans, ce dernier est contrôleur d'Etat au pôle économique et financier. Après des études à HEC, il a été admis à l'ENA dans la promotion Voltaire. Il a également exercé les fonctions de conseiller à la politique de la ville au sein du Cabinet de M. Pierre Bérégovoy et a participé à la mission mandatée par la Commission nationale sur le coût du recensement pour les communes.

Par ailleurs, le Président propose que la statistique européenne constitue le thème de la prochaine Assemblée plénière et annonce la participation de M. Hervé Carré, directeur général d'Eurostat.

• **Approbation du compte-rendu de la dernière réunion du Bureau du Cnis**

Le Président indique que l'observation qui lui a été transmise par M. Benoît Robin sera prise en compte. Il en est de même pour une remarque de forme de M. Jean-Michel Charpin. Le compte rendu sera mis à jour sur le site du Cnis.

• **Point sur la préparation de la rencontre du Cnis du 22 janvier 2007, concernant la diffusion de l'information statistique**

M. Pierre Audibert présente une proposition de programme de cette rencontre qui prend en compte les remarques émises lors de la dernière réunion du Bureau, notamment la demande du Président de ne pas développer de manière exhaustive la politique de diffusion de l'Insee. D'une manière générale, cette ébauche de programme tient compte de la nécessité de donner toute sa place à l'international et aux utilisateurs dans toute leur diversité.

Cette rencontre se tiendra sur une journée entière et devrait avoir lieu au Conseil économique et social. M. Pierre Audibert propose qu'elle s'intitule « l'accès à l'information statistique à l'heure d'internet ».

La première demi-journée porterait plus spécifiquement sur l'utilisation d'internet et ses conséquences, avec des interventions :

- de membres d'Eurostat, pour un panorama des conditions de diffusion actuelles dans les pays européens et au-delà ;
- de représentants de l'Insee, dont l'exposé tiendrait compte des remarques précédentes ;
- de représentants des services ministériels.

Ces interventions seront suivies d'une table ronde sur le thème « les utilisateurs face à internet ». Celle-ci pourrait réunir des représentants des utilisateurs dans toute leur diversité, notamment : un journaliste, un économiste d'entreprise, un syndicaliste, un bureau d'étude privé. Leur opinion serait requise en tant qu'utilisateurs d'internet sur la disponibilité de l'information recherchée, les difficultés d'accès à l'information, la qualité de la méta-information et de l'aide nécessaire à mettre en place,...

Cette table ronde permettrait donc de procéder à un état des lieux de la diffusion sur internet.

La seconde demi-journée porterait sur l'accès à l'information au-delà d'internet, avec les interventions suivantes :

- un exposé d'Eurostat retraçant l'état de l'accès à l'information dans les pays européens, voire au-delà ;
- un exposé de l'Insee portant notamment sur la politique d'offre vis-à-vis des chercheurs et des données localisées en insistant sur les questions de confidentialité.

La table ronde serait ensuite centrée sur le thème « comment lever les obstacles pour accéder à davantage d'information ? ». Elle réunirait :

- un chercheur ;

- un aménageur, c'est-à-dire un utilisateur d'information localisée (commune, communauté de communes) ;
- un représentant d'association, notamment dans la perspective des évolutions liées à la Convention d'Aarhus en matière d'information très localisée relative à l'environnement ;
- un représentant de la Cnil, afin d'obtenir des précisions sur l'environnement juridique de la diffusion statistique et son évolution.

En conclusion, M. Pierre Audibert se dit ouvert à toute nouvelle suggestion.

Aux yeux de M. Denis Durand, il est intéressant de traiter la question de la diffusion à partir du phénomène internet, d'autant plus que ce thème peut permettre d'ouvrir le débat sur des problématiques plus générales.

En effet, il estime que le problème de la diffusion se pose désormais en des termes nouveaux et ce, pour plusieurs raisons. D'une part, les organismes producteurs de statistiques mettent à la disposition des utilisateurs des outils qui nécessitent des compétences nouvelles. Il convient donc de prendre en compte les difficultés qui peuvent naître de ce nouveau contexte. D'autre part, M. Denis Durand soulève la question des précautions méthodologiques à prendre pour la diffusion de données statistiques par les médias. Cette question prend une importance croissante pour les institutions qui font partie du système statistique public. Elle avait fait l'objet d'un groupe de travail du Cnis, présidé par M. Jean-Pierre Bompard, qui n'avait pas tout à fait achevé ses travaux mais dont certaines recommandations ont été prises en compte.

Pour M. Denis Durand, cette rencontre sur la diffusion pourrait permettre de revenir sur ces questions dans un contexte moins conflictuel afin de favoriser une communication de bonne qualité entre le SSP et ses utilisateurs. Il lui semble en effet que la rencontre ne doit pas se limiter à traiter des évolutions technologiques et de ses conséquences directes.

M. François Vincent appuie ce point de vue dans la mesure où l'information statistique est souvent reprise par les médias et les politiques. Il suggère que les services de l'Insee mettent en ligne, par exemple, un forum, grâce auquel le public pourrait communiquer, permettant ainsi d'améliorer non seulement la qualité technique mais également la qualité relationnelle dans la diffusion de l'information. En effet, les statistiques constituent désormais de véritables enjeux dans les débats de société.

Si M. Yvonick Renard reconnaît la nécessité de prendre en compte la modernisation des outils, il souhaiterait que la dimension internationale soit également traitée. En effet, il remarque qu'en France la culture du *benchmarking* reste très limitée.

M. Pierre-Marie Descolonges jugerait intéressant d'inviter le représentant d'une région à la table ronde prévue dans la matinée. En effet, les régions disposent de compétences importantes en matière économique, sociale et de formation. Il serait donc intéressant de savoir comment les services régionaux utilisent les statistiques sur internet.

Le Président tient à insister sur l'importance de la place à accorder aux utilisateurs lors de cette journée. Bien entendu, les collectivités locales sont des utilisateurs de statistiques qui ont toute leur place dans ce dispositif mais ce ne sont pas les seuls.

M. Pierre Audibert propose notamment de donner plus de place aux tables rondes et peut-être d'accompagner la réflexion par la publication d'une ou deux notes sur les problématiques liées à la diffusion des statistiques sur internet.

Le Président évoque la possibilité de créer un forum en liaison avec les organisations représentées au Cnis afin de permettre aux utilisateurs de s'exprimer en amont de la rencontre.

• Point sur la diffusion des travaux du Cnis

Pour la diffusion des documents de travail, M. Jean-Luc Biacabe suggère d'utiliser le site du Cnis, qui est très ergonomique et régulièrement mis à jour.

Mme Carla Saglietti répond que, dans un souci d'économie et de meilleure organisation des moyens, les documents pourront désormais être uniquement envoyés par e-mail, sauf pour ceux qui demanderont explicitement une diffusion sur support papier. Un courrier sera adressé à cet effet aux membres du Bureau. De même, les rapports seront consultables sur le site du Cnis mais ceux qui le désirent pourront recevoir la version papier.

Par ailleurs, le site du Cnis, qui est le plus ancien de l'Insee, devrait être remplacé par un nouveau site plus interactif au cours de l'année prochain grâce à l'affectation d'un chef de projet informatique.

M. François Vincent souhaiterait qu'un format Word soit privilégié plutôt qu'une diffusion sous format PDF dans la mesure où ce format implique souvent des difficultés d'exportation des données. Ceci pose des problèmes de fond et de forme. Le Président demande que la question soit instruite dans le sens du plus grand dénominateur commun.

- **Participation aux réunions et fréquentation du site internet**

En ce qui concerne la participation aux réunions des formations, M. Jean-Pierre Puig juge qu'avec 36 personnes en moyenne, la situation au premier semestre est comparable à celle des deux années précédentes (33 personnes en moyenne en 2005 et 39 en 2004). La part des utilisateurs, quant à elle, s'élève à 46 %, soit un niveau comparable à 2005 et plutôt supérieur aux années précédentes, dont la moyenne se situait autour de 40 %.

Par ailleurs, la participation est généralement plus faible dans les formations économiques, comme les formations « commerce et service » ou « industrie, IIA, énergie ». Il en est traditionnellement de même pour la formation « monnaie et finances » qui cette année, avec 12 utilisateurs, a obtenu une participation deux fois supérieure aux années précédentes. Ceci s'explique sans doute par le caractère très technique des discussions.

Enfin, les aspects thématiques sont importants. La formation « emploi, revenus » s'est ainsi réunie deux fois au premier semestre. La réunion d'hiver, qui était purement thématique, a réuni 64 participants alors que celle de printemps, dont certaines figures étaient imposées, est restée dans la moyenne, avec 38 participants.

S'agissant de la fréquentation du site, M. Jean-Pierre Puig indique qu'avec 35 000 internautes par mois en 2006 contre 25 000 en 2005 et 15 000 à 20 000 au premier semestre 2004, elle est en progression régulière. Enfin, la lettre hebdomadaire compte actuellement 720 abonnés.

Le Président remercie les participants et clôt la séance.

L'Assemblée plénière aura lieu le 18 décembre 2006 après-midi.

BUREAU DU 10 NOVEMBRE 2006

PARTICIPANTSMembres du BureauOrganisme représenté ou titre de présence

M.	BOMPARD Jean-Pierre	CFDT
M.	CHARPIN Jean-Michel	Insee
M.	DUPORT Jean-Pierre	Président du Bureau, vice-président du Cnis
M.	EL NOUTY Charles	CGPME
M.	LE CLERCQ de LANNOY Eric	APCM
M.	PAILLARD Francis	APCM
M.	PASSET Olivier	Centre d'analyse stratégique
M.	RENARD Yvonick	MEDEF
M.	ROBIN Benoît	CGT-FO
M.	VINCENT François	CFE-CGC

Autres participants

M.	AUDIBERT Pierre	Insee
M.	BÉGUIN Jean-Marc	Insee
M.	BERNADET Maurice	Président du groupe de travail « Inventaire des besoins d'information sur les transports »
M.	FREYSSINET Jacques	Président du groupe de travail « niveaux de vie et inégalités sociales »
M.	GARAGNON Jacques	Insee, Président du Comité du label
M.	LE GLÉAU Jean-Pierre	Insee
M.	LOLLIVIER Stéfan	Insee
M.	MOREL Bernard	Insee
M.	PUIG Jean-Pierre	Secrétaire général du Cnis
M ^{me}	SAGLIETTI Carla	Secrétaire générale adjointe du Cnis
M.	SAUNIER Jean-Marie	SESP – Ministère des transports

Excusés

Mme	BRIAUMONT Dorothée	FNSEA
M.	CORDIER Jean	Banque de France
M.	DESCOLONGES Pierre-Marie	Membre élu, CESR Ile-de-France
M.	DURAND Denis	CGT
M.	MARTEAU Didier	FNSEA

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

1. Introduction de Jean-Pierre Duport, président du Bureau
2. Point d'actualité - Jean-Michel Charpin
3. Présentation des travaux du groupe de travail « Niveaux de vie et inégalités sociales »
Jacques Freyssinet
4. Présentation des travaux du groupe de travail « Inventaire des besoins d'information sur les transports » - Maurice Bernadet
5. Présentation du programme à moyen terme 2008-2012 d'Eurostat - Jean-Marc Béguin et Stéfan Lollivier
6. Présentation de l'avis général 2007 - Jean-Pierre Puig
7. Point sur la préparation de la Rencontre du Cnis sur la diffusion de l'information statistique
Pierre Audibert
8. Points divers

I. Introduction

Le Président ouvre la séance et remercie les membres du Bureau d'avoir bien voulu avancer l'heure de début de cette réunion à 8 heures 30. M. Jean-Michel Charpin doit, en effet, assister aux obsèques de M. Yves Ullmo, ancien directeur des synthèses de l'Insee et Commissaire adjoint au Plan dont le Président tient à saluer la mémoire. Il présente, ensuite, les excuses de Mme Briaumont ainsi que de MM. Cordier, Descolonges, Durand et Marteau. Ce dernier ne peut se libérer les lundis et vendredis. Le Président propose donc que le secrétariat recense les contraintes de chacun pour fixer des dates de réunion qui conviennent au plus grand nombre. Il précise qu'une nouvelle suppléante, Mme Dorothée Briaumont, a ainsi été désignée pour représenter la FNSEA.

Le Président annonce qu'une petite correction a été demandée par M. Benoît Robin à la page 10 du procès verbal de la réunion du 26 juin 2006. Il faut lire le début de l'avant-dernier alinéa ainsi : « *M. Benoît Robin exprime son adhésion concernant le code de bonnes pratiques qui doit être un outil pour améliorer la qualité des travaux réalisés et non être une simple finalité* ». Le Président propose d'approuver ce procès-verbal en l'absence d'autres remarques.

Dans une longue lettre, M. Denis Durand a transmis au Président un certain nombre de remarques et d'interrogations notamment sur le groupe de travail « niveaux de vie et inégalités » et l'avis général 2007.

Le Président rappelle que le Bureau s'efforce de ne pas modifier les avis des formations sur le fond. Le Président a également reçu une lettre de l'intersyndicale du service statistique public qui porte notamment sur les craintes d'une éventuelle remise en cause de l'indépendance des services statistiques des ministères. Il propose que ce sujet soit examiné à la lumière de la Rencontre qui se tiendra le 22 janvier et qui traitera de la diffusion. Il convie l'ensemble des membres du Bureau à participer à cette manifestation.

Le président rappelle que l'Assemblée plénière du Cnis se tiendra le 18 décembre après-midi en présence de M. Hervé Carré, directeur général d'Eurostat, qui présentera les grandes orientations de la statistique européenne.

Le Président annonce, ensuite, que M. Jean-Baptiste de Foucauld souhaite quitter la présidence de l'interinformation statistiques sociales et de la formation démographie, conditions de vie. Il sera remplacé, comme président de l'interinformation, par Mme Claire Bazy Malaurie, qui préside également la formation éducation, formation. Son remplacement au sein de la formation démographie, conditions de vie n'est pas encore assuré.

II. Point d'actualité (Jean-Michel Charpin)

M. Jean-Michel Charpin rappelle que le secrétaire général du Cnis est, en vertu de l'article 8 du décret relatif au Cnis, le directeur de l'Insee chargé de la coordination statistique. De ce fait, il tient à informer le Bureau que M. Jean-Pierre Puig, qui assure cette fonction depuis une dizaine d'années, a souhaité rejoindre l'Inspection générale de l'Insee. Ce départ n'est pas encore officiel et aura lieu après l'Assemblée plénière du mois de décembre, ce qui n'aura donc aucune incidence sur sa préparation. M. Jean-Michel Charpin informe également le Bureau de son intention de nommer à ce poste M. Phillipe Cuneo, chef de service de la Drees depuis six ans.

Au mois de février 2007, Mme Carla Saglietti rejoindra, pour sa part, le Conseil économique et social en tant que responsable de la mission Insee, en remplacement de M. Pierre Mondon qui partira à la retraite.

M. Jean-Michel Charpin aborde ensuite les questions européennes et, en premier lieu, celle de la subsidiarité, qui avait fait l'objet de discussions lors des deux précédentes réunions du Bureau. Le Vice-président du Cnis avait, dans ce contexte, adressé un courrier au directeur général d'Eurostat pour exprimer ses préoccupations. Au mois de juillet, M. Hervé Carré, nouveau directeur général d'Eurostat, a accepté de revenir à la situation antérieure, considérant que la statistique est une responsabilité partagée entre les Etats membres et l'Union et que le principe de subsidiarité s'y applique. L'affaire est donc close.

Eurostat est, par ailleurs, soumis depuis de longs mois à une pression forte sur le thème des priorités négatives de la part de certains Etats membres. Certains d'entre eux ont même menacé de ne pas voter le programme statistique à moyen terme si des initiatives importantes n'étaient pas prises en la matière. Eurostat a donc avancé un projet phare de priorités négatives extrêmement visible portant sur la réforme d'Intrastat. Il s'agit de passer au principe de flux unique : au lieu de mesurer en même temps importations et exportations au risque de faire apparaître des incohérences dans les déclarations, seul l'un des flux sera mesuré, l'autre se déduisant par addition des flux opposés. L'instruction de ce dossier démarre. M. Jean-Michel Charpin souligne que les Etats-Unis et le Canada ont adopté le principe du flux unique depuis plusieurs années à la satisfaction générale. Mais de nombreuses questions doivent être expertisées. Faut-il choisir les importations ou les exportations ? Quelles seront les conséquences de cette réforme sur le contenu des comptes nationaux et leur calendrier ? Que se passera-t-il si certains pays décident de maintenir la mesure des deux flux ? Enfin, quelle est la conséquence d'une telle initiative sur la nature d'Eurostat, sachant que le calcul du deuxième flux est un véritable travail statistique pour lequel Eurostat ne dispose pas, pour l'instant, du personnel qualifié nécessaire ? M. Jean-Michel Charpin précise que la France attend l'instruction du dossier et n'a pas pris, à ce stade, de position négative sur le sujet.

Enfin, M. Jean-Michel Charpin tient à informer le Bureau de difficultés apparues sur un dossier. Sous l'impulsion d'Eurostat, une enquête pilote sur les stratégies de délocalisation et d'implantation à l'étranger doit être lancée en 2007. 23 pays ont annoncé, à ce jour, leur intention d'y participer. La France a, pour sa part, projeté de la mener sur trois secteurs, l'équipement mécanique, les activités informatiques et les transports de marchandises et la logistique, avec, pour maître d'ouvrage, le SESP du ministère de l'Equipement et l'Insee. Ce projet a été présenté à l'interinformation statistiques d'entreprises du Cnis. M. Yvonick Renard s'est opposé à l'avis d'opportunité de cette enquête, ce qui pose évidemment problème. En effet, l'opportunité d'une telle enquête ne peut faire discussion tant est forte la demande sociale qui s'adresse au système statistique quant à une meilleure compréhension des phénomènes de délocalisation et d'implantation à l'étranger. En outre, il serait extrêmement gênant qu'une enquête auprès des entreprises dont la qualité dépendra de leurs réponses recueille un avis négatif de la part de leur représentant le plus légitime, le Medef. M. Jean-Michel Charpin précise que l'instruction de ce dossier peut se faire sans urgence.

Revenant sur l'enquête sur les stratégies de délocalisation et d'implantation à l'étranger, le Président indique que la CGT s'est déclarée tout à fait favorable à ce projet qui répond, selon M. Denis Durand, à une demande européenne. La CGT soutient les propositions présentées pour examiner cette enquête en opportunité lors de l'interformation statistiques d'entreprises exceptionnelle au printemps prochain. Le Président propose donc de reporter le débat.

M. Yvonick Renard souhaite expliquer sa position par un certain flottement sur l'objectif de cette enquête. Envisager l'existence de stratégies de délocalisation serait, en outre, selon lui, mal comprendre le sens du terme « stratégie ». Personne ne conteste que la mondialisation génère une compétition plus accrue. Dans ce contexte, il conviendrait plutôt de renseigner les entreprises françaises sur les compétiteurs étrangers.

Pour M. Jean-Pierre Bompard, un compromis sur ce sujet sera nécessaire. S'agissant de la notion de priorités négatives, le Bureau a déjà estimé qu'il n'était pas inacceptable de faire des arbitrages. La véritable question est de savoir sur quels projets, autres qu'Intrastat, peuvent porter ces arbitrages.

M. Yvonick Renard rappelle que la notion de flux unique a déjà été envisagée avec l'opération Slim (Simpler Legislation on Internal Market) il y a dix ans et qu'elle avait été retardée dans sa mise en application. Cette opération suscite moins d'inquiétude pour le Medef que la diminution du détail dans la nomenclature douanière.

En réponse à M. Jean-Pierre Bompard, M. Jean-Michel Charpin fait savoir que d'autres initiatives seront prises dans le cadre du CPS pour faire évoluer le système statistique européen mais que leurs conséquences ne seront pas d'ampleur comparable. M. Jean-Michel Charpin partage la position de M. Yvonick Renard : dans le principe, le projet de flux unique ne réduira pas la quantité d'informations produites. S'il est correctement préparé, il permettra d'obtenir les mêmes données pour un moindre coût. Il faudra simplement s'assurer que cette opération ne perturbe pas trop les comptes nationaux.

III. Présentation des travaux du groupe de travail « Niveaux de vie et inégalités sociales » (Jacques Freyssinet)

M. Jacques Freyssinet présente deux documents au Bureau : un projet de rapport, d'une cinquantaine de pages, accompagné de nombreuses annexes techniques, d'une part, et un texte intitulé « Présentation et synthèse » qui s'achève sur des préconisations prioritaires, d'autre part.

M. Jacques Freyssinet organisera son exposé en quatre points : l'hétérogénéité de la demande d'information ; les caractéristiques de l'offre d'information ; la multi-dimensionnalité des phénomènes d'inégalités et ses conséquences sur la structuration du système d'information ; la nature du système d'information proposé par le groupe. Il conclura son propos sur les conditions de suivi des travaux du groupe.

M. Jacques Freyssinet indique que la demande d'information statistique est à la fois forte et hétérogène. De ce fait, elle comporte des éléments de contradiction et des tensions difficiles à résoudre apparaissent. Les acteurs sociaux au sens large (organisations syndicales, professionnelles, monde associatif) expriment une insatisfaction quant à la nature des indicateurs statistiques qui fournissent une information ne correspondant pas au vécu de leurs responsables. Une critique portant sur la difficulté d'appropriation de cette information est également formulée. Or une plus grande pertinence suppose une plus grande complexité, donc des indicateurs dont l'appropriation sera plus difficile pour un public non-expert en statistique.

Les acteurs territoriaux, eux, expriment une demande de comparabilité aux différents échelons territoriaux, avec des indicateurs normalisés qui permettent de mesurer des inégalités entre territoires, d'une part, et d'autre part, ils souhaitent avoir accès à une information statistique la plus fine possible afin de pouvoir mener leurs recherches, ce qui conduit à une prolifération des informations et des indicateurs mobilisés. Enfin, la décentralisation a provoqué une certaine réticence des collectivités territoriales quant à la remontée de l'information. M. Jacques Freyssinet en conclut qu'une entente doit être trouvée avec ces acteurs.

Enfin, la demande des chercheurs porte sur un accès aux sources primaires les plus riches et les plus complètes possibles, dans des délais réduits au maximum, avec une totale liberté des méthodes, des hypothèses et des problématiques pour les exploiter. Le groupe de travail comprend cette demande mais souhaite que les résultats de ces recherches puissent ne pas seulement se juxtaposer mais pouvoir être rendus comparables grâce à la construction d'un éventail d'indicateurs et de concepts élémentaires.

Concernant la nature des informations à retenir pour répondre à toutes ces demandes, M. Jacques Freyssinet souligne d'abord que le mandat du groupe de travail porte sur la mesure des inégalités. Le rapport traite de l'ensemble de la distribution des revenus, la pauvreté n'étant considérée que comme un aspect des inégalités. Par ailleurs, le groupe de travail, considérant que l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) assure un travail de qualité, a estimé qu'il n'y avait pas lieu de dupliquer les résultats qu'il produit ni les indicateurs qu'il retient.

Le groupe de travail propose, par ailleurs, des indicateurs de diagnostic permettant de mettre en évidence et de caractériser des inégalités et non pas des indicateurs d'évaluation des politiques publiques. Ces informations sont de nature totalement différente. En effet, les indicateurs d'évaluation supposent des problèmes d'imputabilité, qui sont extrêmement complexes et qui visent à déterminer si la politique publique est à l'origine de certaines situations ou modifications de situations observées.

Le groupe de travail est, en outre, parfaitement conscient du caractère partiel mais indispensable, dans la compréhension des inégalités, d'une mesure statistique. Dans ce domaine, ce qui est chiffrable ne rend compte que d'un aspect de la réalité, ce qui explique les fortes critiques qui émanent notamment du secteur associatif. Il n'y a pas de volonté hégémonique dans ce domaine : les informations statistiques doivent être confrontées à d'autres sources d'information, notamment celles qui sont détenues par les acteurs engagés, à titre professionnel ou associatif, dans des actions les confrontant aux phénomènes de pauvreté mais il n'y a de débat social légitime possible que sur la base d'une information statistique reconnue comme fiable.

Enfin, un certain nombre de membres du groupe ont, à juste titre d'un point de vue logique, souligné le fait qu'il n'était pas possible de construire des indicateurs des inégalités sans avoir une représentation, même implicite, de la façon dont sont produites ces inégalités. Aux yeux de M. Jacques Freyssinet, comme à celui de la majorité des membres du groupe de travail, il apparaît, toutefois, impossible de mettre en œuvre, au niveau du système statistique public, un modèle explicatif de la production des inégalités. Les acteurs sociaux, dans leurs débats, peuvent, en revanche, en confronter plusieurs. Dans le même temps, le système statistique doit fournir des éléments qui ne soient pas purement descriptifs et qui permettent de progresser dans des analyses plurielles voire contradictoires.

Dans ce contexte, le groupe de travail a donc mené une réflexion sur les critères de désagrégation, qui sont déjà des hypothèses sur ce qui produit des inégalités. Pour les ménages, l'idée serait de confronter systématiquement une désagrégation par catégorie sociale ou socioprofessionnelle, selon la composition des ménages et, enfin, selon les positions des membres du ménage à l'égard du marché du travail. A l'échelle des individus, la démarche proposée par le groupe de travail est plus banale : elle consiste à prendre en compte l'âge, le sexe et l'origine géographique, à condition d'éviter les interprétations naïves.

Le groupe de travail a également souligné l'importance des analyses de trajectoires, riches d'enseignements. Sur le court terme, par exemple, l'enquête emploi en continu fournit des matrices de transition sur un trimestre. Le groupe a mis un accent très fort sur le développement non pas des sources, mais de l'exploitation de ces sources dans une perspective de repérage des mécanismes générateurs d'inégalités dans les trajectoires des individus et des groupes sociaux.

Le groupe a affirmé en troisième lieu le caractère multidimensionnel des inégalités. Un temps important a été consacré à un débat sur l'intérêt d'un indicateur unique ou synthétique, comme celui du Pnud. Un accord général a été trouvé sur l'intérêt méthodologique d'un tel indicateur mais avec une réticence forte pour que le groupe propose un indicateur unique. Les arguments techniques avancés restent secondaires. La véritable question est autre : il ne peut y avoir d'indicateur synthétique que s'il y a révélation de la fonction de préférence collective. Si les inégalités sont

multidimensionnelles, il faut hiérarchiser les différentes inégalités. Le système statistique public n'a pas cette compétence qui relève du débat politique. L'appareil statistique doit, pour sa part, fournir des informations aussi précises que possible sur chacune des dimensions des inégalités. Il appartient au débat social, le cas échéant, de les traduire en indicateur synthétique.

Les propositions du groupe de travail s'organisent autour de trois grands types d'inégalités :

- Les inégalités monétaires concernent essentiellement le revenu et le patrimoine : M. Jacques Freyssinet souligne les importantes lacunes en matière de connaissance du patrimoine et de ses revenus. Dans ce domaine, des progrès majeurs sont indispensables. Il apparaît, en outre, important de définir une information fiable sur l'impact des mécanismes de redistribution. Or en la matière, la définition du revenu avant redistribution n'est pas simple ce qui complique la situation. De la même façon, il n'est pas évident de déterminer ce qui relève ou non de la redistribution. Enfin, le domaine du pouvoir d'achat et des indices de prix catégoriels fait l'objet d'une forte demande, notamment de la part des organisations syndicales. Dans ce domaine, des instruments sont disponibles, mais des progrès en matière de mise à jour régulière et d'accessibilité sont attendus.
- Les inégalités en condition de vie (consommation, conditions d'existence, etc.) : en premier lieu, il est désormais possible, grâce à l'enquête Silc, de calculer un score global sur un certain nombre de consommations ; en second lieu, le groupe de travail considère nécessaire d'identifier avec les spécialistes, par grand domaine, des indicateurs pertinents. Le groupe a surtout travaillé sur les aspects éducation, formation, santé et logement, sans ignorer le fait que d'autres dimensions existent.
- Les inégalités face au travail et à l'emploi : instabilité et insécurité, qualité de l'emploi, conditions de travail, risques professionnels.

Quatrième point majeur aux yeux du groupe de travail : la mise en place d'un système d'information complet, accessible et cohérent, avec un point d'entrée unique pour les usagers. En effet, à l'heure actuelle, l'information est extrêmement riche, mais l'utilisateur, même expert, est confronté à l'hétérogénéité des points d'entrée, des sources et des désagréments proposées. Dans ce contexte, il apparaît indispensable qu'une unité soit responsable de la gestion de l'information, en la collectant là où elle se trouve et en fournissant un mode d'emploi et un système de guidage dans le dispositif. Ce dernier doit reposer sur une sorte d'arborescence. A partir d'indicateurs de base, d'un nombre compris entre 30 et 40, toute une série de désagréments et la production d'un éventail d'informations croisées devraient être possibles avec l'ensemble des appuis techniques et méthodologiques nécessaires. Un débat est ouvert sur l'intérêt d'extraire une dizaine d'indicateurs pour une fonction de communication, à l'image de l'action menée par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Une telle initiative permettrait de mettre l'accent sur la nécessité d'avoir une vision multidimensionnelle de la pauvreté et introduirait des analyses plus fines. Enfin, le groupe, conscient de la sélection qu'implique l'accès à un système statistique de ce type, a considéré qu'un rapport annuel à vocation pédagogique pourrait présenter et analyser les résultats les plus significatifs.

M. Jacques Freyssinet conclut son exposé par trois remarques. Le groupe a énormément travaillé, tenant une quinzaine de réunions. Un travail d'approfondissement doit, néanmoins, être encore mené, à la fois dans le cadre du système statistique public et au sein des formations spécialisées. Le groupe de travail souhaite, toutefois, que cet approfondissement du rapport par les formations ne soit pas une condition à la mise en œuvre de ses recommandations. Il propose donc que, dès maintenant, l'Assemblée plénière tire les enseignements de ce rapport.

Il semble également essentiel qu'un suivi de mise en œuvre du rapport soit assuré, par exemple par l'interinformation statistiques sociales qui a une vision d'ensemble du domaine. Dans ce but, une douzaine de préconisations du rapport ont été sélectionnées parmi la cinquantaine du rapport ; elles pourraient représenter un test de la volonté de mise en œuvre des suggestions du groupe de travail.

M. Jacques Freyssinet souligne, enfin, la richesse de ce groupe de travail. Ses débats ont été fructueux et animés. Des positions contrastées se sont exprimées. Les membres du groupe ont souhaité savoir si le rapport pourrait être accompagné d'un certain nombre d'annexes présentant les différents points de vue en présence.

Le Président remercie M. Jacques Freyssinet pour son exposé très clair mais également pour le travail considérable réalisé par le groupe de travail ; il ouvre le débat.

M. François Vincent souhaite que la ventilation des indicateurs par catégorie socioprofessionnelle ne présente pas une stigmatisation sociale caricaturale en opposant les cadres aux ouvriers non qualifiés ce qui ne permet pas nécessairement, par ailleurs, de réaliser des comparaisons internationales. Il conviendrait donc plutôt de considérer la moyenne pour observer la façon dont les différentes catégories socioprofessionnelles se situent par rapport à elle.

M. Benoît Robin remercie M. Jacques Freyssinet pour sa synthèse et salue les travaux du groupe qui a eu une véritable volonté de faire avancer en profondeur la réflexion sur la question de la mesure des inégalités. Il approuve la démarche visant à laisser le débat social trancher sur un certain nombre de points et n'a pas de remarque sur le projet d'avis général.

M. Jean-Pierre Bompard considère, quant à lui, que l'appropriation nécessaire par un certain nombre de responsables, au-delà des cercles du Cnis, imposerait d'illustrer les ratios par une maquette. Il souligne, ensuite, qu'un travail reste à mener sur un certain nombre d'inégalités qui n'ont pas été examinées (sécurité des personnes, inégalités environnementales, etc.). Il estime, par ailleurs, qu'un rapport annuel serait très probablement apprécié.

Enfin, M. Jean-Pierre Bompard se déclare préoccupé par la question des annexes. A ses yeux, un groupe de travail doit produire un compromis et il est donc réservé quant à la production d'annexes dissonantes.

M. Yvonick Renard aborde la question des correctifs de prix. Sur ce plan, le Medef souhaiterait que le Bureau du Cnis adopte une motion de soutien à l'indice des prix à la consommation. Il ne considère pas que l'exemple de l'Allemagne soit à suivre en permettant, sur le site de l'Institut national statistique, de calculer un indice des prix individuel à partir de sa structure de consommation.

Le Président donne lecture du commentaire de M. Denis Durand sur ce groupe de travail : « *Le rapport, amélioré au fil des réunions du groupe, peut constituer une contribution marquante au débat, si sensible, qui se développe sur ce sujet depuis quelques années. Un document joint à ce message contenait déjà nos réactions face à une première version du rapport. Nous avons eu l'occasion de souligner notre soutien à plusieurs choix énoncés dans la synthèse présentée par le président à l'interinformation sociale du 6 octobre. La CGT fournira au groupe de travail une contribution dont elle demande qu'elle soit publiée en annexe du rapport final.* »

En réponse à M. Yvonick Renard, M. Jean-Michel Charpin fait remarquer que, dans tous les pays de la zone euro, depuis l'introduction de l'euro, la perception de l'inflation par l'opinion s'est écartée de la mesure qu'en donnent les instituts statistiques. Les enquêtes conjoncturelles auprès des ménages posent une question qualitative à six modalités sur l'inflation. Un traitement robuste permet de la transformer en mesure quantitative. Cette enquête étant européenne, cette procédure peut être appliquée pour tous les pays européens. Elle montre qu'en France, comme dans tous les pays de la zone euro, au moment de l'introduction de la monnaie fiduciaire euro, ce décrochement s'est produit, avec une ampleur comparable aux autres pays. Cet écart ne s'est résorbé que dans deux pays, l'Allemagne et les Pays-Bas. De ce fait, l'Insee s'est intéressé à cette initiative allemande qui a consisté à mettre en ligne un tableur individuel afin de montrer que l'évolution des prix pour chacun est différente de la moyenne. Des travaux pédagogiques sont en cours en France afin de sortir de la controverse qui rend suspect l'indice des prix.

M. Stéfan Lollivier salue la qualité du travail réalisé. Le rapport est extrêmement ambitieux et aura des effets sur le programme à moyen terme. Mais il précise que certaines préconisations seront d'ores et déjà prises en compte dans le programme 2007 de l'Insee.

S'agissant de l'expression des différents points de vue en annexe, M. Jacques Freyssinet ne souhaite pas prendre position personnellement sur une prérogative qui lui semble être celle du Bureau.

Ensuite, il considère la demande portant sur la maquette parfaitement légitime. Reste à savoir s'il est possible de la réaliser avant la prochaine Assemblée plénière du Cnis ou si cela doit être intégré aux

travaux qui seront présentés l'an prochain à l'interformation statistiques sociales, compte tenu de la charge de travail des rapporteurs.

En ce qui concerne les indices de prix, M. Jacques Freyssinet rapporte que le groupe a eu le souci de ne pas déborder de son champ de compétences. Le seul élément sur lequel il a mis l'accent est la publication régulière d'indices de prix catégoriels, qui permet une mise en évidence de phénomènes d'inégalités.

Enfin, s'agissant du problème des cadres, M. Jacques Freyssinet attire l'attention du Bureau sur le fait qu'en général, le groupe a privilégié des indicateurs du type premier décile / dernier décile. Les catégories cadres / ouvriers non qualifiés sont utilisées pour caractériser le fonctionnement du marché du travail parce que représentant les catégories extrêmes, significatives du fait de leur relative homogénéité.

Le Président, qui rédige actuellement un rapport sur le service public à la demande du Premier Ministre, est, pour sa part, sensible aux inégalités d'accès aux services publics et, tout particulièrement, aux inégalités d'accès à la santé.

Concernant l'indice des prix à la consommation, cette question ne peut pas être traitée aujourd'hui ni faire l'objet d'un avis.

En ce qui concerne les annexes, le Président rappelle que le groupe de travail a produit un rapport qui ne se situe pas dans une logique d'opinions minoritaires. En revanche, à l'occasion de l'Assemblée plénière du Cnis, il propose que les membres du Conseil puissent demander que leur déclaration soit annexée au procès-verbal de l'Assemblée.

L'avis général n°11, qui porte sur le groupe de travail, est adopté :

Le Conseil salue la qualité des travaux et approuve les recommandations du groupe de travail niveaux de vie et inégalités sociales en vue de mettre à la disposition de tous les utilisateurs un système public d'information à la fois complet, détaillé, cohérent, bien documenté et accessible à tous avec un point d'entrée unique.

Il soutient la volonté du groupe de hiérarchiser les recommandations du rapport en vue de le rendre opérationnel et de permettre un suivi de sa mise en œuvre. Dans ce contexte, il souligne l'importance d'une liste d'indicateurs « de base », avec la présence conjointe d'indicateurs nationaux et d'indicateurs territoriaux présentant différents niveaux de désagrégation spatiale. Il appelle l'attention sur la priorité à accorder à la mise en place d'un système d'information fiable sur les patrimoines et leurs revenus.

Il souhaite qu'un rapport annuel, établi sur la base des principaux indicateurs retenus, permette de contribuer à l'élaboration d'une synthèse pertinente sur l'évolution des inégalités. Il souhaite également qu'une large diffusion soit assurée au niveau national et européen.

IV. Présentation des travaux du groupe de travail « Inventaire des besoins d'information sur les transports » (Maurice Bernadet)

M. Maurice Bernadet rappelle que le groupe de travail a été constitué à la demande du Comité des directeurs transport du ministère de l'Équipement, présidé par M. Claude Brossier, membre du Conseil général des Ponts. Cette demande, datant du mois de janvier 2004, a été relayée par la formation Transports, tourisme du Cnis et approuvée par le Bureau du Cnis qui a décidé de la création de ce groupe de travail à la fin de l'année 2004.

M. Maurice Bernadet reconnaît que le mandat de ce groupe de travail était très ambitieux. Même si le rapport est tout à fait substantiel, il n'a pas pu satisfaire entièrement la demande.

En outre, cette mission ne devait pas durer deux ans. Cette durée excessive mérite quelques explications.

D'abord, le groupe a estimé nécessaire de solliciter les acteurs ayant besoin de ces statistiques sur les transports ; la réorganisation du ministère a perturbé ces entretiens. Cet événement a provoqué un retard d'au moins six mois dans le déroulement de la mission.

Ensuite, les rapporteurs désignés par le Cnis ont dû gérer cette mission en plus de leur charge normale. De ce fait, ils ont rencontré d'importantes difficultés à mener à bien les tâches qui leur avaient été confiées. Un troisième rapporteur a pu heureusement se joindre aux deux premiers nommés. M. Maurice Bernadet tient par ailleurs à remercier MM. Emmanuel Raoul et Jean-Marie Saunier pour le temps qu'ils ont consacré au groupe de travail.

Le rapport est construit en quatre chapitres. Une introduction rappelle la mission et ses objectifs.

Le deuxième chapitre présente les besoins d'information ressentis par catégorie d'acteurs – citoyens, chercheurs, opinion publique, journalistes, associations, etc. Une réflexion spécifique sur les besoins propres de l'Etat en fonction de ses rôles a été conduite dans ce cadre. En effet, l'Etat a besoin d'informations statistiques sur les transports pour différentes raisons. Dans la situation actuelle, les différents rôles de l'Etat et les raisons pour lesquelles il demande des informations ne sont pas toujours clairs pour les opérateurs qui, de ce fait, répugnent quelque peu à fournir ces informations. Pour le groupe de travail, ce phénomène constitue l'une des raisons des difficultés ressenties. Il a donc estimé nécessaire que soient établies des cloisons étanches entre les informations que l'Etat collecte dans sa mission de contrôle ou dans sa mission de régulation, d'une part, et celles qu'il collecte quand il met en œuvre une politique des transports. Cette question dépasse le cadre de la mission confiée au groupe.

Le troisième point du rapport porte sur la façon dont est organisé le système d'information et distingue le système statistique public, et les règles strictes auxquelles il est soumis, des autres dispositifs.

Le cœur du rapport est constitué du dernier chapitre qui présente un inventaire des besoins, analyse la manière dont le système d'information y répond et formule des recommandations pour remédier aux lacunes et inadaptations constatées. Il est lui-même organisé en quatre points : la connaissance des infrastructures de transports ; les transports de marchandises hors agglomération ; les transports de voyageurs hors agglomération ; les transports de marchandises et de voyageurs en agglomération. Pour chacun de ces points, un état des dispositifs et des informations disponibles, les besoins non couverts ou insuffisamment couverts et des recommandations permettant d'améliorer la situation sont présentés. Au total, le rapport avance une trentaine de préconisations.

M. Maurice Bernadet se propose de présenter quelques remarques d'ordre général et quatre orientations sur les suites qui pourraient être données à ce rapport.

D'abord, la très grande majorité des personnes interviewées ont fait part de leur insatisfaction quant au système d'information existant au motif qu'il ne répond pas ou répond imparfaitement à leurs besoins professionnels. Cette opinion majoritaire doit, toutefois, être interprétée avec précaution. Dans quelques cas, elle correspond sans doute à une dégradation objective de la situation sur le plan de la qualité ou de la quantité des informations. C'est notamment le cas en matière de connaissance des flux de transports internationaux depuis une dizaine d'années. Dans d'autres cas, la dégradation est liée à l'accroissement des délais entre enquêtes périodiques. Il y aurait moins de dégradation objective de la situation qu'une détérioration relative due au fait que, dans le même temps, les besoins ont eu tendance à augmenter, aussi bien qualitativement que quantitativement. Ainsi, l'administration, soumise à des demandes de la part des politiques visant à leur donner des avis mieux étayés sur les décisions à prendre, n'est pas en mesure d'y répondre, l'information de base étant insuffisante.

La deuxième observation générale porte sur l'inquiétude, partagée par nombreuses personnes et que le groupe de travail a reprise à son compte, liée au phénomène de décentralisation ou de privatisation des infrastructures de transport et au refus des opérateurs de fournir des informations qu'ils communiquaient par le passé du fait d'une intensification de la concurrence. L'opérateur à mettre au premier rang dans ce domaine est la SNCF. Avant 2002, elle fournissait des informations sur le transport de marchandises et de voyageurs, de département à département. Aujourd'hui, elle ne communique plus que des données de région à région.

La troisième observation d'ordre général rend compte de l'échec rencontré pour recueillir des propositions d'allègements du dispositif existant afin de dégager des moyens pouvant être affectés à la couverture de nouveaux besoins. Le groupe n'a, en effet, obtenu quasiment aucune réponse à cette question, pourtant posée de manière systématique.

Quant aux suites à donner à la mission de ce groupe de travail, M. Maurice Bernadet estime qu'elles peuvent être formulées par le biais de quelques idées transversales à un grand nombre des recommandations du rapport. La première serait d'adopter les dispositions juridiques et pratiques permettant de répondre aux difficultés qui résultent de la décentralisation et de la privatisation des infrastructures de transport. Cette recommandation pourrait ne pas être reprise dans la mesure où la loi relative à la décentralisation prévoit que des textes d'application concernant le domaine statistique soient adoptés. Le groupe l'estime, toutefois, nécessaire, du fait des lenteurs de l'administration pour adopter les textes nécessaires.

La deuxième observation quant aux suites de la mission porte sur les dispositions juridiques et pratiques permettant d'obtenir des opérateurs de transport les informations nécessaires à la connaissance des flux et des prix. Ce point concerne, au premier chef, les flux ferroviaires tant en marchandises qu'en voyageurs (recommandation n°3 du rapport), même si d'autres modes – aérien (recommandation n°13), routier – sont également visés. Ce dossier est délicat. En effet, à défaut d'obtenir une communication volontaire des informations, il faudra prendre des mesures contraignantes de type législatif. Elles devront être assorties de conditions très strictes assurant les opérateurs que les informations qu'ils communiqueront n'auront d'autres utilisations que statistiques, qu'elles resteront confidentielles et qu'elles ne permettront pas à leurs concurrents de se positionner sur le marché avec des armes plus fines que celles dont ils disposent actuellement. Le groupe de travail n'envisage pas d'autre solution malgré les discussions engagées avec la SNCF.

La troisième observation concerne la connaissance des flux internationaux, essentiellement pour les transports de marchandises quel que soit le mode, terrestre ou non (recommandations n°4 et 5). L'objectif est clair au moment où la mondialisation rend ce problème essentiel. La définition des moyens à mettre en œuvre est, en revanche, délicate, différentes actions devant être lancées en direction des opérateurs de transport, des gérants d'infrastructures de transport et des douanes. Il faudra, en outre, étendre sinon généraliser les enquêtes dites transit.

La quatrième observation porte sur la connaissance des flux intermodaux et les déterminants de choix de modes (recommandations n°9 et 18). En effet, au moment où les politiques affirment la nécessité de développer les flux intermodaux et encouragent les dispositifs facilitant le transfert modal, une meilleure connaissance de ces flux et des facteurs qui permettent de comprendre le choix des modes est apparue essentielle aux yeux du groupe de travail. Il n'existe pas de solution simple : de nouvelles approches seront nécessaires et de nouveaux dispositifs devront être imaginés pour tenter de répondre aux besoins qui se manifestent dans ce domaine.

M. Maurice Bernadet précise que ce rapport, une fois validé par le Cnis, devra à nouveau être soumis aux directeurs transports du ministère. Il leur appartiendra de déterminer les suites à donner à ses recommandations et d'identifier les priorités dans la mesure où le rapport est incontestablement ambitieux.

M. Benoît Robin souhaiterait savoir si les membres du Conseil national du transport ont fait part de besoins particuliers. Il demande des clarifications sur la création d'une agence nationale chargée de collecter et de gérer les informations sur les caractéristiques des réseaux évoqués en page 45 du rapport.

M. Yvonick Renard remercie M. Maurice Bernadet pour son rapport. Il rejoint M. Benoît Robin sur la problématique de consultation des organisations professionnelles. Les transports sont des infrastructures et des moyens de transport. M. Yvonick Renard est donc surpris que les industries automobile, ferroviaire, aéronautique, voire la logistique internationale, n'aient pas été consultées sur leurs besoins. Par ailleurs, le problème soulevé par M. Maurice Bernadet concernant les effets d'une politique concurrentielle sur la possibilité de collecter des statistiques est bien connu dans les secteurs dérégulés. Sur ce point, M. Yvonick Renard estime que la loi de 1951 n'est pas le meilleur instrument pour recueillir des informations.

M. Jean-Pierre Bompard demande si le groupe de travail a exprimé un besoin d'information sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le Président formule quelques remarques de forme. Il conviendra, à l'avenir, que les rapports soient diffusés plus tôt au Bureau. En outre, dès lors qu'un groupe de travail a été constitué, des moyens doivent être dégagés. Pour le Président, les difficultés rencontrées par M. Maurice Bernadet sont inadmissibles.

S'agissant du contenu du rapport, le Président a été frappé par la médiocrité de la connaissance en matière de transports et ce, en présence d'entreprises publiques. Il confirme les analyses de M. Maurice Bernadet quant à la position de la SNCF qui, selon lui, ne se justifie pas. En effet, les entreprises privées ne refusent jamais de répondre à une interrogation statistique pour des questions de concurrence.

Le Président aborde les propositions du rapport, et, rejoignant M. Benoît Robin, exprime son scepticisme sur la nécessité de créer de nouvelles agences. Le système public doit, en effet, pouvoir répondre aux besoins. Autre point de détail, selon le rapport, le rôle d'autorité organisatrice est, aujourd'hui, délégué à la SNCF. Or cela est de moins en moins vrai pour les transports régionaux : ce rôle est assuré par les conseils régionaux.

M. Jean-Michel Charpin remercie M. Maurice Bernadet de ce travail considérable, mené dans des conditions parfois difficiles. Ce rapport est ambitieux. Il contient un certain nombre de propositions de nature institutionnelle qui vont bien au-delà du champ usuel d'intervention du Cnis. Il serait donc très utile qu'il soit présenté et discuté au sein du Comité des directeurs transports et de manière plus large, à un haut niveau, au sein du ministère des transports pour au moins deux raisons. D'abord, un certain nombre d'initiatives institutionnelles proposées dans le rapport pourraient trouver une véritable légitimité au sein des autorités du ministère. Ensuite, les coûts, importants, des progrès à réaliser en matière de statistiques sur les transports ne pourront être assurés que par le ministère.

M. Maurice Bernadet dit son plein accord avec M. Jean-Michel Charpin : le groupe de travail est bien conscient que les besoins d'informations recueillis l'ont conduit à des réflexions qui dépassent le cadre de sa mission, ce qui est d'ailleurs précisé dans le rapport. Les politiques devront se saisir de ces questions, quelle que soit la réponse qu'ils y apporteront.

S'agissant des autres interventions, M. Maurice Bernadet est également conscient des lacunes du travail du groupe en termes de personnes rencontrées. Compte tenu des difficultés rencontrées, la liste initialement établie a dû être réduite. Reste qu'un grand nombre d'organismes et de personnes – présentés en page 40 du rapport – ont pu être interviewés. M. Maurice Bernadet aurait, pour sa part, souhaité pouvoir rencontrer davantage de chercheurs.

Concernant la création d'une agence nationale chargée de collecter et de gérer les informations sur les caractéristiques des réseaux, leurs trafics et l'ensemble des effets externes (page 45), M. Maurice Bernadet précise que la décentralisation a confié 18 000 kilomètres de routes précédemment nationales aux départements. L'information sur ces routes était correcte, bien que parfois insuffisante. Elle risque de devenir très mauvaise si les départements ne maintiennent pas l'effort de connaissance du réseau et des flux, assuré jusqu'à présent par l'Etat, ou s'ils le maintiennent tout en l'adaptant à leurs propres besoins de telle sorte que les informations seraient parfaitement incohérentes. Il a donc semblé important de normaliser les informations en provenance des départements. Il a semblé au groupe de travail qu'il serait peut-être plus facile de constituer une structure distincte de l'Etat, dans laquelle il serait présent aux côtés des départements, plutôt que de laisser cette responsabilité au Sétra.

M. Maurice Bernadet indique, par ailleurs, partager la position de M. Yvonick Renard quant à la loi de 1951. Des dispositions contraignantes obligeant les opérateurs à communiquer l'information sont nécessaires.

En réponse à M. Jean-Pierre Bompard, M. Maurice Bernadet souligne le fait que le rapport n'a pas vocation à traiter des informations détaillées nécessaires à l'évaluation de l'impact des transports dans d'autres champs, notamment le champ environnemental (page 7 du rapport).

Le Président donne lecture de l'avis n°4 de la formation Transports, tourisme :

« Le Conseil apprécie l'analyse des besoins d'information recensés par le rapport « Inventaire des besoins d'information sur les transports ». Constatant que les solutions préconisées dépassent le cadre de la statistique publique, il encourage le ministère chargé des transports à poursuivre les réflexions en son sein et avec les autres acteurs du secteur. Il demande qu'un bilan d'étape de ces réflexions soit présenté pour avis à la formation du Cnis au printemps 2007. »

Le Président propose qu'il soit complété de la sorte : *« Le Conseil apprécie l'analyse des besoins d'information recensés par le rapport Inventaires des besoins d'information sur les transports. Face à l'ampleur de ceux-ci et constatant que les solutions préconisées [...] »*

Pour le Président, il est appréciable que le Cnis, au travers de la formation Transports, tourisme, examine les propositions d'actions du ministère au printemps 2007. A cet égard, il demande que l'avis soit modifié ainsi : *« [...] Il demande qu'un bilan d'étape de ces réflexions et des actions retenues soit présenté pour avis à la formation transports, tourisme du Cnis au printemps 2007. »*

Le Bureau approuve ces modifications.

V. Présentation du programme à moyen terme 2008-2012 d'Eurostat (Jean-Marc Béguin et Stéfan Lollivier)

M. Stéfan Lollivier présente les deux orientations les plus structurantes d'Eurostat dans le domaine social. La première consiste à définir et mettre en œuvre, dans toutes les enquêtes statistiques européennes, un ensemble de variables communes qui permettent d'établir un tableau de composition des ménages. Si les variables sexe, âge, taille du ménage ou localisation ne posent pas problème, le revenu et la stratification sociale font l'objet de débats.

La deuxième proposition d'Eurostat consiste en l'éventuelle mise en place d'une enquête dite omnibus. Il s'agit de définir, à côté des variables communes, des modules complémentaires, périodiques ou apériodiques, sur différents sujets pour répondre aux besoins d'information de la Commission, d'Eurostat ou de la BCE. Ce dossier n'est pas encore finalisé. M. Stéfan Lollivier précise que la France souhaite éviter le « saucissonnage » des différents thèmes d'une même enquête. Il plaide pour l'intégration de ces modules dans les enquêtes existantes du système statistique français qui est plus riche que celui d'autres pays européens dans le domaine social.

Sur ces deux sujets transversaux, des groupes de travail auxquels la France participe ont été constitués.

Dans le domaine de la démographie, le projet de règlement sur les recensements ne devrait pas poser problème : les différents modes de collecte, dont le protocole de recensement français, sont admis. L'idée de réaliser de nouvelles projections de population semble également acceptable. En revanche, le règlement sur les migrations prévoit notamment de fournir des statistiques très fines sur l'émigration ce qui pose problème car les données ne peuvent résulter que d'estimations.

M. Stéfan Lollivier souligne la volonté d'Eurostat de développer les analyses longitudinales dans l'enquête force de travail et l'enquête Silc ; d'étendre le champ des enquêtes sur les salaires et le coût de la main d'œuvre au secteur public ce qui suscite des réticences françaises ; de progresser sur les statistiques de vacances d'emploi ; et d'intervenir dans la révision de la CITP, nomenclature d'emplois internationale.

En ce qui concerne les conditions de vie, Eurostat souhaite harmoniser la collecte des enquêtes emploi du temps, lancer une série d'investigations sur les questions d'inégalités et de pauvreté monétaire et non monétaire et réexaminer les indicateurs sociaux. Sur ce dernier point, la France serait, d'après M. Stéfan Lollivier, plutôt en avance par rapport aux autres pays européens.

En matière de santé, des règlements sont en cours d'élaboration. La mise au point de modules et d'enquêtes quinquennales sur la santé sont à l'étude.

Par ailleurs, Eurostat a la volonté de progresser en matière d'indicateurs sur les discriminations, notamment concernant le sexe et l'origine.

Enfin, Eurostat souhaite progresser sur l'harmonisation des statistiques de sécurité et de justice. M. Stéfan Lollivier indique que l'Insee, le service statistique du ministère de la Justice et l'Observatoire national de la délinquance sont très impliqués dans ce chantier, sachant que les comparaisons internationales sont difficiles du fait que les statistiques administratives sont fondées sur des critères juridiques et que la notion de crime et de délit diffère selon les pays.

M. Jean-Marc Béguin souligne que le programme européen en matière de statistiques d'entreprise consiste en un corps de règlements. Lors de la récente réunion des directeurs de statistiques d'entreprises, un programme à moyen terme 2008-2012 ambitieux a été annoncé. Il s'agit d'un ensemble d'opérations auquel seront affectés des crédits. Il se décline en quatre points dont les deux premiers sont plutôt des déclarations de principe :

- Le premier consiste en un effort d'harmonisation des indicateurs et des priorités.
- Le deuxième vise la révision de l'ensemble des règlements.
- Le troisième point, plus opérationnel, consiste à impulser un mouvement de modernisation de la production statistique dans l'ensemble des pays en développant le recours aux sources administratives, d'une part, et l'usage des micro données, d'autre part. En France, ce mouvement est déjà engagé depuis plusieurs années.
- Enfin, le quatrième point consisterait à moderniser et à simplifier Intrastat : en adoptant le principe du flux unique d'une part et en modernisant d'autre part la pratique quotidienne (implémenter des échanges télématiques, centraliser l'ensemble des déclarations des groupes en un point unique en Europe, etc.).

M. François Vincent souhaite savoir si un budget correspondant au programme statistique européen a été débloqué, rappelant que ce n'était pas le cas au mois de mai. Il soulève, ensuite, la question d'un projet de règlement européen sur la protection sociale.

M. Jean-Pierre Bompard souligne que la question des discriminations nécessite des initiatives européennes comparables à celles qui ont été lancées en France.

M. Francis Paillard, qui a travaillé à l'Assemblée des Chambres des métiers sur les questions de discrimination dans le monde du travail, regrette qu'il n'existe pas d'enquête fiable sur le sujet, notamment du fait des dispositions de la Cnil. Il serait donc souhaitable que l'Insee avance sur ce sujet, de sorte que des informations de qualité, notamment sur les flux, soient disponibles.

Le Président regrette de devoir examiner en si peu de temps un dossier aussi important que le programme statistique européen à moyen terme et ce, même si le Cnis ne peut se substituer aux instances de concertation européennes. Il s'étonne que, dans ce programme, les systèmes d'information liés au réseau transeuropéen soient à ce point négligés vu leur importance. Enfin, le Président a jugé intéressants les éléments relatifs à la société de l'information, point également important.

S'agissant de la question des discriminations, M. Stéfan Lollivier rappelle que les éléments présentés constituent le programme d'Eurostat. Au niveau français, d'autres programmes sont en cours de réalisation. Ainsi, de nombreux éléments sont déjà connus sur les discriminations liées à la nationalité des parents. D'autres seront bientôt disponibles, notamment grâce à l'enquête emploi et l'enquête trajectoires et origines qui a déjà fait l'objet d'une présentation à la formation Démographie, conditions de vie. Reste le problème des discriminations sur les origines ethniques. En effet, la loi autorise le système statistique public à poser des questions sur ce sujet sous réserve d'une autorisation de la Cnil. La question est de savoir si l'Insee utilisera cette possibilité. Il est prévu de réexaminer ce sujet lors de la prochaine réunion de la formation Démographie, conditions de vie.

En réponse à la question de M. François Vincent, M. Jean-Marc Béguin rapporte que le montant financier du programme présenté serait de l'ordre de 5 millions d'euros par an. Il remarque que ce montant, important pour Eurostat, semble trop faible, une fois réparti entre 25 pays, pour changer un système établi.

Le Président insiste sur le fait que la question du réseau transeuropéen aurait mérité davantage d'attention, étant donné le rapport de M. Maurice Bernadet.

VI. Présentation de l'avis général 2007 (Jean-Pierre Puig)

S'agissant de la structure de l'avis, M. Jean-Pierre Puig précise que l'avis revêt une forme traditionnelle avec un avis général et des avis émanant de chacune des formations. L'avis général est structuré d'une part en thèmes transversaux, qui ne font l'objet de discussions qu'au Bureau. Les autres parties de l'avis émanent de la réunion de formations transversales (interformation statistiques sociales du 6 octobre, interformation statistiques économiques du 24 octobre, formation statistiques régionales et locales du 22 septembre). S'y ajoutent l'avis de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales ainsi que celui de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population. Il précise que certains avis des formations, qui présentent un caractère transversal, ont été repris dans l'avis général.

Le Président propose d'examiner les avis un à un.

S'agissant de l'avis n°1, M. Jean-Pierre Bompard ne comprend pas la hiérarchie définie entre l'Insee et l'ensemble du système statistique public. M. Jean-Pierre Puig explique que dans le dispositif de suivi impulsé par Eurostat, le mécanisme d'autoévaluation s'impose d'abord aux instituts nationaux de statistiques et non pas aux autres autorités statistiques. L'Insee a, pour sa part, pris l'initiative de l'étendre. Le Président propose de remplacer « d'abord à l'Insee puis dans l'ensemble du système statistique public » par « à l'Insee et dans l'ensemble du système statistique ».

Les avis n°2 et 3 n'appellent aucun commentaire du Bureau.

S'agissant de l'avis n°4, le Président a reçu une demande d'amendement de la part de M. Benoît Robin qui souhaiterait qu'il soit complété de la sorte : « [...] afin d'élaborer de manière coordonnée et cohérente des indicateurs de développement durable [...] ». Pour le Président, cette proposition ne pose pas problème.

En ce qui concerne l'avis n°5, M. Jean-Pierre Puig souligne le fait que le texte insiste sur le 7 ter, pour lequel quelques difficultés ont été rencontrées.

Le Président a reçu une demande de M. Benoît Robin portant sur l'avis n°6 qui concerne la rencontre du Cnis sur la diffusion et l'accès à l'information statistique. Ce dernier demande que la troisième ligne soit complétée ainsi : « [...] la diffusion de l'information, notamment sur internet [...] ». Le Président ne voit pas d'inconvénient à intégrer cette modification.

M. Jean-Pierre Bompard considère l'avis n°7 tout à fait satisfaisant. Le Président propose de ne pas retenir la suggestion de M. Benoît Robin sur cet avis et qui consistait à ajouter après « des exigences de qualité », « dans le plus strict respect du cadre du Cnis ».

S'agissant de l'avis n°8, M. Jean-Pierre Puig indique que le rapporteur fera le point des travaux en Assemblée plénière. Il est donc possible qu'il soit précisé à cette occasion.

Quant à l'avis n°9, le Président propose de faire une césure après « (5^e caractère) » et de poursuivre par « Ceci permettra d'éviter toute confusion avec la codification utilisée [...] ». M. Benoît Robin a, pour sa part, demandé de remplacer « La Commission donne une approbation d'ensemble au projet » par « Le Conseil du Cnis prend acte que la Commission a donné une approbation d'ensemble au projet ». Pour le Président, cette proposition est justifiée.

Les avis n°10 et 11 n'appellent aucun commentaire du Bureau.

Le Président donne lecture de la proposition de M. Denis Durand relative à l'avis n°12 portant sur l'étude longitudinale française depuis l'enfance (Elfe) : « *Une certaine frustration s'est exprimée après la réunion de l'interformation statistiques sociales du 6 octobre à propos de l'insuffisance des débats sur le projet Elfe. Nous proposons que sur ce sujet très sensible et très emblématique de questions*

qui intéressent l'ensemble de la statistique publique (priorités relatives des études longitudinales et des enquêtes transversales, questions soulevées par l'appariement de données d'enquêtes et de données administratives, conditions à réunir pour assurer la protection de la vie privée dans des systèmes d'information de plus en plus complexes et de plus en plus difficiles à maîtriser...) le Cnis fournisse l'occasion d'approfondir beaucoup plus le débat. Cela pourrait prendre la forme d'une journée d'études à laquelle pourraient participer à la fois l'ensemble des membres du Cnis intéressés et l'ensemble des organismes parties prenantes du projet Elfe ». Considérant cette suggestion intéressante, il propose que l'organisation d'une journée d'études soit retenue. Il est, pour sa part, moins réservé que M. Denis Durand sur les études longitudinales.

Le Bureau accepte cette proposition.

Mme Carla Saggiotti indique que M. Henri Leridon, chef de file du projet Elfe, verrait lui-même un grand intérêt à rapprocher chercheurs et membres du Cnis sur ces questions.

S'agissant de l'avis n°13, le Président formule une observation. Il souhaite que soit précisé le sigle « PCS ».

M. Stéfán Lollivier précise que la PCS est une nomenclature de professions à quatre chiffres tandis que la CS est une nomenclature de stratification sociale à deux chiffres. La question ne porte donc pas uniquement sur la forme.

Le Président lit les remarques de M. Denis Durand sur cet avis : « *Nous souhaitons insister pour que les débats qui ont commencé sur ce point au Bureau et à l'interformation statistiques sociales ne soient pas considérés comme clos mais qu'ils s'élargissent au contraire beaucoup plus, à l'ensemble des partenaires sociaux.* »

Le Président demande au Bureau qu'il laisse le soin au secrétariat d'ajuster la rédaction de cet avis.

En réponse à M. François Vincent, M. Stéfán Lollivier précise que la CIP est une nomenclature internationale du BIT. Elle est extrêmement détaillée, mais correspond moins aux besoins intérieurs français. En effet, en France, la nomenclature des professions se fonde sur les conventions collectives ce qui n'est pas le cas de la CIP mais la CIP est, de toute façon, codifiée.

M. François Vincent propose la modification suivante : « Il souhaite que [...] l'articulation entre PCS rénovée et CIP soit mieux décrite. ». Cela permettrait de montrer qu'il existe une nomenclature européenne qui doit être intégrée aux enquêtes françaises et de ne pas rester à l'écart d'un mouvement européen.

Le Président propose que ce débat soit repris non pas dans l'avis, pour éviter toute confusion, mais dans le compte rendu de cette réunion. Cette question pourra, par ailleurs, être renvoyée à la formation concernée.

Le Président relaie la demande de M. Benoît Robin de voir précisés tous les sigles cités dans les avis.

Au sujet de l'avis n°14, M. Charles El Nouty relève que le problème des PME n'est pas abordé dans cet avis, ce qui pose, à ses yeux, problème. Il a participé à de nombreuses réunions sur ce sujet, notamment en présence de M. Yvonick Renard. Une définition des PME liée à la vision patrimoniale de l'entreprise a été proposée. Il semblerait qu'elle ne convienne pas à certains acteurs. M. Charles El Nouty, qui n'a pas pris position sur cette question lors de l'interformation du 24 octobre afin de pouvoir l'évoquer librement au sein du Bureau, souhaiterait qu'une solution soit trouvée afin de pouvoir cibler cette population d'entreprises patrimoniales. En effet, aux yeux de M. Charles El Nouty, il y a une différence fondamentale entre les entreprises à caractère patrimonial ou non.

Pour le Président, la demande de M. Charles El Nouty pose un problème de méthode. En effet, les formations et interformations sont le lieu de discussion sur le fond des questions aussi importantes pour le système statistique. Le Bureau peut ensuite, mais ensuite seulement, revenir sur des dossiers discutés en formation ou en interformation. Le Président préférerait donc que la formation se saisisse de la question soulevée par M. Charles El Nouty, quitte à ce qu'il porte cette demande au nom du Bureau.

M. Jean-Marc Béguin souhaiterait apporter deux précisions à ce débat. La question qui se pose est la suivante : où classer une filiale d'un grand groupe international qui compte 15 salariés en France ? Cette entreprise doit-elle être considérée comme une PME ou comme un groupe ? L'objet de Résane ne portait pas, au départ, sur la nature des PME.

M. Jean-Marc Béguin ajoute, ensuite, que l'objet de l'avis n°14 était l'organisation d'une réunion extraordinaire de l'interformation statistiques d'entreprise. A cette occasion, le groupe de travail pourra présenter une recommandation répondant aux attentes de M. Charles El Nouty.

Le Président propose que soit précisé, dans le compte rendu de cette réunion, que le Bureau du Cnis exprime le souhait qu'à l'occasion de cette réunion, la question des petites et moyennes entreprises faisant partie d'un groupe soit examinée attentivement.

M. Yvonick Renard propose que le deuxième paragraphe de l'avis n°15 soit complété ainsi : « Le Conseil demande au Sessi de lui présenter au printemps prochain les réponses apportées aux besoins des organisations professionnelles et des entreprises [...] » quitte à supprimer la mention des entreprises au premier paragraphe. Selon lui, l'entreprise est, en effet, le lieu où s'expriment les véritables besoins.

Le Bureau accepte cette proposition de modification.

L'avis n°16 n'appelle aucun commentaire.

Pour M. Jean-Pierre Bompard, l'avis n°17 est totalement obscur pour un lecteur non averti. Il faut donc soit le compléter, soit préciser des sources d'informations.

M. Jean-Marc Béguin ne nie pas qu'un décryptage soit nécessaire. En effet, si au cours des réunions, il a présenté l'ensemble de la situation, règlement par règlement, l'avis et les débats se sont focalisés sur les deux éléments qui posent problème, Intrastat, d'une part, et Prodcum, d'autre part.

Le Président suggère donc de modifier l'avis en mettant deux points à la fin du premier paragraphe, après « 2008-2012 », et de le faire suivre de deux paragraphes, l'un sur Intrastat et l'autre sur Prodcum, en les définissant à chaque fois.

S'agissant de l'avis n°18, M. Yvonick Renard se demande si l'IRL fait bien partie du champ de compétences du Cnis. En effet, à ses yeux, il représente un outil politique plutôt qu'un outil statistique.

Le Président, qui porte un intérêt particulier à cette question, souligne le fait que cet outil est tout de même produit par l'Insee.

Sans répondre à la question soulevée par M. Yvonick Renard, M. Stéfán Lollivier fait un parallèle avec un autre indice. A la demande de M. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, un indice des prix dans la grande distribution a été élaboré. Il a été présenté et discuté au Cnis, contrairement au chariot-type de M. Thierry Breton, qui n'est pas considéré comme un produit statistique. Selon M. Stéfán Lollivier, les outils produits par la statistique publique relèvent donc bien de la compétence du Cnis.

Pour le Président, il est de responsabilité du Cnis d'appeler l'attention sur la qualité méthodologique de ces outils. Il est nécessaire de rester attentif à l'évolution de l'IRL, indice particulièrement sensible. A l'instar de l'indice des prix à la consommation, il a, en effet, une incidence très forte. Le passage de l'indice du coût de la construction à l'IRL a limité la hausse des loyers. Le Cnis doit, selon le Président, rester en adéquation avec la sensibilité de la population. La rédaction de cet avis lui convient donc en l'état actuel.

M. Yvonick Renard rappelle que la pondération de l'IRL n'a pas été, pour sa part, soumise au Cnis.

M. Jean-Marc Béguin admet que les chiffres de pondération sont de nature politique.

Le Président estime toutefois que l'IRL n'est pas en dehors du champ de compétences du Cnis.

Les avis n°19, 20 et 21 n'appellent aucun commentaire.

S'agissant de l'avis n°22, M. El Nouty fait remarquer que le terme « géoréférencer » ne figure pas au dictionnaire.

Le Président en convient.

M. Benoît Robin souhaite que l'avis n°23 soit rédigé ainsi : « Le Conseil encourage les efforts réalisés par les ministères concernés en vue d'améliorer la mise à disposition et la diffusion des informations statistiques, notamment sur internet, nécessaires aux acteurs locaux. » Pour le Président, cette remarque est justifiée.

L'avis n°24 n'appelle aucun commentaire.

En ce qui concerne l'avis n°25, le Président se demande si le terme pluri-communal ne serait pas préférable à celui de « multi-communal ».

M. Bernard Morel comprend, pour sa part, le sens de l'avis.

Le Président laisse le soin à Mme Carla Saglietti de vérifier ce point.

Quant aux avis des formations, le Président propose que l'ensemble des commentaires de M. Benoît Robin ne soient pas retenus pour les raisons invoquées plus haut.

M. Yvonick Renard note, en page 15, un renvoi à propos des indices des directeurs d'achats. Or, pour lui, il ne semble pas opportun de laisser penser que le Cnis cautionne le NTC Research.

Le Président partage cette position.

Le Président relaie la demande de M. Benoît Robin concernant l'avis n°3 de la formation Commerce, services (page 10). Ce dernier souhaiterait qu'il soit complété ainsi : « [...] Il souhaite qu'une large information sur cette nouvelle nomenclature soit faite auprès des entreprises et des instances professionnelles et de salariés concernés. »

VII. Point sur la préparation de la Rencontre du Cnis sur la diffusion de l'information statistique (Pierre Audibert)

M. Pierre Audibert indique que le projet est tout à fait conforme aux décisions du Bureau. Tous les contacts ont été pris. L'ouverture de la Rencontre sera assurée par M. Jean-Pierre Duport. La première demi-journée sera consacrée à la diffusion de l'information statistique sur internet et se décomposera en deux temps. D'abord, deux exposés seront proposés, l'un par M. Günter Schaefer, chef de l'Unité diffusion à Eurostat, l'autre par lui-même. Ensuite, une table ronde, « l'utilisateur face à internet », sera organisée. Elle sera présidée par M. Christian Averous, président de la formation environnement. Y participeront M. Guillaume Duval, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, M. Michel Martinez, directeur des études économiques à Rexecode, et M. Cyril Huorne, directeur du développement et de la stratégie d'Experian, société d'intelligence économique. S'en suivra un débat. L'après-midi sera consacré à « quelle diffusion au-delà d'internet ? ». Trois exposés seront proposés dans ce cadre. Le premier, assuré par M. Günter Schaefer, portera sur la position d'Eurostat et les aspects internationaux en matière d'accès aux données. Ensuite, M. Jean-Patrick Bernard, chef du département Insee Info Service, présentera la politique de l'Insee en direction des chercheurs et les actions menées pour répondre aux demandes d'informations au-delà d'internet. Enfin, M. Bernard Morel, chef du département de l'action régionale de l'Insee, exposera la politique de l'Institut en matière d'accès aux données locales et les systèmes de partenariat. Une seconde table ronde, présidée par M. Jean-Paul Pollin, président de la formation monnaie, finance, balance des paiements, traitera de la façon de concilier l'accès à l'information et la protection de la confidentialité. Trois intervenants ont d'ores et déjà confirmé leur participation : M. Marcel Belliot, délégué général de la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), M. Pierre Falga, journaliste à l'*Express*, et

Mme Jeanne Bossi, chef de la division des affaires publiques et sociales à la Cnil. Des contacts ont également été noués avec la Commission nationale du débat public.

M. Le Gléau indique avoir sollicité M. Georges Mercadal. A ce jour, la CNDP n'a, toutefois, pas donné de réponse quant à son éventuelle participation à la Rencontre du Cnis.

Le Président suggère de solliciter l'autre vice-président de la CNDP, M. Philippe Marzolf, qui représente le mouvement associatif.

Pour M. Jean-Pierre Bompard, ne traiter que de l'utilisateur internet est réducteur. Il estime par ailleurs que la question des services statistiques ministériels, qui représentent un système plus fragile que l'Insee, devrait être abordée.

M. Yvonick Renard précise que Rexecode s'appelle désormais COE-Rexecode. Il s'étonne, par ailleurs, que M. Jean-Pierre Bompard, qui a présidé un certain nombre de travaux sur l'accessibilité de l'information, ne participe pas à l'une des tables rondes. Enfin, la dimension géographique devrait, selon lui, être également abordée.

Le Président relaie la position de M. Denis Durand : *« Comme je l'avais indiqué lors de la réunion précédente du Bureau, sans remettre en cause l'entrée dans l'ère internet comme point de départ et fil conducteur de la Rencontre, nous insistons sur la nécessité d'examiner sous un angle très large l'ensemble des questions posées par les nouveaux modes d'appropriation par les acteurs sociaux des données statistiques. Il nous semble, en particulier, que c'est sous cet angle que peuvent être traités les sujets très sensibles de l'indépendance du système statistique vis-à-vis du pouvoir politique ou de la conciliation entre le « temps statistique » et le « temps politique ». C'est aussi l'objet de la lettre adressée par l'intersyndicale du SSP au Bureau du Cnis, dont je tiens à signaler la pertinence. Nous soutenons toutes les propositions tendant à favoriser une très large expression des utilisateurs à l'occasion de cette rencontre, et en particulier la possibilité, évoquée par le Président au Bureau de juin dernier, de créer un forum en liaison avec les organisations représentées au Cnis. »*

Selon le Président, qui partage le sentiment de M. Jean-Pierre Bompard et M. Yvonick Renard, il manque un représentant des utilisateurs à la première table ronde. La dimension territoriale lui semble bien représentée en la personne de M. Marcel Belliot lors de la seconde table ronde.

VIII. Points divers

M. Francis Paillard aborde la question d'un rapport annuel publié récemment par l'Insee, « France, portrait social ». Selon lui, il comporterait une erreur : ce rapport fait apparaître une baisse sensible du nombre d'artisans. La structure des entreprises retenues (individuelles) n'est pas, selon lui, pertinente et le nombre des artisans a, de fait, augmenté.

Le Président annonce que l'ordre du jour de l'Assemblée plénière comportera, outre une introduction du Président, une intervention du représentant du ministre de l'Economie et des Finances, un point sur les perspectives statistiques européennes, une présentation des travaux du groupe de travail de M. Jacques Freyssinet, une présentation des travaux de la Commission nationale d'évaluation par l'un des rapporteurs, la discussion et le vote de l'avis sur les programmes statistiques et, enfin, un point sur la Rencontre du Cnis.

Constatant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre question n'est soulevée, le Président lève la séance.

PROGRAMMES STATISTIQUES 2007

PROGRAMMES 2007 EXAMINÉS EN 2006

**PROGRAMMES 2007 EXAMINÉS PAR LES FORMATIONS DU CNIS
AU COURS DE L'ANNÉE 2006**

RÉPARTITION PAR FORMATION

AGRICULTURE

- . Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : SCEES ;
Direction des pêches maritimes et aquaculture
- . INSEE : Division agriculture
- . MSA

DÉMOGRAPHIE, CONDITIONS DE VIE

- . INSEE : Départ. de la démographie ; Départ. des prix à la consommation, des ressources et conditions de vie des ménages ; Unité Recensements de la population
- . Ministère de la Justice : S/direct. de la statistique, des études et de la documentation
- . Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire :
Direction centrale de la police judiciaire
- . Ministère de la Culture et de la Communication : DEPS
- . Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative : DPA
- . INED
- . Observatoire national de la délinquance

EMPLOI, REVENUS

- . INSEE : Départ. emploi et revenus d'activité ; Départ. des prix à la consommation, des ressources et conditions de vie des ménages
- . Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement : DARES
- . Ministère de la Fonction publique : DGAFF
- . CEE
- . CEREQ, Départ. Entrée dans la vie active
- . ANPE
- . CNFPT

INDUSTRIE, INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, ÉNERGIE

- . INSEE : Départ. système statistique d'entreprises ;
Départ. de l'industrie et de l'agriculture ;
Division des enquêtes de conjoncture
- . Ministère délégué à l'Industrie : SESSI ; Observatoire de l'énergie
- . Ministère des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales :
Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL)
- . Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : SCEES
- . Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : DEPP
- . Ministère de la Défense, Bureau des études statistiques
- . Premier Ministre : DDM

COMMERCE, SERVICES

- . INSEE : Départ. des activités tertiaires ; Division des enquêtes de conjoncture
- . Ministère des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales : Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL)
- . Premier Ministre : DDM
- . Banque de France

ÉDUCATION, FORMATION

- . Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : DEPP
- . Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement : DARES, sous-direction du suivi de l'évolution des politiques publiques de l'emploi et de la formation professionnelle
- . Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : DGER
- . CEREQ, Départ. Production et usage de la formation continue

ENVIRONNEMENT

- . IFEN
- . ADEME
- . Tous services statistiques concernés

MONNAIE, FINANCE, BALANCE DES PAIEMENTS

- . Banque de France
- . Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : DGCP ; INSEE
- . Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales : DGCL
- . Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : DEPP

RÉPARTITION PAR FORMATION (suite)

SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

- . Ministère de la Santé et des Solidarités : DREES
- . INSEE : Départ. de la démographie
- . CNAF
- . CNAM-TS
- . CNAV
- . MSA
- . IRDES

STATISTIQUES RÉGIONALES ET LOCALES

- . Ministère de l'intérieur et de l'Aménagement du territoire :
Départ. des études et des statistiques locales de la DGCL
- . Insee : Réseau de l'action régionale du DAR
- . Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
Direction générale de la comptabilité publique - 5^{ème} Sous-
Direction – Secteur public local

SYSTÈME PRODUCTIF⁽¹⁾

- . INSEE : Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements
- . Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
DGDDI
- . Tous services statistiques concernés

TRANSPORTS, TOURISME

- . Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer : Direction des affaires économiques et internationales, SESP, en liaison avec les services concernés ;
- . Ministère délégué au tourisme : Direction du tourisme
- . INSEE : Départ. des activités tertiaires

URBANISME, ÉQUIPEMENT, LOGEMENT

- . Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer : Direction des affaires économiques et internationales, SESP ; DGUHC (Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction)
- . INSEE : Div. logement ; Départ. de la conjoncture ;
Départ. de l'industrie et de l'agriculture
- . Ministère des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales :
Direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales (DCASPL)

(1) Les projets de programmes relatifs au système productif sont présentés à la réunion de programme de la formation "Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie", dans la mesure où la formation "Système productif" se réunit, comme chaque année, à l'automne.

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU 18 DÉCEMBRE 2006

L'avis adopté par le Conseil national de l'information statistique au cours de son Assemblée plénière du 18 décembre 2006 est publié dans la collection des Rapports du Cnis (n° 101, février 2007).
Ce rapport est disponible sur le site du Cnis : <http://www.cnis.fr/>

ORDRE DU JOUR

1. Introduction de M. Jean-Pierre Duport, vice-président du Cnis.....	74
2. Intervention du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, président du Cnis	75
3. Perspectives statistiques européennes (Hervé Carré, Directeur général d'Eurostat).....	79
4. Présentation des travaux du groupe de travail « Niveaux de vie et inégalités sociales »..... (Jacques Freyssinet)	83
5. Présentation des travaux de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population (Jean-Luc Heller)	87
6. Discussion et vote de l'avis sur les programmes statistiques 2007	89
7. Points divers	94
AMENDEMENTS AU PROJET D'AVIS	95

LISTE DES PARTICIPANTS

Président du Cnis : M. Thierry BRETON, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,
représenté par M. Jean-Christophe DONNELLIER, conseiller auprès du Ministre

Vice-président : M. Jean-Pierre DUPORT

Membres du Conseil ou leurs représentants

Organisme représenté ou titre d'appartenance

M ^{me}	ARCHAMBAULT Édith	CNVA
M.	BERNADET Maurice	Co-président de la formation Transports, tourisme
M.	BERTHE Sébastien	Mouvements associatifs, droits des femmes (représente Mme GUILBERTEAU)
M.	BERTOLOTI Claude	CNMCCA
M.	BOMPARD Jean-Pierre	CFDT
M.	BOURGEOIS Lucien	APCA (<i>suppléant</i>)
M.	BOURQUIN Jean-Claude	Mouvements associatifs, consommation

M ^{me}	BROCAS Anne-Marie	Ministère de la Santé et des Solidarités
M.	CHARPIN Jean-Michel	Directeur général de l'Insee
M.	CHOUGUIAT Alain	UPA
M.	CORDIER Jean	Monsieur Le Gouverneur de la Banque de France
M.	CROSNIER Dominique	Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative
M.	de KERVASDOUÉ Jean	Président de la formation Santé, protection sociale
M.	DELAPORTE Maurice	MEDEF - Co-président de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie
M.	DUBELLOU Jean-Louis	UNAF (<i>suppléant</i>)
M.	DUCHATEAU Patrick	MEDEF
M.	DUMONT Gérard-François	Chercheurs en sciences économiques ou sociales
M.	DURAND Denis	CGT
M ^{me}	DUSSERT Françoise	Ministère de la Fonction Publique
M.	EL-NOUTY Charles	CGPME
M.	GADREY Jean	Membre du corps enseignant des enseignements supérieurs - Président de la formation Commerce, services
M.	GÉLY Alain	CGT (<i>suppléant</i>)
M.	HELLER Jean-Luc	Ministère délégué aux Collectivités territoriales, co-rapporteur de la commission nationale d'évaluation du recensement
M ^{me}	LÉVY Martine	Ministère de l'Outre-Mer
M ^{me}	MADÉLIN Virginie	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
M.	MAGNIER Antoine	Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement
M.	MALETRAS Rémi	MEDEF (représente Mme de BEAUCOUDREY)
M.	MANSOURI-GUILANI Nasser	CGT
M.	MAURICE Joël	Président de la formation Emploi, revenus
M.	MOURADIAN Serge	CGT-FO (<i>suppléant</i>)
M ^{me}	NGUYEN Élise	UNAPL (représente Michel LETELLIER)
M.	PAILLARD Francis	APCM
M.	PAOLETTI Michel	Conseil économique et social
M.	PASSET Olivier	Représente Mme la directrice générale du Centre d'analyse stratégique
M.	POLLIN Jean-Paul	Président de la formation Monnaie, finance, balance des paiements
M.	PROKOVAS Nicolas	CGT (<i>suppléant</i>)
M.	RAOUL Emmanuel	Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer
M.	REISS Frédéric	Maire
M.	RENARD Yvonick	MEDEF
M.	ROBIN Benoît	CGT-FO
M.	ROBIN Yves	Ministère délégué à l'Industrie
M.	SEYS Baudoin	Garde des Sceaux, ministère de la Justice
M ^{me}	SILBERMAN Roxane	Chercheurs en sciences économiques ou sociales
M.	THIEBAUT Dominique	Association des journalistes économiques et financiers
M.	TRÉGOUËT Bruno	Ministère de l'Écologie et du développement durable
M.	VINCENT François	CFE-CGC

Autres participants

M.	AUDIBERT Pierre	DDAR, Insee
M ^{me}	BALLU Françoise	DCRSI, Insee
M.	BARGE Michel	Rapporteur de la formation Urbanisme, équipement, logement
M.	BEGUIN Jean-Marc	Rapporteur de l'interformation Statistiques d'entreprises
M ^{me}	BOURBIGOT-POGNAT Monique	Secrétariat du Cnis

M.	BOURNAY Jacques	DESE, Insee
M ^{me}	BOVAR Odile	DIACT
M.	BRANTHOMME Patrick	Rapporteur de la formation Monnaie, finance, balance des paiements
M ^{me}	BREGIER Odile	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (représente Mme GASNIER)
M.	CARRÉ Hervé	Directeur général d'Eurostat
M.	CASTELLAN Michel	DDAR, Insee
Mme	CAUDRON Pascale	Secrétariat du Cnis
M ^{me}	CHAMBET-ROSSET M.Christine	Secrétariat du Cnis
M.	CHEVALIER Pascal	Co-rapporteur du groupe de travail niveaux de vie et inégalités sociales
M.	CHOFFEL Philippe	Délégation interministérielle à la ville
M.	CUNEO Philippe	Rapporteur de la formation Santé, protection sociale
M ^{me}	de FLEURIEU Agnès	ONPES
Mme	DOLEZ Anne	Secrétariat du Cnis
M.	EURIAT Michel	DSE, Insee
M.	FREYSSINET Jacques	Président du groupe de travail niveaux de vie et inégalités sociales
M.	GROUTHIER Jean-Philippe	Co-rapporteur de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie
M.	HOLCBLAT Norbert	DARES, ministère de l'Emploi
M.	LAOUISSET Brahim	DGDDI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, (représente Mme LEFEBVRE)
M.	LE GLÉAU Jean-Pierre	DCSRI, Insee
M.	LOLLIVIER Stéfan	Rapporteur de la formation Démographie, conditions de vie et de l'interformation Statistiques sociales
M ^{me}	MARPSAT Maryse	DSDS, Insee
M.	MOREL Bernard	Rapporteur de la formation Statistiques régionales et locales
M.	PUIG Jean-Pierre	Secrétaire général du Cnis
M.	ROCHEFORT Robert	Directeur du CREDOC
M ^{me}	SAGLIETTI Carla	Secrétaire générale adjointe du Cnis
M.	SAUNIER Jean-Marie	Rapporteur de la formation Transports, tourisme

Absents excusés

M.	ALLEX Michel	Maire (<i>suppléant</i>)
M.	ALLIER Hubert	Mouvements associatifs - action sociale
M.	BERTHELON François	Conseil économique et social de région
M.	BOULENGIER Bernard	MEDEF - Co-président de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie
M.	BOURGUIGNON Pierre	Assemblée Nationale (<i>suppléant</i>)
M.	DURR Jean-Michel	Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
M.	FRESSE Marcel	UNAF
M.	FRÉVILLE Yves	Président de la formation Statistiques régionales et locales
M.	GARAGNON Jacques	Président du Comité du label
Mme	GOTTELY-FAYET Jacqueline	Ministère délégué à la Cohésion sociale et à la Parité
M ^{me}	GUILBERTEAU Annie	Mouvements associatifs, droits des femmes
M ^{me}	HELLE Cécile	Conseillère régionale
Mme	LEFEBVRE Claire	DGDDI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
M.	MARCONIS Robert	Instances régionales de concertation sur l'information statistique
M.	MERCERON Jean-Claude	Sénat (<i>suppléant</i>)
M.	MERVILLE Denis	Assemblée Nationale
M.	PLANCHOU Jean-Paul	Maire
M.	SIMIAND Jean-Charles	Co-président de la formation Transports, tourisme
M.	TRANNOY Alain	Chercheurs en sciences économiques et sociales

M. TURPIN Etienne (suppléant)
Entreprise publique

1. Introduction de M. Jean-Pierre Duport, vice-président du Cnis

M. Jean-Pierre Duport ouvre la séance et précise que cette Assemblée plénière sera l'expression d'une partie importante des travaux réalisés tout au long de l'année 2006. Il remercie très chaleureusement les membres du Bureau du Cnis ainsi que les présidents et membres des formations pour le travail accompli. Il souhaite faire une mention particulière pour le travail réalisé dans les groupes de travail très actifs cette année, en particulier dans le groupe sur les « niveaux de vie et les inégalités sociales » présidé par M. Jacques Freyssinet et le groupe « inventaire des besoins d'information sur les transports » présidé par M. Maurice Bernadet, sans oublier l'important travail engagé autour des statistiques sur les groupes d'entreprises qui fera l'objet d'une communication début 2007.

M. Jean-Pierre Duport souhaite renforcer les liens entre les formations et le Conseil afin de faire bénéficier le Cnis de tout le travail réalisé dans ces instances très actives. A cet effet, il souligne l'intérêt de réunions périodiques entre les présidents de formation et le Bureau.

M. Jean-Pierre Duport rend tout particulièrement hommage aux présidents de formation qui lui ont fait part de leur désir de quitter leurs fonctions : M. Jean-Baptiste de Foucauld, président de la formation Démographie et conditions de vie et de l'interformation Statistiques sociales ; Mme Frédérique Rastoll, présidente de la formation Urbanisme, équipement, logement ; M. Joël Maurice, président de la formation Emploi, revenus ; M. Bernard Boulengier, co-président de la formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie ; enfin, M. Jean Salmon, président de la formation Agriculture, qui ne représentera pas sa candidature dans les instances de la FNSEA.

Il salue ensuite trois nouveaux présidents : M. Robert Rochefort, directeur général du Credoc, devient président de la formation Démographie et conditions de vie ; M. Raoul Briet, directeur général du Fonds de réserve des retraites, de la formation Emploi, revenus ; enfin, Mme Claire Bazy Malaurie, présidente de la formation Éducation, formation, a également accepté la présidence de l'interformation Statistiques sociales.

Un certain nombre de craintes ont été exprimées tout au long de l'année quant à l'attitude d'Eurostat, à son évolution et à la remise en cause du principe de subsidiarité. Ceci s'est traduit par un échange de courriers entre M. Hervé Carré et M. Jean-Pierre Duport, en tant que président du Bureau du Cnis. Des apaisements ont été annoncés avec une très grande clarté. M. Jean-Pierre Duport apprécie la participation de M. Hervé Carré à cette Assemblée et le souhait qu'il a exprimé de poursuivre le dialogue.

Aux yeux de M. Jean-Pierre Duport, ces questions illustrent bien les capacités de réaction du Cnis, qui peuvent encore s'améliorer. Le Cnis doit être le porte-parole des attentes de la société civile vis-à-vis de l'appareil statistique français et européen.

Dans cette perspective, M. Jean-Pierre Duport invite l'assemblée à s'associer à la rencontre organisée par le Cnis le 22 janvier au Conseil économique et social sur le thème de l'accès à l'information statistique à l'heure d'internet. Cette journée sera introduite par le M. Jacques Dermagne, Président du CES.

M. Jean-Pierre Duport salue également un certain nombre de rapporteurs qui sont conduits à quitter le Cnis : M. Olivier Marchand, à la formation Emploi, revenus, qui sera remplacé par Mme Sylvie Lagarde ; Mme Régine Monfront, à la formation Monnaie, finance, balance des paiements, qui sera remplacée par M. Patrick Branthomme ; M. Philippe Cuneo, qui quittera la formation Santé, protection sociale ; M. Jean-François Royer, remplacé par M. Bernard Morel à la formation Statistique régionales et locales ; M. Michel Barge, remplacé par M. Alain Jacquot à la formation Urbanisme, équipement, logement ; et M. Christophe Terrier, remplacé par M. Michel Barge à la formation Transports, tourisme. M. Jean-Pierre Puig, Secrétaire général du Cnis et Mme Carla Saglietti, secrétaire générale adjointe, quitteront également leurs fonctions en début

d'année 2007. A cette occasion, M. Jean-Pierre Duport leur exprime sa gratitude quant au travail qui a été réalisé avec leur collaboration au cours des trois dernières années.

Pour finir, M. Jean-Pierre Duport remercie M. Jean-Christophe Donnelier qui représente le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de sa fidélité aux réunions de l'Assemblée Générale du Cnis.

2. Intervention du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, président du Cnis

M. Jean-Christophe Donnelier présente les excuses du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie pour son absence et remercie M. Hervé Carré, directeur général d'Eurostat, d'assister personnellement à cette Assemblée annuelle du Cnis. Il profite de cette opportunité pour commencer par évoquer les questions de statistiques européennes, sujet qui sera largement débattu dans le cadre de cette réunion.

M. Jean-Christophe Donnelier tient, avant tout, à saluer l'action personnelle de M. Hervé Carré qui s'est clairement attaché à apporter de la stabilité et de la sérénité dans les discussions entre Eurostat et les instituts nationaux de statistique des États membres. Cela lui paraît tout à fait essentiel après les deux crises traversées par la statistique européenne au cours des dernières années, celle d'Eurostat, d'une part, et celle des comptes publics de certains pays, d'autre part. A cet égard, la judicieuse position de M. Hervé Carré, dès son entrée en fonction, sur la question de l'application du principe de subsidiarité à la statistique européenne a été fort appréciée à Paris.

Au-delà, la mise en place des nouvelles structures de gouvernance achèvera de restaurer la crédibilité indispensable à la statistique européenne. Le Conseil consultatif européen pour la gouvernance statistique sera le gage pour chacun qu'Eurostat dispose de l'indépendance professionnelle lui permettant d'exercer pleinement ses missions sans pour autant remettre en cause son statut de Direction générale de la Commission.

Concernant la réforme du CEIES, M. Jean-Christophe Donnelier rappelle que les représentants français ont exprimé, à de multiples reprises, leurs réserves quant à la nécessité de restreindre drastiquement la représentation de chaque État membre à l'occasion de l'élargissement de l'Union européenne. Au-delà de l'attachement particulier que le Cnis peut avoir pour cette instance européenne, M. Jean-Christophe Donnelier est convaincu que des relations étroites entre utilisateurs et producteurs d'informations statistiques constituent le meilleur garant de l'acceptation de la statistique publique au sein de la population. Ce jugement est, bien évidemment, aussi et d'abord, celui du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, président du Cnis.

Le dialogue avec les utilisateurs est particulièrement indispensable aujourd'hui, alors qu'Eurostat doit arrêter les orientations du prochain programme statistique à moyen terme et procéder au rééquilibrage des priorités statistiques. M. Jean-Christophe Donnelier a conscience que le débat est vif en la matière et que la pression exercée sur les instituts nationaux de statistique pour réduire le coût de la statistique européenne est forte. Reste que les représentants de certaines catégories d'utilisateurs peuvent s'inquiéter de ces orientations et qu'ils en ont fait part lors de la dernière réunion du CEIES qui s'est tenue au mois de novembre. Le rééquilibrage des priorités statistiques constitue, certes, un exercice incontournable, pour lequel Eurostat peut compter sur l'appui de la France, mais il doit être pratiqué avec la plus grande écoute de chaque catégorie d'utilisateurs et après une étude approfondie des choix finalement retenus.

Ces recommandations s'appliquent au premier chef au projet de simplification d'Intrastat via l'adoption du principe dit du flux unique. Si ce projet est susceptible de réduire de façon significative les coûts de la statistique européenne dans bon nombre d'États membres, il peut également, si l'on n'y prend pas suffisamment garde, détériorer sensiblement la qualité de la statistique publique et, en particulier, celle des comptes trimestriels. C'est la raison pour laquelle M. Jean-Christophe Donnelier tient à rappeler, devant cette Assemblée, que si la France a adopté une position ouverte concernant ce projet, elle n'en souligne pas moins très nettement que les modalités et les conséquences doivent être examinées avec la plus grande attention avant toute prise de décision. M. Jean-Christophe Donnelier estime, en effet, que fragiliser la qualité de certaines informations, comme les comptes trimestriels,

n'apportera rien alors même que la crédibilité d'un certain nombre d'indicateurs n'est pas au plus haut aujourd'hui en France. En témoignent différents indicateurs largement discutés à l'occasion de la récente Conférence sur l'emploi et les revenus. Les chiffres trimestriels de la croissance – 1,2 % au deuxième trimestre et 0 % au troisième trimestre – ont, eux aussi, été commentés de manière assez diverse et pas toujours correcte. Cette question de la crédibilité de la statistique publique a été abordée non seulement dans la réunion de la matinée, entre les partenaires sociaux et le Gouvernement, mais également dans l'après-midi, dans le cadre de l'atelier Croissance, pouvoir d'achat et logement, que M. Robert Rochefort a bien voulu modérer. Le ministre Thierry Breton aura très certainement l'occasion de tirer les conclusions de cette réunion et des échanges qui se sont tenus avec l'ensemble des partenaires sociaux et des représentants de la société civile. Il rappellera, à cette occasion, que les productions statistiques de l'Insee sont d'une très grande qualité et qu'elles n'ont pas à être remises en question. Parallèlement, il indiquera qu'il est utile de compléter le système statistique à partir d'une approche de multiples indicateurs proches du terrain. Le Ministre demandera très certainement que soient plus particulièrement creusés le sujet des indices catégoriels, en estimant que le travail mené par l'Insee est extrêmement satisfaisant. M. Jean-Christophe Donnelier félicite d'ailleurs l'Institut pour la clarté de la page de son site internet sur l'inflation. Le Ministre souhaitera également un point sur le logement, notamment à la demande de la CLCV, ainsi que sur les dépenses contraintes, pour lesquelles l'Insee a anticipé en élaborant un indicateur. Ces chantiers sont, aux yeux de M. Jean-Christophe Donnelier, de nature à renforcer la crédibilité de la statistique publique.

La crédibilité de la statistique publique, tant au plan national que communautaire, passe par l'adoption et le respect des principes du Code de bonnes pratiques. La réponse en fin d'année dernière au questionnaire d'autoévaluation élaboré par Eurostat s'est avérée être, pour l'Insee, un exercice à la fois exigeant et novateur, l'obligeant à porter un regard sur chaque pratique au vu de principes et d'indicateurs précis. Cet exercice s'est également révélé fructueux dans la mesure où il a aidé l'Institut à s'engager dans une démarche systématique de qualité. L'existence du Code, dont une dizaine de principes parmi les quinze concernent la qualité, a permis de mieux cadrer les réflexions et de proposer un plan d'ensemble composé de 26 actions. Le plan d'actions adopté par l'Insee constitue une réponse globale aux critères pour lesquels des améliorations pratiques sont jugées souhaitables et possibles. Ceci devrait faciliter la discussion avec les « pairs » qui auditeront, à la demande d'Eurostat, la réponse de l'Insee au questionnaire d'autoévaluation à la fin du mois de janvier prochain.

La réponse au questionnaire d'autoévaluation a fait toucher du doigt, selon M. Jean-Christophe Donnelier, une autre caractéristique du Code, celui du champ d'application qui s'étend à l'ensemble des autorités statistiques et donc aux services statistiques ministériels. Bien qu'Eurostat ait circonscrit, dans un premier temps, la réponse au questionnaire d'autoévaluation aux seuls instituts nationaux de statistique, un travail spécifique d'adaptation du questionnaire a été mené à bien par un groupe de travail composé de représentants de quelques services statistiques des ministères et de l'Insee. Il a permis de lancer une interrogation de l'ensemble des composantes du système statistique public français. Pour M. Jean-Christophe Donnelier, il est, en effet, essentiel que cette avancée que constitue le Code de bonnes pratiques ne crée pas un clivage au sein du système statistique public entre l'Institut national de statistique, qui serait en avance, et ses autres composantes.

Le Code pose un problème spécifique à la France concernant le respect du premier critère du premier principe, à savoir que l'indépendance professionnelle des autorités statistiques doit être inscrite dans le droit. M. Jean-Christophe Donnelier avait déjà évoqué ce point, l'année dernière, devant l'Assemblée plénière du Cnis. La tradition française est différente, l'indépendance de la statistique publique résultant d'une longue pratique et non de l'existence de textes législatifs ou réglementaires. M. Jean-Christophe Donnelier rappelle que cette situation ne constitue pas une particularité française puisque le Royaume-Uni se trouve dans le même cas. Ceci ne résulte certainement pas du hasard, mais plutôt de l'histoire. Cette remarque ne signifie nullement qu'une adaptation ne soit ni possible, ni nécessaire, mais simplement qu'une telle évolution doit être mûrie et faire l'objet d'une large concertation. M. Jean-Christophe Donnelier souligne d'ailleurs le fait qu'au Royaume-Uni, si le projet relatif à l'ONS britannique visant à accroître son indépendance professionnelle a été récemment rendu public, un document de consultation avait préalablement été publié sur le site web du Trésor pendant une période de neuf mois. C'est avec le même souci de nécessaire mûrissement des esprits que le ministre a abordé le sujet en France. La très prochaine rencontre du Cnis consacrée à l'accès à

l'information statistique pourrait constituer, à cet égard, une opportunité d'échanges sur cette question.

M. Jean-Christophe Donnelier rappelle que cette présente Assemblée plénière sera également l'occasion, pour M. Jacques Freyssinet, de présenter les conclusions du rapport du groupe de travail qu'il a présidé sur le thème « Niveaux de vie et inégalités sociales ». Ce sujet est particulièrement d'actualité alors que vient de se tenir la Conférence sur l'emploi et les revenus. Le rapport est lui-même l'aboutissement d'une réflexion engagée depuis deux ans au sein du Cnis et la création du groupe de travail résultait d'un avis adopté lors de la précédente Assemblée plénière. M. Jean-Christophe Donnelier remercie chaleureusement M. Jacques Freyssinet pour le travail considérable accompli par le groupe de travail et pour son implication personnelle dans l'animation et l'orientation des débats. Cet ambitieux rapport contient de nombreuses propositions, mais il présente également le mérite de les hiérarchiser et de dégager des orientations prioritaires. Ces dernières portent à la fois sur la recherche d'une plus grande lisibilité de l'information existante et sur des investissements statistiques nouveaux.

M. Jean-Christophe Donnelier souligne le fait que l'Insee s'est déjà engagé dans des travaux novateurs sur la notion de revenu salarial, permettant de mieux comprendre la situation relative des différentes catégories de salariés non seulement par rapport au taux de salaire, mais également par rapport à la durée hebdomadaire et annuelle du travail de chacun. Ce contenu informationnel nouveau, que M. Jean-Christophe Donnelier considère capital, a servi de base au rapport du Cerc de M. Jacques Delors, qui a lui-même alimenté la Conférence sur l'emploi et les revenus. Selon M. Jean-Christophe Donnelier, cette innovation permet de mieux éclairer la situation de certains salariés, notamment les plus jeunes. Cette approche permet également de mieux apprécier les évolutions salariales individuelles que par une approche traditionnelle de salaire par poste. Enfin, M. Jean-Christophe Donnelier salue la publication par l'Insee d'un ouvrage sur les revenus et les patrimoines contenant une information quantitative particulièrement riche dans un domaine où l'amélioration de l'information est jugée prioritaire par le rapport de M. Jacques Freyssinet.

Selon M. Jean-Christophe Donnelier, la mise en place de la LOLF est l'occasion d'engager une véritable programmation pluriannuelle au sein de l'État. Le Cnis est exemplaire en ce sens puisqu'il s'appuie depuis sa création sur des programmes à moyen terme et la statistique publique peut ainsi, de longue date, disposer de telles orientations pour organiser ses travaux et optimiser la gestion de ses moyens. Le Ministre a d'ailleurs souhaité qu'après la Direction générale des impôts, la Direction générale de la comptabilité publique, la Douane, la DGCCRF et le réseau international de la DGTPE, l'Insee signe, avant la fin de l'année, un contrat pluriannuel de performance portant sur les années 2007, 2008 et 2009. Ces contrats offrent un cadre pluriannuel à l'évolution des activités des directions, à la fois en termes d'objectifs et de moyens. Le contrat pluriannuel de performance de l'Insee s'appuie sur les objectifs de moyen terme 2006-2010 de l'Institut, eux-mêmes construits selon trois axes :

- mieux répondre à la demande de statistiques et d'études économiques de la société et des pouvoirs publics ;
- rester l'un des meilleurs instituts de statistique par la qualité de ses productions et la confiance dont il bénéficie auprès de ses utilisateurs ;
- gérer efficacement ses ressources.

Ce contrat offrira la visibilité qu'ils méritent aux efforts de modernisation entrepris par l'Insee, tout en lui garantissant les moyens de pouvoir mener à bien les projets qui sous-tendent ces réformes tels que Résane, rénovation de grande ampleur de la statistique annuelle d'entreprise.

Pour terminer, M. Jean-Christophe Donnelier tient, au nom du Ministre, à remercier au premier chef le vice-président du Cnis, M. Jean-Pierre Duport, pour son engagement dans la conduite des travaux du Conseil et la qualité de la concertation qu'il a su instaurer entre les utilisateurs, les enquêtés et les producteurs de la statistique publique. Grâce à l'action des membres du Bureau et du Conseil, cette concertation est une réalité partagée par le plus grand nombre. M. Jean-Christophe Donnelier les en remercie, ainsi que les présidents des formations et des nombreux groupes de travail qui font vivre le débat, valident les orientations de la statistique publique et éclairent les investissements futurs. Il se réjouit, dans cette optique, de la tenue prochaine de la Rencontre sur l'accès à l'information statistique et remercie tous ceux qui ont déjà accepté d'y participer. Grâce à leur concours, le Cnis peut rester un

lieu d'échange exceptionnel, indispensable, qui permet la production d'une information statistique de qualité au service de tous.

M. Jean-Pierre Duport remercie M. Jean-Christophe Donnelier pour son discours et invite l'Assemblée à s'exprimer.

M. Jean-Pierre Bompard, au nom de la confédération CFDT, aborde la question de la crédibilité de la statistique. Elle ne se pose pas, selon lui, qu'au niveau européen, mais également au niveau mondial. Ainsi, l'évolution des taux de croissance de certains pays, passant subitement d'un niveau à un autre, laissent dubitatifs et rendent difficile un débat social maîtrisé. Il serait donc intéressant de savoir ce que la France projette, via l'Europe, pour que le système statistique mondial soit stabilisé.

Par ailleurs, M. Jean-Pierre Bompard estime que la puissance publique a participé à une certaine déstabilisation de la statistique publique. A cet égard, la CFDT s'était déjà exprimée, lors de la précédente Assemblée plénière, sur le chariot type, qui tend d'ailleurs à perdre de son impact médiatique. Pourrait également être cité le rôle plutôt étrange de l'Institut national de la consommation sur la question du pouvoir d'achat. Des personnalités qui tiennent une certaine place dans l'appareil gouvernemental sont, en outre, fortement critiques sur la question des prix. Un ministre qui occupe un rang important dans ce Gouvernement met, ainsi, régulièrement en cause l'indice des prix. Il faut être très attentif à ce type d'exercice.

Enfin, selon M. Jean-Pierre Bompard, le Cnis a pu parfois sous-estimer certaines rigidités ainsi que certaines demandes et perceptions. Si la Conférence sur l'emploi et les revenus a des lendemains, il faut être sûr des sujets abordés, le désarroi étant relativement important. Il convient donc de solidifier le système de la statistique publique en lui octroyant les moyens nécessaires.

M. Yvonick Renard salue, lui aussi, le travail mené par l'Insee. L'indice des prix à la consommation représente, en effet, un instrument très important dans le dialogue social. Le Medef a même demandé qu'une motion de soutien à cet indice soit votée. M. Yvonick Renard estime que, dans le cadre du débat européen sur la mesure de l'inflation, un manuel sur le sujet devrait être élaboré.

Le Medef est, par ailleurs, attaché à la connaissance des marchés. L'Europe est encore un marché unique. Il salue donc l'ensemble des éléments permettant de fournir une statistique éclairante pour tous les acteurs économiques. Le Medef a déjà exprimé ses inquiétudes sur les évolutions possibles d'Intrastat et de Prodcom et son attachement, au niveau national, à une réforme positive des enquêtes de branche.

S'agissant de l'introduction des groupes dans la statistique structurelle, le Medef estime que la France est mûre et soutient cette démarche dans le respect du secret statistique. Il serait très heureux que des étapes similaires soient franchies au niveau européen.

Enfin, M. Yvonick Renard évoque la réforme du CEIES. Le Medef y était attaché, ne serait-ce que pour que les besoins des utilisateurs soient reconnus à côté de ceux des instances politiques. La réforme semble aller dans le bon sens. En revanche, la restriction de la taille envisagée n'est concevable, selon le Medef, que si des liens se nouent entre ce nouveau CEIES et les différents Cnis nationaux.

M. Jean-Christophe Donnelier transmettra ces questions au ministre. Il se contentera donc, ce jour, de présenter quelques éléments de contexte sans se substituer à lui. M. Jean-Christophe Donnelier comprend l'étonnement et l'inquiétude que peuvent susciter les différentes déclarations de certains prétendants à la présidence de la République, mais elles ne font que montrer le décalage entre le ressenti des Français et celui des statisticiens. Une étude menée par Ipsos sur la crédibilité des indicateurs économiques confirme ce phénomène. Ce décalage entre le ressenti, mesuré par différentes enquêtes, et les indicateurs macroéconomiques censés mesurer le pouvoir d'achat et l'inflation est, aujourd'hui, au plus haut. Il faut en avoir conscience. M. Jean-Christophe Donnelier souligne le fait que le Premier ministre a récemment salué la qualité des indices de prix de l'Insee. Le Ministre rappellera cette position très prochainement.

Aux yeux de M. Jean-Christophe Donnelier, l'idée que le ressenti des Français mérite de multiplier les initiatives sans détériorer l'appréciation de la statistique publique est importante. Le Ministre fera des

annonces sur le travail à mettre en chantier dans ce sens. C'est dans cet esprit qu'il a abordé l'ensemble des échanges préalables à la Conférence sur l'emploi et les revenus. M. Jean-Christophe Donnelier estime que le chariot type a sa place dans cet environnement. Les articles qu'il contient sont, en effet, plus faciles à appréhender pour les Français. La différence entre l'indice des prix et ce chariot type est, en outre, tout à fait explicable. En revanche, il apparaît plus complexe de préciser les raisons pour lesquelles l'inflation et le pouvoir d'achat sont ainsi perçus aujourd'hui. Le Ministre n'a pas l'impression d'avoir la science infuse, mais il a le sentiment que, dès lors que la statistique publique est respectée, il doit être possible de réduire le décalage entre le ressenti et les indicateurs macroéconomiques.

M. Jean-Christophe Donnelier considère, par ailleurs, que toutes les actions qui pourront être menées pour que le marché unique européen ait une réalité statistique vont dans le bon sens et doivent, à ce titre, être encouragées. Toutes les initiatives possibles doivent donc être prises.

M. Jean-Pierre Duport propose de revenir à cette question à l'occasion de l'intervention de M. Hervé Carré ou de celle de M. Jacques Freyssinet. S'agissant de l'attitude de l'opinion vis-à-vis des indices, il rappelle « *qu'une opinion erronée est un fait exact* », selon le bon mot d'Edgar Faure. Le Cnis doit intégrer le ressenti de l'opinion publique s'il veut soutenir l'Insee dans sa démarche.

3. Perspectives statistiques européennes (Hervé Carré, Directeur général d'Eurostat)

M. Jean-Pierre Duport déclare apprécier tout particulièrement la présence de M. Hervé Carré à cette Assemblée plénière. Il n'est, en effet, pas de réunion du Bureau du Cnis où les questions européennes ne soient évoquées.

M. Hervé Carré remercie M. Jean-Michel Charpin et le Cnis de l'avoir invité. Il rappelle, ensuite, qu'Eurostat vient de traverser des années sombres. En effet, aux difficultés internes révélées en 2003, s'est ajouté le discrédit jeté sur la statistique communautaire par la découverte de fraudes dans un pays de la zone Euro. Cette période est, aujourd'hui, terminée. Le Conseil a, ainsi, le mois dernier, félicité Eurostat à deux reprises pour la qualité de son travail.

S'agissant des avancées récentes, M. Hervé Carré revient sur le Code de bonnes pratiques adopté avant son arrivée à Eurostat, début 2005. Il a été adopté par le Comité du programme statistique européen et provoqué par une recommandation de la Commission au mois de mai 2005. Il regroupe quinze principes que les instituts statistiques nationaux et, plus généralement, les autorités statistiques nationales et communautaires, y compris Eurostat, se sont engagés à respecter pour affirmer leur indépendance, leur intégrité et leur responsabilité. Il ne s'agit pas d'une législation dure, mais d'une autorégulation. L'application de ce Code a fait l'objet d'un questionnaire d'autoévaluation et, aujourd'hui, d'évaluation par les pairs ou *peer reviews*, auxquels l'Insee et Eurostat se soumettront très prochainement.

Un ensemble de textes a fait l'objet d'encouragements de la part du Conseil. Le premier d'entre eux est un projet de décision du Conseil et du Parlement établissant un Conseil supérieur de gouvernance statistique composé d'un petit nombre de personnalités choisies pour leurs compétences. Ce Conseil serait essentiellement chargé de rapporter au Conseil et au Parlement l'application du Code de bonnes pratiques par Eurostat et l'ensemble du système statistique européen en veillant à la qualité des statistiques communautaires. Il contribuerait ainsi à asseoir la crédibilité de l'ensemble du système statistique européen.

Le deuxième texte est un autre projet de décision du Conseil et du Parlement établissant un nouveau comité d'utilisateurs. Conformément aux vœux du Conseil du mois de novembre 2005, il constituerait une cellule plus restreinte et plus percutante que le CEIES actuel. Il aurait pour mission d'assister non seulement le Conseil et la Commission, mais également le Parlement européen dans la coordination des objectifs et des priorités de la politique d'information statistique de la Communauté européenne. Il serait composé de 25 membres contre 79 aujourd'hui. Certains pourraient regretter cette voilure plus réduite. M. Hervé Carré précise que ce comité d'utilisateurs n'aurait pas pour objet de représenter toutes les tendances des opinions publiques nationales, mais de dégager une vision européenne des priorités statistiques. 14 de ses 25 membres seraient des représentants de la société civile alors que la majorité des membres du CEIES actuel sont des représentants des instituts statistiques nationaux,

donc des producteurs. Ce nouveau comité serait également chargé d'établir des relations avec les comités analogues nationaux, dont le Cnis.

M. Hervé Carré annonce que ces deux projets de décision sont devant le Conseil. Ils ont été bien accueillis. Eurostat espère qu'ils seront adoptés dans des délais raisonnables, d'ici à un an.

Le dernier texte est une communication de la Commission en date du mois de novembre sur la simplification et le rééquilibrage des priorités. Elle a fait l'objet des félicitations du Conseil, ce qui marque, selon M. Hervé Carré, une évolution remarquable de l'attitude du Conseil à l'égard d'Eurostat. Au titre de la simplification, cette communication rappelle les efforts accomplis pour utiliser les nouvelles méthodes d'échantillonnage, réduire la fréquence des enquêtes, relever les seuils de déclaration pour les entreprises. Elle annonce l'ouverture d'un vaste chantier, la réforme d'Intrastat, en privilégiant sur le papier la solution du flux unique. Cette réforme ne sera menée qu'après une analyse approfondie conduite en étroite collaboration avec les instituts statistiques nationaux.

Au titre du rééquilibrage des priorités, Eurostat avance un élément très fort : soumettre à une analyse coût / avantage non seulement toute nouvelle proposition, mais également toutes les actions existantes. Cette révision systématique des priorités statistiques sera effectuée d'ici à 2013 en vue, notamment, de réduire la charge de réponse qui pèse sur les entreprises et qui constitue une préoccupation constante des ministres des Finances. M. Hervé Carré souligne le fait que la constitution d'un registre européen des groupes multinationaux figure très haut dans les priorités de ce programme.

M. Hervé Carré aborde, ensuite, la question des coopérations entre les instituts statistiques nationaux au sein de la Communauté européenne. Tous ces instituts présentent de nombreux points communs. Ils ont des programmes de travail largement similaires, partagent les mêmes valeurs et respectent la même éthique professionnelle. Ils doivent tous maintenir des registres, conduire des enquêtes, compiler des indicateurs, etc. Ces différents éléments font qu'ils ont, par ailleurs, adopté des structures relativement semblables. L'environnement de ces instituts européens, assez commun, les conduit à coopérer. M. Hervé Carré distingue deux formes de coopération, l'une au sens strict, liée à la production statistique communautaire, et l'autre dans un sens plus large et plus systémique, qui a trouvé son expression dans le système statistique européen. Les statisticiens officiels de l'Union européenne doivent coopérer pour faire ce qu'ils ne peuvent faire qu'ensemble : produire des statistiques communautaires, qui sont requises pour les besoins des politiques communautaires dans les domaines de compétence de la Communauté européenne. Le champ de la statistique communautaire s'étend sans cesse. Toutes les contributions nationales doivent être comparables pour être agrégées correctement. Elles doivent être fiables, crédibles et politiquement acceptées par l'opinion publique. Les statistiques communautaires, sous-ensemble des statistiques produites par les États membres, ne sont pas différentes. Les règlements ou décisions communautaires représentent 60 à 90 % des statistiques produites par les instituts statistiques nationaux mais, même au-delà de ce champ, les États membres devraient produire des statistiques comparables. La valeur ajoutée de la statistique communautaire est la méthodologie identique qui permet de comparer et d'agréger les statistiques nationales. A ce sujet, M. Hervé Carré s'élève contre l'idée qui voudrait que la charge de la collecte statistique vienne uniquement de Bruxelles car ces statistiques sont également nécessaires à l'exercice des différents gouvernements.

M. Hervé Carré présente le rôle particulier d'Eurostat dans cette coopération. L'Institut produit peu de statistiques par lui-même, mais compile et diffuse les statistiques obtenues à partir des contributions nationales. De ce fait, il est concerné par la coopération entre les instituts nationaux de façon à harmoniser leurs méthodes et leurs définitions et à coordonner leurs travaux. En tant que Direction générale de la Commission, il doit, par ailleurs, préparer des projets d'actes juridiques qui sont ensuite soumis à l'approbation du Conseil et du Parlement. Eurostat doit également assister les instituts statistiques nationaux, notamment en facilitant l'échange d'expériences, en surveillant l'application des textes et en assurant collectivement une validation des méthodologies et un contrôle de qualité sur les données.

S'agissant du système statistique européen, M. Hervé Carré précise qu'une bonne coopération paraît essentielle dans une époque où les ressources sont de plus en plus rares. Une coopération très étroite et fructueuse s'est ainsi nouée, juste avant l'adhésion des nouveaux États membres, entre les instituts statistiques des anciens et futurs États membres de façon à les aider à adopter les meilleures

pratiques. Les instituts nationaux des plus petits États membres ont tout intérêt à voir se multiplier ce type d'expérience.

La coopération au sein du système statistique européen revêt de multiples facettes :

- développement de classifications et de méthodes communes : une nouvelle classification des activités, la NACE révision 2, est ainsi en cours d'adoption et de traduction ; les Nations Unies sont engagées dans un travail de révision du système de comptes nationaux auquel participe Eurostat qui se veut être le porte-voix de l'ensemble des instituts statistiques nationaux ;...
- développement du recours aux sources administratives : Eurostat cherche à les favoriser de manière systématique pour limiter la charge sur les répondants ;
- échanges de bonnes pratiques entre instituts statistiques nationaux.

Dans cette coopération systémique, Eurostat a continuellement accordé une attention extrême au caractère conjoint des décisions, que ce soit au niveau international ou au sein du système statistique européen et à la conciliation des priorités nationales et des priorités européennes. Ceci devrait être à l'avenir plus facile car, selon M. Hervé Carré, les programmes statistiques adoptés au niveau européen se rapprocheront progressivement des programmes statistiques nationaux. Cette convergence devrait être facilitée, pour la France, grâce au comité européen d'utilisateurs rénové et aux liens qu'il nouera avec le Cnis ainsi qu'au rôle d'Eurostat.

Pour conclure, M. Hervé Carré estime que plus étroite est la coopération systémique, plus simple devient la coopération spécifique. En outre, la coopération systémique est d'autant plus importante et forte que le champ de la législation communautaire s'étend. Dans ce contexte, Eurostat a défini plusieurs axes de travail :

- mettre en place un mécanisme d'échange des personnels pour créer une culture commune et travailler ensemble, non seulement entre instituts statistiques nationaux et Eurostat, mais également entre instituts statistiques nationaux ;
- poursuivre l'effort de simplification auquel Eurostat se livre depuis plusieurs années ;
- améliorer la programmation de ses activités ;
- exploiter au mieux les économies d'échelle que permettent l'intégration opérationnelle et l'échange d'informations statistiques entre instituts nationaux.

M. Jean-Pierre Duport déclare que le Cnis est tout à fait prêt à s'associer à une réflexion commune dans le cadre de la réforme du CEIES.

M. Denis Durand remercie, au nom de la CGT, M. Hervé Carré de participer à ces échanges. Sur la question de la nécessaire définition de priorités, il rappelle que la notion de charge statistique doit être mise en relation avec l'utilité des statistiques produites. Il convient donc de mener des analyses coût / avantages, comme l'a suggéré M. Hervé Carré. Ce sujet a été abordé dans le cadre d'études présentées lors de la dernière réunion du CEIES : l'acceptabilité de la charge statistique dépend en grande partie de la capacité des utilisateurs à tirer un usage intéressant des statistiques produites.

En outre, pour définir des priorités, il faut, selon M. Denis Durand, que les sujets abordés concernent tous les acteurs. M. Hervé Carré a signalé que la demande statistique ne provenait pas nécessairement de Bruxelles ou de Luxembourg ; M. Denis Durand observe, pour sa part, une demande statistique très particulière de Francfort qui s'exprime depuis une douzaine d'années. En effet, depuis le milieu des années 90, il y a eu, dans le système statistique européen, une priorité absolue de réussir l'Union économique et monétaire et donc de satisfaire tous les besoins de la Banque centrale européenne qui souhaitait notamment disposer des statistiques de court terme si nécessaires à son dialogue avec les marchés. Pour M. Denis Durand, il faudrait peut-être reconsidérer cette priorité, dont les effets sont très lourds et qui présente l'inconvénient d'être implicite. Il faut remettre en cause les excès auxquels elle a pu conduire. Ainsi, personne n'a jamais su lui expliquer les raisons pour lesquelles Eurostat demandait aux instituts statistiques nationaux et aux administrations publiques de calculer des déficits publics au sens de Maastricht à une fréquence trimestrielle. D'autres initiatives prises au nom de l'unification du marché européen ou à la demande de la BCE se traduisent, elles aussi, par des complications statistiques considérables.

S'agissant du dialogue entre le système statistique européen et la communauté des utilisateurs, M. Denis Durand estime que la société des statisticiens a intérêt à être la plus ouverte possible, ce qui suppose que les organismes de représentation des utilisateurs de statistiques fonctionnent correctement. De ce point de vue, il n'a rien à ajouter aux remarques énoncées dans les exposés liminaires à propos de la position française sur la réforme du CEIES.

En ce qui concerne les nouvelles institutions qui devraient être mises en place à la suite des décisions du Conseil et du Parlement européens, M. Denis Durand rappelle qu'il a été acté que le Conseil supérieur de la gouvernance devra avoir un domaine de compétences bien défini qui s'appliquera spécifiquement à la surveillance de l'application du Code de bonnes pratiques des instituts statistiques européens pour ne pas déposséder les autres organismes consultatifs. Quant au futur organe consultatif représentatif des utilisateurs, un certain nombre d'éléments se dégagent des débats qui se sont tenus au sein du Cnis et du CEIES actuel. Ainsi, il apparaît que le nombre restreint de participants pose problème, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas garanti que tous les pays y seront représentés. La question des moyens de fonctionnement a également été soulevée. En effet, si la responsabilité des membres de ce Conseil s'accroît alors que leur nombre diminue, ils devront avoir une disponibilité et une capacité d'intervention dont les membres du CEIES actuel ne disposent pas nécessairement. M. Denis Durand se demande donc s'il ne serait pas opportun de prévoir un soutien logistique à cet organisme. Enfin, il apparaît nécessaire d'être extrêmement concret dans la mise en œuvre de l'idée soutenue par tous : le futur organisme consultatif européen devra travailler de façon régulière et intense en coopération avec les organismes homologues au niveau national.

Mme Roxane Silberman, qui représente les chercheurs en sciences sociales au Cnis, souligne le déficit de représentation institutionnelle des chercheurs dans le domaine de la statistique communautaire. Cette position serait partagée par les chercheurs des autres États membres. Au niveau national, les chercheurs sont parvenus à améliorer leurs relations avec le système statistique public à la fois en termes d'accès à certaines données et d'évolution du système. Au niveau communautaire, l'accès aux données pose encore problème même si des progrès ont été réalisés. Par ailleurs, Mme Roxane Silberman souhaiterait connaître la position de M. Hervé Carré sur le rôle des chercheurs dans l'évolution du système communautaire, étant donné l'évolution actuelle des institutions.

M. François Vincent a pris connaissance au début du mois de décembre d'une étude communautaire sur les statistiques industrielles en Europe, dont les sources sont multiples (Eurostat, *European Social Survey*, Fondation européenne des conditions de travail, etc.). Il a constaté que les universités françaises n'y avaient pas participé. M. François Vincent s'interroge donc sur la demande.

M. François Vincent, rappelant que la classification ISCO des professions, en cours de révision, ne semble pas avoir été adoptée en France, souhaiterait savoir si Eurostat a le pouvoir de faire adopter des classifications de ce type.

M. Hervé Carré estime que le dialogue entre statisticiens européens et utilisateurs doit être le plus ouvert possible. Or le CEIES, dans sa forme actuelle, a été décevant. Il n'a pas répondu aux attentes d'Eurostat. En outre, le Conseil a donné à Eurostat, au mois de novembre 2005, le mandat très explicite de réduire drastiquement le nombre de membres de ce comité. Après réflexion, il a été décidé de le limiter à 25 membres dont une majorité de représentants de la société civile. M. Hervé Carré insiste sur le fait que ce comité aura pour mission d'établir des relations plus étroites avec les comités nationaux, ce qui devrait permettre une remontée plus efficace des priorités nationales. Il est difficile de définir un nombre optimal de représentants dans une assemblée. Il a semblé important, dans le cadre de ce projet, d'obtenir une vision européenne et non pas nationale. En outre, répliquer le Cnis au niveau européen serait difficilement gérable.

S'agissant de l'organisation du dialogue avec les chercheurs, M. Hervé Carré affirme qu'Eurostat cherche à leur simplifier l'accès aux données, ce qui est complexe car les lois sur le respect de la confidentialité sont très différentes selon les États membres. Un compromis satisfaisant est, toutefois, attendu rapidement.

M. Hervé Carré partage l'analyse de Mme Roxane Silberman quant au rôle des chercheurs dans l'évolution du système statistique. A son arrivée à Eurostat, il a, en effet, été frappé par l'absence de relations avec la communauté académique. M. Hervé Carré considère que la création du Haut comité

de gouvernance permettra de remédier à cette situation. Il a, par ailleurs, l'intention de renforcer les liens entre Eurostat, les universités et les centres de recherche.

En réponse à M. François Vincent, M. Hervé Carré confirme que chaque Direction générale est libre d'utiliser, au sein de la Commission, les statistiques qu'elle souhaite. En général, les utilisateurs transmettent leurs besoins à Eurostat. Ceci se traduit généralement, *in fine*, par un règlement du Conseil et du Parlement.

M. Jean-Pierre Duport remercie M. Hervé Carré d'avoir participé à ce débat. Quelle que soit la composition future du CEIES, il souhaite établir des liens forts avec le Cnis qui a la volonté d'avoir une vision européenne sur tous les sujets qui sont de sa compétence.

4. Présentation des travaux du groupe de travail « Niveaux de vie et inégalités sociales » (Jacques Freyssinet)

M. Jacques Freyssinet rappelle que l'Assemblée plénière du mois de février 2005 a donné naissance au groupe de travail « Niveaux de vie et inégalités sociales » avec, comme étape intermédiaire, la production d'un rapport d'orientation par M. Hugues Picard et Mme Françoise Maurel.

Ce groupe a travaillé pendant un an, à partir du mois de novembre 2005. Une quinzaine de séances, rassemblant entre trente et cinquante participants, ont été organisées. Les débats ont été vifs, parfois vigoureux. Comme il est de règle, le rapport a été réalisé sous la responsabilité des rapporteurs, MM. Pascal Chevalier et Michel Dollé, et du Président. Ces derniers ont essayé de trouver des formulations qui permettraient d'obtenir l'assentiment le plus large des membres du groupe. Sur certains points, des désaccords, mentionnés dans le rapport, ont été exprimés, ce qui a pour conséquence qu'aucun des membres du groupe n'est engagé par le contenu du rapport. Pour M. Jacques Freyssinet, les rapporteurs sont allés le plus loin possible dans la recherche d'une base d'accord très large.

Le sujet d'étude du groupe de travail, les inégalités sociales, pouvait le conduire à examiner tous les problèmes de la société sous l'angle des inégalités. Des arbitrages ont donc dû être rendus. Ils sont explicités. Les négligences, bien que fâcheuses, sont, elles aussi, précisées. Dans certains cas, le groupe a également identifié des problèmes, sans pouvoir toutefois expertiser les solutions proposées. Des expertises additionnelles relevant de l'appareil statistique devront donc être conduites sous la responsabilité de l'inter-formation Statistiques sociales ou des formations compétentes. Le groupe insiste, néanmoins, sur le fait que ces approfondissements nécessaires ne constituent pas des conditions préalables à la mise en œuvre des orientations du rapport. Ils pourraient, en revanche, l'accompagner.

M. Jacques Freyssinet souhaite, ensuite, mettre en évidence la multiplicité des demandes adressées au groupe. Ce dernier a donc dû rechercher des articulations, parfois complexes, entre des objectifs qui peuvent être contradictoires. Trois demandes se sont exprimées avec force. Celle des acteurs sociaux, principalement les organisations syndicales et le monde associatif, porte sur un accès à une information statistique claire et appropriable. Ces acteurs expriment, parallèlement, une certaine insatisfaction dans la mesure où un certain nombre d'indicateurs statistiques sont perçus comme étant en contradiction avec le ressenti du terrain. Ainsi, l'information statistique selon laquelle les indicateurs d'inégalités sont stables depuis une dizaine d'années se heurte assez brutalement à l'expérience des militants du mouvement syndical ou associatif.

Une deuxième expression forte émane des acteurs territoriaux qui formulent une demande de comparabilité, d'une part, et d'accès à une information statistique la plus fine possible pour travailler sur les questions qui les préoccupent, d'autre part.

Enfin, une demande des chercheurs se fait entendre. Elle porte sur un accès aussi rapide que possible aux sources primaires d'information, avec une totale liberté des méthodes, des hypothèses et des problématiques pour les exploiter.

Ces demandes sont justifiées et intéressantes, mais difficiles à rendre cohérentes. Le groupe de travail a donc tenté d'imaginer une sorte d'arborescence allant de l'information la plus synthétique sur

l'état des inégalités, qui peut être comprise et appropriée par le citoyen, jusqu'à l'information la plus fine, dont les différents acteurs, dans les secteurs de leurs compétences, peuvent souhaiter faire l'usage pour approfondir leurs analyses. Le rapport s'est donc esquissé à partir d'une proposition provisoire d'une douzaine d'indicateurs privilégiés jusqu'à des centaines d'indicateurs résultant des différentes désagréments possibles de la cinquantaine d'indicateurs de base retenus. M. Jacques Freyssinet précise qu'après de longs débats, le groupe ne préconise pas la production d'un indicateur unique. Le caractère multidimensionnel des inégalités lui semble, en effet, fondamental pour le débat social. Le groupe considère que les acteurs sociaux peuvent, s'ils le souhaitent, pondérer ces différentes inégalités, qu'il faut leur fournir les moyens de réfléchir à un indicateur synthétique, mais qu'il n'appartient pas à l'appareil statistique public de procéder lui-même à cette pondération.

M. Jacques Freyssinet souligne la nécessité de hiérarchiser les propositions du groupe de travail. Les choix ont été source de débat. Celles que M. Jacques Freyssinet présente ont pour leur part, obtenu un accord unanime. Il mettra l'accent sur quatre points, de nature différente.

La première préconisation porte sur la méthode : il faut, pour les utilisateurs, un point d'entrée unique. En effet, les sources statistiques d'information sur les inégalités sont extrêmement riches, mais dispersées entre des lieux multiples conçues en fonction de questionnements hétérogènes et, de ce fait, présentées selon des catégories qui ne sont pas forcément compatibles. Un travail de rassemblement, de mise en cohérence et de mise à disposition, que les statisticiens sont tout à fait capables de mener à bien pour peu qu'ils en soient chargés, doit donc être mené. Il devra être accompagné des outils pédagogiques nécessaires, les risques de contresens dans l'interprétation étant importants dans ce domaine. Le groupe préconise donc la création d'une unité responsable de ce travail, considérant qu'il n'était toutefois pas de sa compétence de désigner l'organisme responsable. Il lui semble, néanmoins, que l'Insee devrait être au centre de ce dispositif car il a la capacité de mobiliser les différents éléments du système statistique public et des organismes privés chargés de missions de service public.

Deuxième préconisation majeure, il faut accorder la même importance à la production d'une information nationale et à la production d'une information territoriale, aux différents niveaux territoriaux pertinents. Cela ne signifie évidemment pas que l'information puisse être systématiquement la même. Ainsi se pose souvent le problème de la non-représentativité au niveau infranational des enquêtes nationales. Une réflexion doit être conduite afin de déterminer dans quelle mesure il peut être résolu par la mobilisation de sources d'informations administratives et dans quels domaines il est efficace et pertinent de territorialiser certaines enquêtes nationales. M. Jacques Freyssinet précise que la formulation finale du rapport va clairement dans le sens d'une analyse comparée de l'efficacité des sources administratives et des enquêtes statistiques selon les problèmes rencontrés et les niveaux territoriaux pour lesquels l'information est nécessaire, sans en privilégier aucun, soulignant qu'il serait absurde de ne pas tirer parti des sources administratives existantes.

La troisième préconisation vise les lacunes majeures. Elles sont nombreuses, mais trois d'entre elles méritent d'être mises en évidence. La principale, parce que posant la question de la crédibilité de l'information statistique dans la sphère des inégalités monétaires, porte sur l'information sur le patrimoine et les revenus du patrimoine. La deuxième lacune concerne certaines populations qui échappent assez largement à la connaissance des inégalités. Leur nature même fait que le biais qui en résulte est non négligeable. Ainsi, les ménages en institution et les ménages en situation de logement précaire sont très mal couverts et constituent des populations où les inégalités risquent d'être fortement concentrées. De même, la couverture hors métropole reste très insuffisante bien qu'ayant progressé. Enfin, la troisième grande lacune porte sur les trajectoires relativement aux inégalités. Pourtant, l'information ne manque pas, mais elle reste encore extrêmement dispersée. Des travaux méthodologiques devraient permettre de progresser considérablement dans ce domaine, du très court au très long terme.

Pour finir, M. Jacques Freyssinet insiste sur l'importance d'un suivi. Dans la mesure où le groupe achève son existence, il apparaît, en effet, important que l'inter-formation Statistiques sociales puisse assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du rapport en s'appuyant sur les différentes formations concernées. Un rapport annuel de suivi devrait permettre à l'Assemblée plénière de s'assurer qu'elle se poursuit dans des conditions raisonnables, en tenant notamment compte des hiérarchies de priorités que le groupe a tenté d'esquisser.

M. Jean-Pierre Duport remercie M. Jacques Freyssinet pour son exposé et l'animation de ce groupe de travail.

M. Benoît Robin salue l'ensemble du travail mené au sein de ce groupe de travail, au regard des méthodes retenues et de l'ensemble de la démarche. A ses yeux, ces travaux mettent en évidence la qualité d'une instance telle que le Cnis. Tous les participants sont satisfaits de la dynamique impulsée au cours des débats même s'ils ressentent une certaine frustration du fait des lacunes mises à jour. Il s'agit donc de mettre en œuvre dès que possible ce qui est véritablement opérationnel et de mener des explorations sur certains aspects (patrimoine, revenus du patrimoine, etc.).

M. Jean de Kervasdoué félicite les rapporteurs pour la très grande qualité du rapport. Il revient sur la pauvreté des indicateurs en matière de santé et rappelle que, pour bénéficier de la retraite, il faut être en vie au moment de la retraite. Il suggère donc de mesurer, comme indicateur d'inégalités, l'espérance de vie à la naissance, à 35 et à 60 ans, ainsi que l'espérance de vie avec et sans handicap. M. Jean de Kervasdoué rappelle que les inégalités, dans ce domaine, ne diminuent pas. Pour lui, la dimension sanitaire devrait revêtir une place plus importante dans les indicateurs retenus par le groupe de travail.

Pour M. Jean-Pierre Bompard, ce rapport ne doit pas être approprié seulement par les statisticiens. Des lacunes persistent. Ainsi, l'accès à l'énergie, la distance au lieu de travail ou encore la sécurité des personnes sont, eux aussi, des éléments de différenciation. Il faut donc être attentif à ce point. Le rapport, tel qu'il est rédigé, relève déjà d'une ambition considérable. Selon M. Jean-Pierre Bompard, lorsqu'il sera maqueté, la difficulté de manier la totalité de ces données apparaîtra. Il plaide donc dans le sens d'une certaine modestie, avec un niveau acceptable d'indicateurs. En outre, il estime que des rendez-vous réguliers, pour le moins annuels, sont nécessaires de sorte que quels que soient les aléas de la vie économique et sociale, le Cnis puisse s'assurer des avancées de la démarche.

M. Denis Durand considère que ce rapport marque une étape importante dans l'évolution du système statistique. Il est publié à une époque où l'on assiste à une prise de conscience des questions de niveaux de vie et d'inégalités et montre la nécessité d'améliorer les informations que le système statistique public produit en la matière. La CGT se félicite de la publication de ce rapport et du fait qu'il prenne en compte différentes préoccupations exprimées préalablement. Il ne se limite, en effet, pas à la pauvreté mais prend en compte la problématique des inégalités dans son ensemble. De véritables réflexions sur la mesure des inégalités non monétaires se sont engagées. Le rapport insiste à juste titre sur la nécessité de connaître l'ensemble de l'échelle des revenus, y compris les revenus du patrimoine et les patrimoines à l'origine de ces revenus. Le groupe de travail n'a, par ailleurs, pas fait l'impasse sur la question des relations entre les inégalités, l'emploi et la précarité, sujet au cœur de l'actualité. La CGT s'est exprimée dans ce groupe de travail ; elle a précisé son point de vue sous la forme de différents documents successifs, demandant que le dernier, qui compte onze pages, puisse être annexé sinon au rapport, au moins au compte rendu de cette réunion. Pour M. Denis Durand, il serait souhaitable, pour avancer, de disposer d'un fil conducteur qui prenne en compte le fait que les inégalités sociales sont un phénomène systémique. Il est inévitable que le champ du rapport soit très vaste. L'une des suggestions de la CGT, qui n'a pas été totalement retenue, était de prendre en compte ce caractère systémique, par exemple en tentant de réinventer la notion de comptes sociaux de la Nation ou en constituant des comptes par catégorie socioprofessionnelle. A ce sujet, M. Denis Durand rappelle que la question de la réforme des catégories socioprofessionnelles est d'actualité ; des projets européens ont été élaborés ; ils ne font pas l'unanimité. La CGT souhaite donc que cette réforme fasse l'objet d'un vaste débat au sein du Cnis, voire au-delà, de sorte que toutes ses conséquences puissent être évaluées. Le rapport sur les inégalités a montré, selon M. Denis Durand, qu'il ne fallait pas négliger une remise en cause d'une tradition statistique très ancrée en France. Par ailleurs, l'importance à donner à l'aspect territorial des inégalités a été soulignée dans le rapport. Ce sujet a fait l'objet de nombreux débats. Selon la CGT, de nombreuses réflexions doivent encore s'engager sur ce sujet pour considérer les territoires non seulement comme un espace de mesure des inégalités, mais également comme des facteurs d'inégalités sociales étant donné leur configuration. M. Denis Durand estime, lui aussi, que toutes les dimensions des inégalités ne pouvaient être traitées. Ainsi, les inégalités entre les sexes n'ont pas été abordées étant donné l'ampleur de la tâche. Conformément à sa mission, le groupe de travail s'est également intéressé aux niveaux de vie. M. Denis Durand se joint aux interventions précédentes qui ont souligné l'importance de ne pas remettre en cause le caractère scientifique des productions du système statistique public

ainsi que la nécessité de demander à ce système statistique public de consentir des efforts pour répondre à la demande sociale en matière de mesure des inégalités, afin d'éviter toute initiative sauvage ou commentaire hasardeux. Enfin, s'agissant des préconisations du rapport, M. Denis Durand n'est pas favorable à résumer le sujet à un petit nombre d'indicateurs du fait de sa grande complexité. Le groupe a trouvé un bon compromis sur ce terrain. Reste à examiner les suites qui seront réservées aux propositions du rapport. La CGT y restera attentive et espère pouvoir participer activement à l'actualisation des travaux du groupe qui est prévue à un rythme annuel.

M. Jean Gadrey considère que ce groupe a travaillé de manière exemplaire. S'il tient compte des opinions de tous, il ne peut, toutefois, les satisfaire toutes. A cet égard, M. Jean Gadrey estime que ce rapport reste très prudent, voire timide, en matière de régionalisation des principales statistiques d'inégalités, de pauvreté, d'exclusion et de niveaux de vie bien que certains principes, assortis de quelques propositions, y soient affirmés. Cet inachèvement serait, selon M. Jean Gadrey, notamment lié au temps limité dont le groupe a disposé pour traiter un grand nombre de questions ainsi qu'à sa composition géographique. Seul provincial parmi les participants, il a expliqué au groupe que, dans l'état actuel de la statistique, les régions et les départements étaient dans l'impossibilité de disposer de chiffres aussi essentiels que le taux de pauvreté monétaire, les ratios inter-déciles de revenus, les taux de sous-emploi et d'autres chiffres clés sur le rapport à l'emploi, la précarité et l'exclusion. Les responsables de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale partagent ce constat. Des ersatz régionaux peuvent parfois être produits sur la base de sources administratives, mais ils ne sont alors pas comparables aux chiffres nationaux. Dans les régions, la question d'extension périodiques de l'enquête emploi et de l'enquête revenus fiscaux, qui sont à la base de la quasi-totalité des chiffres qui font défaut, ou de dispositifs innovants mais moins coûteux permettant de compléter périodiquement certaines enquêtes existantes pour régionaliser des données essentielles, est de plus en plus posée. Ce problème a fait l'objet de débats au sein du groupe. Il est actuellement ressenti comme étant très important dans plusieurs régions. L'Association des régions de France (ARF) en a été saisie la semaine précédente. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'elle s'adresse à son tour au Cnis. Pour M. Jean Gadrey, le Cnis doit être le porte-parole des attentes de la société civile en matière de statistique. Il souhaite donc qu'il soit encore plus à l'écoute de ses représentants régionaux ou territoriaux face à ces enjeux statistiques de plus en plus importants.

Pour M. Michel Paoletti, ces réflexions doivent s'étendre à l'ensemble de la République, donc à l'Outre-mer.

M. Jean-Pierre Duport adhère aux propos de M. Jean Gadrey quant à la question territoriale, qui doit être prise en compte par l'ensemble des formations. Il est, par ailleurs, sensible aux propos de M. Jean-Pierre Bompard. Il ressent très fortement les inégalités en matière de santé. Ce sujet est, à ses yeux, tout à fait essentiel. Ensuite, M. Jean-Pierre Duport souligne le fait que le nombre d'indicateurs proposés n'est pas aussi important qu'il y paraît à première vue : chaque formation ne serait, en effet, chargée que de quatre indicateurs. Le problème n'est donc pas insurmontable. Enfin, M. Jean-Pierre Duport revient sur l'importance du suivi des propositions de ce groupe de travail. Cet élément est essentiel. Cette question devra être à nouveau abordée lors de la prochaine Assemblée plénière du Cnis. Selon M. Jean-Pierre Duport, le succès de la mise en œuvre de ces propositions viendra de l'implication de l'ensemble des formations et non pas de la seule inter-formation Statistiques sociales.

M. Jacques Freyssinet souligne le fait que le rapport est issu du travail des rapporteurs. Ceux qui ont suivi l'intense mouvement de circulation de critiques et d'échanges entre les membres du groupe mesurent l'ampleur du travail qu'ils ont assumé. Toutes les réunions ont fait l'objet de comptes rendus minutieux. De nombreuses versions du rapport ont été produites.

Ensuite, M. Jacques Freyssinet revient sur la délicate question de la relation entre l'approche des inégalités et de la pauvreté. Le mandat liait inégalités et pauvreté. Ce lien a soulevé des réticences, certains estimant que l'accent mis sur les phénomènes de pauvreté constituait un moyen de masquer les inégalités, c'est-à-dire de focaliser sur le bas de la distribution pour éviter de porter une attention aux autres échelons, notamment supérieurs. Dès le début, le groupe a donc compris son mandat comme portant sur l'analyse des inégalités, la pauvreté étant l'une des manifestations des inégalités. Pour éviter un risque de double langage, le groupe a convenu de valider les onze indicateurs que l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) a proposés dans son dernier rapport.

M. Jacques Freyssinet fait remarquer que le groupe était ouvert ; sa composition a donc reflété son pouvoir inégal d'attraction. La présence de spécialistes de différents domaines était inégale, selon les dimensions de la pauvreté ce qui explique le degré inégal d'approfondissement des travaux. Ainsi, s'agissant de la dimension territoriale, seuls Lille et la Seine-Saint-Denis étaient représentés. De même, sur la santé, il est vrai que le groupe n'a reçu que des contributions ponctuelles malgré une présence active sur un aspect. Aux yeux de M. Jacques Freyssinet, le renvoi aux formations, dans ce contexte, est tout à fait essentiel. Elles pourront, en effet, retravailler les propositions du groupe de travail.

Enfin, M. Jacques Freyssinet indique qu'une question a été difficile à trancher : le champ de la responsabilité du groupe de travail. Celui-ci a travaillé dans le cadre du Cnis, c'est-à-dire d'une commande à l'appareil statistique. Il est évident qu'il n'y a pas de compréhension des inégalités sans une problématique des mécanismes économiques et sociaux qui les engendrent. Reste à savoir si l'appareil statistique est compétent dans ce domaine. Il a été décidé de fournir aux acteurs et chercheurs tous les éléments pour qu'ils puissent appuyer leurs problématiques théoriques sur des éléments de validation empirique. Ainsi, pour les inégalités entre les ménages, le groupe de travail a insisté sur l'importance de croiser les inégalités par catégories socioprofessionnelles selon la composition du ménage et, selon la position de ses membres sur le marché du travail. Selon M. Jacques Freyssinet, le choix d'une frontière entre mesure statistique des inégalités et analyse des facteurs explicatifs, s'il était nécessaire dans le cadre du mandat du groupe de travail, est aussi partiellement artificiel. L'indicateur unique a été écarté car le groupe de travail n'a pas voulu se substituer au débat social pour pondérer les différentes dimensions des inégalités. Une dizaine d'indicateurs ont, toutefois, été proposés, essentiellement pour des raisons de communication. En effet, si un message relativement simple n'est pas diffusé, un message affreusement simplificateur, comme toute mauvaise monnaie, chassera la bonne. Les débats au sein du groupe ont été vifs à ce sujet. Cet effort était, d'après M. Jacques Freyssinet, nécessaire. L'important est de pouvoir disposer non seulement d'indicateurs mais également de l'information statistique la plus riche possible. Le groupe a eu le sentiment d'avoir également un devoir pédagogique ou civique d'alimenter le débat public par quelques indicateurs simples, appropriables et non générateurs de contresens ; ils sont proposés à l'expertise du Cnis, le groupe n'ayant pas eu le temps de les tester.

5. Présentation des travaux de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population (Jean-Luc Heller)

M. Jean-Luc Heller présente les excuses du président de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population. Cette commission a été installée dans ces termes exacts à la suite du décret relatif au Cnis, en 2005. Elle succède à l'instance mise en place précédemment, au moment de l'adoption d'un procédé rénové de recensement de la population. Elle est une commission du Cnis présidée par le sénateur Jean-Claude Frécon, ancien vice-président de l'Association des maires de France et membre du Comité des finances locales. Il l'a animée dans un souci de représentation des différents partenaires. Les co-rapporteurs sont un membre du Contrôle général économique et financier, d'abord M. Philippe Delleur, puis M. Pierre Bertinotti ainsi que le responsable du Département statistique de la DGCL, d'abord M. Olivier Lefebvre, puis M. Jean-Luc Heller. Le mandat de la Commission est relativement limité au champ de l'évaluation des modalités de collecte des informations mais peut, toutefois, aller assez loin sur les conséquences à tirer de cette première phase. Dans le cadre de son mandat, la Commission peut, en effet, proposer des modifications aux actes législatifs et réglementaires relatifs au recensement.

Cette Commission du Cnis travaille en articulation avec d'autres formations du Cnis qui ont déjà abordé les questions du recensement. Elle associe étroitement tous les partenaires de l'opération : l'Insee, qui organise et contrôle, les communes, qui sont représentées aussi bien par les associations d'élus que par les représentants des fonctionnaires territoriaux, et un collège de personnalités qualifiées qui apportent une expertise sur ces travaux. Le cadre de la Commission se stabilise. La participation des experts est des plus régulières. M. Jean-Luc Heller salue, à ce sujet, la participation assidue d'un représentant d'Eurostat. En revanche, la représentation de l'ensemble des associations d'élus concernés et des administrations n'atteint pas l'ampleur prévue dans les textes.

Autre caractéristique, la Commission a souhaité, dès le début, travailler en phase avec le rythme de rénovation du recensement, considérant qu'il fallait construire le bilan année après année, avec un certain recul pour examiner la montée en puissance et les ajustements. Ceci s'est traduit par un rythme de travail de deux réunions par an. Outre les comptes rendus de ces réunions disponibles sur le site du Cnis après validation, un rapport d'ensemble sera présenté au terme de cette première phase. Il pourra éventuellement déboucher sur une modification des actes législatifs et réglementaires. Il s'agissait d'avoir suffisamment de recul pour tirer un premier bilan tout en le tirant à temps, de sorte qu'il puisse être mis en œuvre pour le deuxième cycle. 2007 sera donc l'année des propositions et des discussions sur ces propositions pour qu'elles puissent être mises en œuvre en 2008 et qu'elles soient opérationnelles au début du deuxième cycle.

M. Jean-Luc Heller présente les différents volets du programme de travail. Le premier est le suivi de la campagne à venir, le bilan de la campagne passée et le suivi de collecte au travers de la synthèse des coordonnateurs communaux de l'Insee, incluant les discussions et les bilans sur les opérations particulières comme le recensement des personnes sans abri. Le deuxième volet permanent était articulé selon deux axes :

- l'organisation des modalités, notamment l'articulation entre l'Insee et les communes : à ce titre, la Commission a débattu du RIL (répertoire d'immeubles localisés), des campagnes de communication, des relations entre les différents intervenants ;
- l'évaluation de la qualité de la restitution des résultats : la Commission a été informée et a discuté du plan de diffusion, du contrôle, des méthodes d'évaluation de la qualité dans le nouveau contexte.

Au titre de premier bilan, M. Jean-Luc Heller souligne l'amélioration et la fluidification du processus au fur et à mesure de la montée en puissance.

Le deuxième terme de ce bilan concerne l'échange de bonnes pratiques. Ont, par ailleurs, été mises à jour certaines difficultés spécifiques selon les différents types de communes. Ainsi, les grandes communes sont confrontées à une charge de gestion importante et à des problèmes d'accès et de taux de réponse. Les plus petites, plus nombreuses, conservent un recensement tous les cinq ans, ce qui, pour celles situées juste en dessous du seuil de 10 000 habitants, équivaut presque à la charge annuelle d'une commune de 125 000 habitants. Dernier élément de ce bilan, l'appréciation des résultats en fonction du nouveau processus. Ce point a conduit la Commission à débattre de la qualité du contrôle, de la façon de traiter les non-réponses ainsi que les conséquences du système de rotation.

M. Jean-Luc Heller rapporte que la question du coût des opérations de recensement a été soulevée à la fin 2005. Elle a fait l'objet de travaux de la Commission en 2006. Des conclusions sont attendues pour 2007. La question est relativement claire et bien posée : il existe un cadre partagé entre l'État, l'Insee et les communes, mais les termes de ce partage ainsi que son évolution font débat. Après une première approche monographique, il a été décidé de mener une enquête statistique sur un échantillon fourni par l'Insee. Après relance, elle est en cours d'achèvement, le taux de réponse atteignant 66 %. De nombreux travaux préalables ont été nécessaires pour distinguer l'ensemble des coûts et des domaines que les communes doivent couvrir et clarifier les concepts. M. Jean-Luc Heller souligne le fait que le questionnaire est difficile à remplir pour les communes ; des problèmes de qualité pourraient donc être rencontrés. Cette enquête devrait, toutefois, apporter une appréciation sur le niveau des dépenses et sur la différenciation entre les différents types de communes. Les conclusions et le rapport seront disponibles courant 2007.

Pour finir, M. Jean-Luc Heller remercie le secrétariat du Cnis qui assure le secrétariat de cette commission ainsi que les représentants de l'Insee qui ont assuré, à chaque réunion, une contribution de qualité aux débats, donnant satisfaction à l'ensemble des participants.

6. Discussion et vote de l'avis sur les programmes statistiques 2007

M. Jean-Pierre Duport propose de balayer rapidement l'ensemble des avis et de lire les dix amendements dont il a été saisi.

Les cinq premiers items de l'avis général n'ont appelé aucune observation.

M. Denis Durand a, en revanche, saisi M. Jean-Pierre Duport de deux amendements concernant l'avis n° 6, consistant à ajouter deux phrases : « *Le Conseil souhaite que la Rencontre du Cnis sur la diffusion et l'accès à l'information statistique permette à chaque catégorie d'utilisateurs de s'exprimer de façon à ce que la diffusion de l'information notamment sur internet soit adaptée à chacune d'entre elles. Le Conseil sera attentif à toutes les formes d'accompagnement permettant aux utilisateurs du système statistique public d'acquérir les compétences requises pour exploiter pleinement les données mises à leur disposition avec les techniques aujourd'hui disponibles. Il souhaite également que soient examinées les conditions dans lesquelles pourraient être satisfaites les demandes d'accès à des données individuelles ou à des informations finement localisées dans des conditions compatibles avec la préservation des libertés individuelles, qu'il s'agisse de sources administratives ou de données d'enquêtes, y compris celles du recensement de la population. »*

M. Jean-Pierre Duport propose, pour sa part, la formulation suivante : « *Le Conseil souhaite également que soient mis en place des dispositifs d'accompagnement* » en lieu et place du premier amendement, estimant que l'accès à l'internet nécessite parfois des mesures d'accompagnement.

M. Yvonick Renard se déclare globalement favorable à cette orientation, mais pointe une difficulté : les sources administratives sont essentiellement traitées par les SSM.

Selon M. Jean-Pierre Duport, les sources administratives ne sont pas exclues.

L'avis n° 6 ainsi amendé est adopté.

M. Jean-Pierre Duport indique avoir reçu une proposition d'amendement de M. Denis Durand sur l'avis n° 7, consistant à compléter le texte de la sorte : « *Le Conseil rappelle que les enquêtes statistiques destinées à évaluer les effets de mesures de politiques publiques doivent être conçues avec des exigences de qualité leur permettant d'obtenir l'avis de conformité du comité du label après avoir recueilli l'avis d'opportunité des instances compétentes du Cnis.* »

M. Jean-Pierre Duport fait remarquer que les instances compétentes ne sont pas forcément celles du Cnis. Elles peuvent, en effet, être des instances locales, notamment des Cries. Il propose donc de limiter l'amendement à « *après avoir recueilli l'avis d'opportunité des instances compétentes* ».

M. Denis Durand accepte cette modification.

L'avis n° 7 ainsi amendé est adopté.

S'agissant de l'avis n° 8, Mme Roxane Silberman a proposé l'amendement suivant : « *Le Conseil a pris connaissance des travaux menés par la Commission nationale d'évaluation du recensement de population et de son programme pour 2007. Il souhaite que les échanges approfondis entre les acteurs et les utilisateurs du recensement se poursuivent tant dans la diversité des sujets abordés que dans la qualité des débats. Le Conseil continuera de porter attention aux conditions de mise à disposition des données détaillées du recensement en vue de travaux de statistique et de recherche.* »

Pour M. Jean-Pierre Duport, cela semble aller de soi.

Mme Roxane Silberman rappelle que cette question n'est pas résolue, s'agissant du recensement de 1999, et qu'en ce qui concerne le recensement continu, aucune réponse n'a véritablement été apportée sur les fichiers détails et les enquêtes annuelles. A ses yeux, ces questions commencent à être urgentes, un certain nombre de travaux ne pouvant plus être menés.

M. Jean-Luc Heller estime que cette question ne relève pas du mandat de la Commission nationale d'évaluation du recensement. Ainsi elle n'aborde les questions de diffusion des données détaillées que pour information. Il n'est donc pas convenable d'interpeller directement la Commission sur le suivi de cet aspect du recensement.

M. Jean-Pierre Puig suggère que l'amendement proposé par Mme Roxane Silberman complète l'avis n° 25 de la formation Statistiques régionales et locales.

Un intervenant préférerait que cet amendement soit rédigé de la sorte : « *Le Conseil portera attention à l'amélioration des conditions de mise à disposition des données détaillées du recensement en vue de travaux de statistique et de recherche* ».

L'amendement proposé par Mme Roxane Silberman, corrigé, complète l'avis n°5 de la formation Démographie.

M. Jean-Pierre Duport présente un erratum à l'avis n° 9, qu'il faut lire ainsi : « *Le Conseil prend acte de ce que la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales donne une approbation d'ensemble au projet de structure détaillée de la Nomenclature d'activités et de produits française (NAF révision 2) qui lui a été présentée ainsi qu'à la démarche proposée pour la finalisation de la nomenclature dans les prochains mois.*

La Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales souhaite que la nomenclature d'activités et de produits française qui entrera en application le 1^{er} janvier 2008 (NAF rév.2) utilise une lettre pour la position nationale du code (5^{ème} caractère). Ceci permettra d'éviter toute confusion avec la codification utilisée pour la nomenclature de produits, compte tenu de l'habitude prise d'utiliser la lettre, et à bien montrer l'articulation de la nomenclature nationale avec la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) (4 premiers chiffres du code). La Commission approuve également le maintien dans la NAF rév.2 du point de séparation, issu de la NACE, entre les deuxièmes et troisièmes chiffres. »

S'agissant de l'avis n° 11, M. Jean-Pierre Duport présente un amendement proposé par M. Benoît Robin : « *Le Conseil salue la qualité des travaux et approuve les recommandations du groupe de travail niveaux de vie et inégalités sociales en vue de mettre à la disposition de tous les utilisateurs un système public d'information à la fois complet, détaillé, cohérent, bien documenté et accessible à tous avec un point d'entrée unique.*

Il soutient la volonté du groupe de hiérarchiser les recommandations du rapport en vue de le rendre opérationnel et de permettre un suivi de sa mise en œuvre.

Dans ce contexte, il souligne l'importance d'une liste d'indicateurs « de base », avec la présence conjointe d'indicateurs nationaux et d'indicateurs territoriaux présentant différents niveaux de désagrégation spatiale. Il appelle l'attention sur la priorité à accorder à la mise en place d'un système d'information fiable sur les patrimoines et leurs revenus. Néanmoins, il souhaite que les recommandations opérationnelles immédiatement applicables soient mises en œuvre et que les formations du Cnis concernées par les propositions examinent celles-ci et impulsent les travaux exploratoires nécessaires.

Il souhaite qu'un rapport annuel, établi sur la base des principaux indicateurs retenus, permette de contribuer à l'élaboration d'une synthèse pertinente sur l'évolution des inégalités. Il souhaite également qu'une large diffusion soit assurée au niveau national et européen. »

L'avis n° 11 ainsi amendé est adopté.

M. Jean-Pierre Duport donne lecture de propositions d'amendements sur l'avis n° 12, les unes de M. Denis Durand (texte souligné et barré) et les autres de Mme Roxane Silberman (texte en gras) : « *Le Conseil soutient le projet d'étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE) mené dans le cadre d'une convention de groupement d'intérêt scientifique associant l'Ined, l'Inserm, l'Insee, l'InVS, la Drees, la Dares, la Depp et la DGS afin de disposer d'une base de données longitudinales sur les aspects socio-éducatifs, culturels, sanitaires et économiques du développement de l'enfant. Le*

Conseil demande à être ~~informé~~ associé aux étapes successives des avancées du projet, en particulier en termes de garantie de la confidentialité des données et d'accès aux fichiers pour la recherche. **Le Conseil espère que les soutiens financiers à cette opération qui permettra à la France de disposer d'une première cohorte de longue durée seront réunis et suivra avec attention cette question.** Il souhaite qu'une journée d'étude soit organisée au sein du Cnis sur les enjeux de l'opération et que cette journée ouvre la voie à un débat plus large dans la société, au-delà des frontières de la statistique publique et des équipes associées au projet. »

M. Jean-Pierre Duport s'interroge sur l'amendement proposé par Mme Roxane Silberman.

Mme Roxane Silberman souhaite, par cet amendement, souligner le fait que le soutien du Cnis ne suffit pas. En effet, les conditions ne sont pas forcément réunies dans la mesure où ce type d'opérations, qui sont coûteuses, se heurte à une absence de financement. Il est donc souhaitable, selon Mme Roxane Silberman, d'attirer l'attention du Cnis sur ce point.

M. Jean-Pierre Duport propose donc la formulation suivante : « *Le Conseil émet le vœu que les soutiens financiers soient réunis et suivra avec attention cette question.* »

S'agissant de la proposition d'amendement de M. Denis Durand, il suggère de le modifier de la sorte : « *Il souhaite qu'une journée d'étude largement ouverte soit organisée au sein du Cnis sur les enjeux de l'opération et les conditions de sa mise en œuvre.* »

M. Denis Durand se satisfait de l'organisation de cette journée d'étude. Elle répond, en effet, à un besoin réel et ce d'autant plus que le débat rapide qui s'était tenu sur le sujet en inter-formation avait donné lieu à certaines frustrations. M. Denis Durand rappelle que le projet Elfe présente des caractéristiques très particulières (ampleur, taille de la cohorte, etc.). Reste des aspects à définir : procédure de consentement des individus à observer, représentation de la population observée auprès du groupement d'intérêt statistique ; protection des données. En effet, plus un projet est vaste, plus les techniques destinées à protéger les données risquent de faillir. Ce projet représente donc un défi pour la statistique publique compte tenu de la nature du projet, suivre des enfants depuis leur naissance jusqu'à un âge non déterminé à ce jour avec des examens médicaux, un suivi des résultats scolaires, etc. Des problèmes d'éthique se posent. Enfin, M. Denis Durand se demande si accumuler des informations sur les différents événements de la vie d'un individu constitue une bonne méthode pour suivre son parcours. A ses yeux, cette question mériterait une réflexion méthodologique plus poussée.

M. Jean-Pierre Duport propose donc l'amendement suivant : « *Il souhaite qu'une journée d'étude largement ouverte soit organisée au sein du Cnis sur les enjeux notamment sociétaux de l'opération et sur les conditions de sa mise en œuvre.* »

L'avis n° 12 ainsi amendé est adopté.

M. Jean-Pierre Duport fait part à l'Assemblée d'un erratum sur l'avis n° 13 : « *Le Conseil considère le projet dit ESeC (European Social and economic Classification) comme une étape importante du projet de nomenclature socioprofessionnelle européenne.*

Il attend, d'une part que la nomenclature proposée puisse être validée par des tests, d'autre part qu'elle puisse être comprise par le plus grand nombre possible d'utilisateurs de façon à pouvoir être utilisée dans les débats publics. Il demande à être tenu informé des travaux engagés au niveau européen en particulier en vue de tester des prototypes alternatifs.

Il souhaite que la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) soit maintenue pour répondre aux besoins nationaux et fasse l'objet d'une adaptation si cela s'avère nécessaire, notamment à travers l'articulation entre les deux nomenclatures qui doit être recherchée. »

Un intervenant s'interroge sur la disparition de la référence à la rénovation de la PCS.

M. Stéfan Lollivier rappelle que la nomenclature de la PCS est une nomenclature des métiers à quatre chiffres. Il n'est pas projeté, à court terme, de la modifier si ce n'est marginalement. En revanche, la

nomenclature des CS, la nomenclature de stratification sociale à deux chiffres, fait l'objet d'une discussion dont les termes ont été débattus au sein de la formation Statistiques sociales.

Les avis n° 14, 15, 16, 18, 20 et 21 n'appellent aucun commentaire.

L'avis n° 17 a fait l'objet d'une modification de présentation.

M. Jean-Pierre Duport indique avoir été saisi d'une proposition d'amendement de M. Benoît Robin portant sur l'avis n° 21 : *« Le Conseil réaffirme la nécessité, dans une République décentralisée, de mesurer avec précision les dépenses de chaque intervenant à l'échelle du territoire : État, d'une part, et collectivités locales, d'autre part. de l'État à l'échelle territoriale. Il propose la création d'un groupe de travail en vue de définir les champs prioritaires à étudier en fonction des besoins, de faire le bilan des expériences locales et nationales et de proposer une méthodologie harmonisée. »*

M. Jean-Pierre Duport n'y est, pour sa part, pas favorable, la question de la régionalisation ne se posant que pour l'État. En effet, pour les autres collectivités territoriales, les dépenses sont systématiquement régionalisées.

M. Michel Paoletti suppose que la discussion préalable à cette rédaction a consisté à déterminer s'il fallait aborder la question des dépenses seules ou celles des dépenses et des recettes.

M. Bernard Morel confirme que la formation a pesé ses mots et choisi de mettre la priorité sur la régionalisation des dépenses. Il s'agit, en outre, bien des dépenses de l'État, celles des collectivités étant déjà connues comme l'a indiqué M. Jean-Pierre Duport. L'objectif est de pouvoir mettre en regard, à l'échelle territoriale, les dépenses de l'État et des collectivités.

M. Jean-Pierre Duport souhaiterait que M. Benoît Robin retire son amendement. En effet, le problème de la régionalisation des dépenses de l'État constitue un véritable combat.

Mme Bovar soutient cette position : il faut se concentrer sur cette étape.

M. Benoît Robin accepte de retirer son amendement

S'agissant de l'avis n° 22, M. Jean-Pierre Duport indique qu'il a été saisi d'une proposition d'amendement de M. Denis Durand : *« Le Conseil encourage les efforts réalisés en vue de géoréférencer les informations statistiques. Il souligne qu'il serait utile de disposer d'un tel référencement de façon homogène sur l'ensemble des communes appartenant à une agglomération, quelle que soit leur population. Il souhaite qu'une attention particulière soit accordée aux zones exposées aux nuisances et aux risques naturels et technologiques ainsi qu'aux phénomènes de ségrégation et de mixité sociales dans le domaine de l'urbanisme et du logement. »*

M. Jean-Michel Charpin précise qu'une telle opération, de grande ampleur et qui serait extrêmement coûteuse, n'est pas envisagée. En outre, il conviendrait d'attendre la mise en place du référentiel à grande échelle de l'Institut géographique national (IGN) avant de prendre ce type de décision.

M. Jean-Pierre Duport suggère donc de modifier l'amendement ainsi : *« Il demande que l'homogénéité de traitement des communes appartenant à un même ensemble urbain soit l'objet d'une attention particulière dans le cadre du prochain moyen terme. »* L'amendement pourrait également faire référence à la mise en place du référentiel à grande échelle de l'IGN.

M. Denis Durand accepte la proposition de modification de M. Jean-Pierre Duport.

M. Gérard-François Dumont s'étonne que les seuls ensembles urbains soient mentionnés alors que d'autres ensembles territoriaux, comme les pays, pourraient être concernés.

M. Jean-Michel Charpin explique que le projet ne porte que sur des ensembles comportant, par hypothèse, des villes de plus de 10 000 habitants. Il ne s'agit pas, en effet, de constituer un référentiel d'adresses dans des villes de moins de 10 000 habitants, sauf cas particulier.

M. Gérard-François Dumont indique que certains pays comptent des villes de plus de 10 000 habitants.

M. Jean-Pierre Duport rappelle que la notion de pays correspond non pas à une structure politico-administrative, mais à une pratique.

M. Denis Durand précise que sa proposition est celle de l'utilisateur final.

Les avis n° 23 et 24 n'appellent aucun commentaire.

M. Jean-Pierre Duport présente une proposition d'amendement de M. Denis Durand concernant l'avis n° 25 : « *Le Conseil encourage l'Insee à diffuser le plus rapidement possible, et avec toutes les précautions nécessaires, des résultats du recensement de population aux niveaux départemental et multi-communal. Le Cnis évaluera la réalisation des 34 propositions émises en décembre 2005 par le groupe de travail sur l'utilisation des données produites par le nouveau recensement.* » Estimant qu'un suivi détaillé des 34 propositions par le Cnis semble difficile, il propose, pour sa part, la modification suivante : « *Le Cnis demande qu'une évaluation soit faite du rapport du groupe de travail sur l'utilisation des données produites par le nouveau recensement.* »

M. Gérard-François Dumont s'enquiert de la position de M. Denis Durand, se demandant s'il s'agit des résultats du recensement, c'est-à-dire des résultats d'une période quinquennale, ou bien également des résultats des enquêtes annuelles de recensement considérées séparément.

M. Denis Durand répond que sa demande a une portée générale. Elle vise l'utilisation des données collectées à l'occasion des opérations de recensement.

Pour M. Jean-Pierre Duport, cela semble évident : le résultat du recensement est lié à la nouvelle pratique du recensement.

M. Maurice Bernadet précise qu'il est demandé au Cnis une évaluation non pas du rapport, mais de sa mise en œuvre.

M. Jean-Pierre Duport en convient.

Mme Roxane Silberman est favorable à une évaluation de cette mise en œuvre. En revanche la question soulevée par M. Gérard-François Dumont mérite d'être éclaircie. En effet, la position sur ce point a beaucoup varié dans le temps.

M. Maurice Bernadet propose de compléter l'amendement en précisant « *le résultat du recensement et de ses enquêtes* ». L'amendement ainsi corrigé est adopté.

M. Jean-Pierre Duport a également reçu des propositions d'amendement sur deux avis des formations de M. Benoît Robin. Ce dernier souhaiterait que l'avis n° 2 de la formation Démographie, conditions de vie soit complété ainsi : « *Le Conseil se félicite du développement des travaux visant à mieux connaître la population immigrée ; il encourage les travaux engagés pour la préparation de l'enquête « Trajectoires et origines des migrants et de leurs descendants » (TeO) qui permettra de mieux appréhender les phénomènes de discriminations liées à l'origine y compris pour les populations originaires des DOM. Il souhaite qu'une concertation la plus approfondie possible soit organisée et rappelle que les questions « sensibles » doivent être justifiées par une demande légitime.* »

L'avis n° 2 de la formation Démographie, conditions de vie ainsi amendé est approuvé.

S'agissant de l'avis n° 2 de la formation Éducation, formation, M. Benoît Robin propose l'amendement suivant : « *Le Conseil souhaite qu'un effort particulier soit engagé en vue de mieux connaître les conditions d'insertion par filière de formation. Il souhaite que les résultats de ces travaux soient rendus disponibles sous une forme accessible et enrichissent en particulier l'information mise à la disposition de tous les élèves et étudiants et stagiaires.* »

M. Jean-Pierre Duport se demande si les stagiaires ne sont pas soit des élèves, soit des étudiants.

Compte tenu de l'intérêt porté aux filières de formations et aux trajectoires, M. Benoît Robin estime que la question de la situation des élèves et étudiants stagiaires doit faire l'objet d'une attention particulière.

M. Jean-Pierre Duport propose donc la formulation suivante : « *Il souhaite que les résultats de ces travaux soient rendus disponibles sous une forme accessible et enrichissent en particulier l'information mise à la disposition de tous les élèves et étudiants, notamment lorsqu'ils sont stagiaires* ».

L'avis du Cnis sur les programmes statistiques 2007 ainsi amendé est adopté à l'unanimité.

7. Points divers

M. Pierre Audibert rappelle que la Rencontre du 22 janvier sera consacrée à la diffusion. Le programme de cette manifestation, qui se tiendra au CES, est consultable sur le site du Cnis. La première partie des débats sera consacrée à la diffusion statistique à l'heure d'internet. La politique d'Eurostat ainsi que la politique de la Statistique publique française seront présentées. Une table ronde d'utilisateurs sera organisée. L'après-midi, les débats porteront sur l'accès à l'information et la nécessité de concilier un accès le plus large possible à l'information statistique avec la protection et la confidentialité des données. La politique d'Eurostat, la politique en matière de diffusion de données locales ainsi que la politique en matière de diffusion des données aux chercheurs seront développées. Une table ronde réunissant des utilisateurs sera également organisée. M. Pierre Audibert invite l'Assemblée à assister à cette réunion.

Pour M. Jean-Pierre Duport, le succès de l'avis 2007 montre la qualité du travail conduit par Mme Carla Saglietti et M. Jean-Pierre Puig, qu'il remercie à nouveau.

M. Jean-Michel Charpin ajoute que cette Assemblée plénière sera la dernière de M. Jean-Pierre Puig et de Mme Carla Saglietti. M. Jean-Pierre Puig, Secrétaire général du Cnis depuis une dizaine d'années, sera remplacé par M. Philippe Cuneo, chef de service à la Drees, au début 2007. Mme Carla Saglietti rejoindra, quant à elle, la mission Insee au Conseil économique et social et sera remplacée par Mme Françoise Dussert, chef du service statistique du ministère de la Fonction publique, au début du mois de février. M. Jean-Michel Charpin remercie Mme Carla Saglietti et M. Jean-Pierre Puig pour le travail qu'ils ont accompli.

Le Président lève la séance.

AMENDEMENTS AU PROJET D'AVIS

CNIS - AMENDEMENTS AU PROJET D'AVIS DU 22 NOVEMBRE 2006 (n°292/D130)

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements <i>(en caractères soulignés ci-après)</i>	Origine	Résultat du vote du Conseil
AVIS GÉNÉRAL			
Page 5	<p>THÈMES TRANSVERSAUX</p> <p>Avis n°6 - Ajouter (texte souligné) : Le Conseil souhaite que la Rencontre du Cnis sur la diffusion et l'accès à l'information statistique permette à chaque catégorie d'utilisateurs de s'exprimer de façon à ce que la diffusion de l'information notamment sur internet soit adaptée à chacune d'entre elles. <u>Le Conseil sera attentif à toutes les formes d'accompagnement permettant aux utilisateurs du système statistique public d'acquérir les compétences requises pour exploiter pleinement les données mises à leur disposition avec les techniques aujourd'hui disponibles.</u> Il souhaite également que soient examinées les conditions dans lesquelles pourraient être satisfaites les demandes d'accès à des données individuelles ou à des informations finement localisées dans des conditions compatibles avec la préservation des libertés individuelles, <u>qu'il s'agisse de sources administratives ou de données d'enquêtes, y compris celles du recensement de la population.</u></p>	M. DURAND (Représentant de la CGT)	

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements (en caractères soulignés ci-après)	Origine	Résultat du vote du Conseil
	<p><i>Rédaction soumise au vote</i></p> <p>Le Conseil souhaite que la Rencontre du Cnis sur la diffusion et l'accès à l'information statistique permette à chaque catégorie d'utilisateurs de s'exprimer de façon à ce que la diffusion de l'information notamment sur internet soit adaptée à chacune d'entre elles. <i>Le Conseil souhaite également que soient mis en place des dispositifs d'accompagnement permettant aux utilisateurs du système statistique public d'acquérir les compétences requises pour exploiter pleinement les données mises à leur disposition avec les techniques aujourd'hui disponibles.</i> Il souhaite également que soient examinées les conditions dans lesquelles pourraient être satisfaites les demandes d'accès à des données individuelles ou à des informations finement localisées dans des conditions compatibles avec la préservation des libertés individuelles, <u>qu'il s'agisse de sources administratives ou de données d'enquêtes, y compris celles du recensement de la population.</u></p>		Adopté
Page 5	<p>Avis n°7 - Ajouter (texte souligné) :</p> <p>Le Conseil rappelle que les enquêtes statistiques destinées à évaluer les effets de mesures de politiques publiques doivent être conçues avec des exigences de qualité leur permettant d'obtenir l'avis de conformité du comité du label <u>après avoir recueilli l'avis d'opportunité des instances compétentes du Cnis.</u></p> <p><i>Rédaction soumise au vote</i></p> <p>Le Conseil rappelle que les enquêtes statistiques destinées à évaluer les effets de mesures de politiques publiques doivent être conçues avec des exigences de qualité leur permettant d'obtenir l'avis de conformité du comité du label <i>après avoir recueilli l'avis d'opportunité des instances compétentes</i></p>	M. DURAND (Représentant de la CGT)	Adopté

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements <i>(en caractères soulignés ci-après)</i>	Origine	Résultat du vote du Conseil
Page 5	<p>COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION DU RECENSEMENT DE POPULATION</p> <p>Avis n°8 - Ajouter (texte souligné) : Le Conseil a pris connaissance des travaux menés par la Commission nationale d'évaluation du recensement de population et de son programme pour 2007. Il souhaite que les échanges approfondis entre les acteurs et les utilisateurs du recensement se poursuivent tant dans la diversité des sujets abordés que dans la qualité des débats. <u>Le Conseil continuera de porter attention aux conditions de mise à disposition des données détaillées du recensement en vue de travaux de statistique et de recherche.</u></p>	Mme SILBERMAN (Représentante des chercheurs en sciences économiques et sociales)	<p><i>L'amendement modifié comme suit :</i> <i>Le Conseil demande qu'une évaluation soit faite de la mise en œuvre du rapport du groupe du travail sur l'utilisation des données produites par le nouveau recensement est ajouté à l'avis n° 25 de la formation SRL</i></p>

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements (en caractères soulignés ci-après)	Origine	Résultat du vote du Conseil
Page 6	<p>STATISTIQUES SOCIALES</p> <p>Avis n°11- Ajouter (texte souligné) : Le Conseil salue la qualité des travaux et approuve les recommandations du groupe de travail niveaux de vie et inégalités sociales en vue de mettre à la disposition de tous les utilisateurs un système public d'information à la fois complet, détaillé, cohérent, bien documenté et accessible à tous avec un point d'entrée unique.</p> <p>Il soutient la volonté du groupe de hiérarchiser les recommandations du rapport en vue de le rendre opérationnel et de permettre un suivi de sa mise en œuvre.</p> <p>Dans ce contexte, il souligne l'importance d'une liste d'indicateurs « de base », avec la présence conjointe d'indicateurs nationaux et d'indicateurs territoriaux présentant différents niveaux de désagrégation spatiale. Il appelle l'attention sur la priorité à accorder à la mise en place d'un système d'information fiable sur les patrimoines et leurs revenus. <u>Néanmoins, il souhaite que les recommandations opérationnelles immédiatement applicables soient mises en œuvre et que les formations du Cnis concernées par les propositions examinent celles-ci et impulsent les travaux exploratoires nécessaires.</u></p> <p>Il souhaite qu'un rapport annuel, établi sur la base des principaux indicateurs retenus, permette de contribuer à l'élaboration d'une synthèse pertinente sur l'évolution des inégalités. Il souhaite également qu'une large diffusion soit assurée au niveau national et européen.</p>	M. B. ROBIN (Représentant de la CGT-FO)	Adopté

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements (en caractères soulignés ci-après)	Origine	Résultat du vote du Conseil
Page 6	<p>Avis n°12 - Ajouter (Mme SILBERMAN - fond grisé), Ajouter (M. DURAND - texte souligné) et supprimer (M. DURAND - texte barré) :</p> <p>Le Conseil soutient le projet d'étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE) mené dans le cadre d'une convention de groupement d'intérêt scientifique associant l'Ined, l'Inserm, l'Insee, l'InVS, la Drees, la Dares, la Depp et la DGS afin de disposer d'une base de données longitudinales sur les aspects socio-éducatifs, culturels, sanitaires et économiques du développement de l'enfant. Le Conseil demande à être <u>informé associé aux étapes successives des avancées</u> du projet, en particulier en termes de garantie de la confidentialité des données et d'accès aux fichiers pour la recherche. <u>Le Conseil espère que les soutiens financiers à cette opération qui permettra à la France de disposer d'une première cohorte de longue durée seront réunis et suivra avec attention cette question. Il souhaite qu'une journée d'étude soit organisée au sein du Cnis sur les enjeux de l'opération et que cette journée ouvre la voie à un débat plus large dans la société, au-delà des frontières de la statistique publique et des équipes associées au projet.</u></p> <p>Rédaction soumise au vote</p> <p>Le Conseil soutient le projet d'étude longitudinale française depuis l'enfance (ELFE) mené dans le cadre d'une convention de groupement d'intérêt scientifique associant l'Ined, l'Inserm, l'Insee, l'InVS, la Drees, la Dares, la Depp et la DGS afin de disposer d'une base de données longitudinales sur les aspects socio-éducatifs, culturels, sanitaires et économiques du développement de l'enfant. Le Conseil demande à être <u>informé associé aux étapes successives des avancées</u> du projet, en particulier en termes de garantie de la confidentialité des données et d'accès aux fichiers pour la recherche. <i>Le Conseil émet le vœu que les soutiens financiers soient apportés à cette opération qui permettra à la France de disposer d'une première cohorte de longue durée. Il souhaite qu'une journée d'étude largement ouverte soit organisée au sein du Cnis sur les enjeux notamment sociétaux de l'opération et sur les conditions de sa mise en œuvre.</i></p>	<p>M. DURAND (Représentant de la CGT)</p> <p>Mme SILBERMAN (Représentante des chercheurs en sciences économiques et sociales)</p> <p>M. DURAND (Représentant de la CGT)</p>	Adopté

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements (en caractères soulignés ci-après)	Origine	Résultat du vote du Conseil
<p>Page 8</p> <p>Page 8</p>	<p>STATISTIQUES RÉGIONALES ET LOCALES</p> <p>Avis n°21 - Ajouter (texte souligné) et supprimer (texte barré) : Le Conseil réaffirme la nécessité, dans une République décentralisée, de mesurer avec précision les <u>dépenses de chaque intervenant à l'échelle du territoire : Etat, d'une part et Collectivités locales d'autre part.</u> de l'État à l'échelle territoriale. Il propose la création d'un groupe de travail en vue de définir les champs prioritaires à étudier en fonction des besoins, de faire le bilan des expériences locales et nationales et de proposer une méthodologie harmonisée.</p> <p>Avis n°22 - Ajouter (texte souligné) : Le Conseil encourage les efforts réalisés en vue de géoréférencer les informations statistiques. <u>Il souligne qu'il serait utile de disposer d'un tel référencement de façon homogène sur l'ensemble des communes appartenant à une agglomération, quelle que soit leur population.</u> Il souhaite qu'une attention particulière soit accordée aux zones exposées aux nuisances et aux risques naturels et technologiques ainsi qu'aux phénomènes de ségrégation et de mixité sociales dans le domaine de l'urbanisme et du logement.</p> <p>Rédaction soumise au vote Le Conseil encourage les efforts réalisés en vue de géoréférencer les informations statistiques. <i>Il demande que l'homogénéité de traitement des communes appartenant à un même ensemble urbain fasse l'objet d'une attention particulière dans le cadre du prochain moyen terme.</i> Il souhaite qu'une attention particulière soit accordée aux zones exposées aux nuisances et aux risques naturels et technologiques ainsi qu'aux phénomènes de ségrégation et de mixité sociales dans le domaine de l'urbanisme et du logement.</p>	<p>M. B. ROBIN (Représentant de la CGT-FO)</p> <p>M. DURAND (Représentant de la CGT)</p>	<p>Amendement retiré en séance</p> <p>Adopté</p>

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements <i>(en caractères soulignés ci-après)</i>	Origine	Résultat du vote du Conseil
Page 8	<p>Avis n°25 - Ajouter (texte souligné) : Le Conseil encourage l'Insee à diffuser le plus rapidement possible, <u>et avec toutes les précautions nécessaires</u>, des résultats du recensement de population aux niveaux départemental et multi-communal. <u>Le Cnis évaluera la réalisation des 34 propositions émises en décembre 2005 par le groupe de travail sur l'utilisation des données produites par le nouveau recensement.</u></p> <p>Rédaction soumise au vote Le Conseil encourage l'Insee à diffuser le plus rapidement possible, <u>et avec toutes les précautions nécessaires</u>, des résultats du recensement de population aux niveaux départemental et multi-communal. <u>Le Cnis demande qu'une évaluation soit faite de la mise en oeuvre du rapport du groupe de travail sur l'utilisation des données produites par le nouveau recensement.</u></p>	M. DURAND (Représentant de la CGT)	Adopté
AVIS DES FORMATIONS			
Page 11	<p>FORMATION DÉMOGRAPHIE, CONDITIONS DE VIE</p> <p>Avis n° 2 - Ajouter (texte souligné) et supprimer (texte barré) : Le Conseil se félicite du développement des travaux visant à mieux connaître la population immigrée ; il encourage les travaux engagés pour la préparation de l'enquête «Trajectoires et origines des migrants et de leurs descendants » (TeO) qui permettra de mieux appréhender les phénomènes de discriminations liées à l'origine y compris pour les populations originaires des DOM. Il souhaite qu'une concertation <u>la plus approfondie possible</u> très large soit organisée et rappelle que les questions « sensibles » doivent être justifiées par une demande légitime.</p>	M. B. ROBIN (Représentant de la CGT-FO)	Adopté

Formation, page dans le projet d'avis	Propositions écrites d'amendements <i>(en caractères soulignés ci-après)</i>	Origine	Résultat du vote du Conseil
Page 12	<p>FORMATION ÉDUCATION, FORMATION</p> <p>Avis n° 2 - Ajouter (texte souligné) : Le Conseil souhaite qu'un effort particulier soit engagé en vue de mieux connaître les conditions d'insertion par filière de formation. Il souhaite que les résultats de ces travaux soient rendus disponibles sous une forme accessible et enrichissent en particulier l'information mise à la disposition de tous les élèves et étudiants <u>et stagiaires</u>.</p> <p>Rédaction soumise au vote Le Conseil souhaite qu'un effort particulier soit engagé en vue de mieux connaître les conditions d'insertion par filière de formation. Il souhaite que les résultats de ces travaux soient rendus disponibles sous une forme accessible et enrichissent en particulier l'information mise à la disposition de tous les élèves et étudiants, <i>notamment lorsqu'ils sont stagiaires</i>.</p>	M. B. ROBIN (Représentant de la CGT-FO)	Adopté